

MODÈLE DE POLITIQUE POUR LE GENRE ET L'INCLUSION FINANCIÈRE



TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	3
1 CONTEXTE ET ANTÉCÉDENTS	4
2 OBJECTIFS DU MODÈLE DE POLITIQUE	6
3 CHAMP D'APPLICATION DU MODÈLE DE POLITIQUE POUR LE GI	7
4 INITIATIVES RÉGLEMENTAIRES ET DE POLITIQUES POUR LE GENRE ET L'INCLUSION FINANCIÈRE	9
Autonomisation du consommateur et pratiques de marché	10
Services financiers numériques	13
Données sur l'inclusion financière	18
Stratégie d'inclusion financière	24
Proportionnalité des normes mondiales	28
Finance verte inclusive	31
Financement des pme	35
Domaines thématiques transversaux	40
5 AUTRES FACTEURS CLÉS POUR UNE FINANCE INCLUSIVE SENSIBLE AU GENRE	43
6 CONCLUSION	52
ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	53
RÉFÉRENCES	54

SOMMAIRE

Le modèle de politique pour le genre et l'inclusion financière (GIF, pour son sigle en anglais) a été développé comme point de repère pour les régulateurs et les décideurs politiques afin de créer un environnement propice à l'augmentation de l'inclusion financière des femmes. Le modèle de politique couvre les politiques, les expériences et les leçons sur le GIF qui ont été mises en œuvre avec succès par les membres de l'AFI. Étant donné que le GIF est transversal, le modèle de politique est ancré sur les sept domaines de politique thématiques de l'AFI, à savoir l'Autonomisation du Consommateur et les Pratiques de Marché, les Services Financiers Numériques, la Proportionnalité des Normes Mondiales, les Données sur l'Inclusion Financière, la Stratégie d'Inclusion Financière, la Finance Verte Inclusive, et la Finance des petites et moyennes entreprises (PME). Il couvre également des domaines thématiques transversaux nouveaux et émergents tels que l'inclusion financière des jeunes, l'inclusion financière des personnes déplacées de force et des personnes handicapées.

Suite à l'adoption du Plan d'action de Denarau (DAP, pour son sigle en anglais) en 2016 et de la version mise à jour en 2022, les institutions membres de la Alliance for Financial Inclusion (AFI) ont fait des progrès remarquables dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de FIS. Le modèle de politique, par conséquent, saisit des exemples utiles de pays, fournissant aux pays membres dans les étapes initiales de l'élaboration des politiques de FIS des options de référence, en plus d'une liste de publications (produits de connaissance) produits au sein du réseau AFI, qui fournissent des références de réussites en matière de FIS.



Plan d'action de Denarau:
version mise à jour en 2022

> [Voir ici](#)

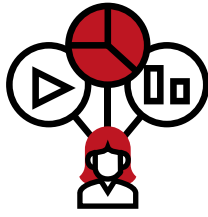
Conformément aux Objectifs de développement durable (ODD), la nécessité de l'inclusion financière des femmes est de plus en plus reconnue, car elle favorise non seulement l'égalité des sexes, mais aussi la croissance économique et le développement inclusifs. Une économie inclusive est essentielle à la réalisation des 17 ODD, et l'inclusion financière des femmes est cruciale pour la réalisation de l'ODD 1 sur l'éradication de la pauvreté, de l'ODD 5 sur la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes, de l'ODD 8 sur la promotion de la croissance économique et le travail décent, et de l'ODD 10 sur la réduction des inégalités, entre autres.

Les progrès technologiques ont également joué un rôle essentiel en favorisant l'inclusion financière des femmes, en particulier dans les zones rurales, grâce à l'argent mobile et à d'autres moyens de paiement numériques. En outre, les décideurs politiques et les régulateurs continuent de jouer un rôle essentiel pour faire progresser le GIF en élaborant des politiques et des réglementations adaptées qui créent un environnement propice pour que les prestataires de services financiers offrent aux femmes un accès équitable aux services financiers tout en promouvant l'égalité institutionnelle entre les sexes.

Ce modèle de politique reconnaît également que la mise en œuvre de politiques et de réglementations favorisant une finance avec inclusion du genre peut ne pas suffire, car le progrès nécessite un environnement favorable, ce qui comprend la prise en compte des barrières sociétales structurelles plus larges auxquelles les femmes sont souvent confrontées, et la participation générale des femmes à l'économie au sens large. Les membres de l'AFI sont également de plus en plus sensibles à certaines barrières socio-économiques qui, cependant, ne relèvent pas directement de la compétence des décideurs et des régulateurs financiers, et il faudra que les régulateurs tirent parti de leur pouvoir de rassemblement pour influencer le changement. L'adoption du modèle de politique pour le GIF devrait accélérer la réduction du fossé financier entre les sexes pour les femmes et les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) détenues par des femmes à l'échelle mondiale.



1 CONTEXTE ET ANTÉCÉDENTS



Dans de nombreux pays du monde, les femmes restent exclues de manière disproportionnée de la participation aux divers aspects du développement économique et social.¹ Il en résulte des inégalités et des discriminations qui les privent de leur dignité et de leur liberté et les rendent plus vulnérables.

Alors que de nombreuses interventions ont été entreprises pour autonomiser les femmes et réduire les inégalités de sexe, l'inclusion financière s'est avérée être l'un des outils les plus puissants pouvant être utilisés pour stimuler une croissance économique et un développement social inclusifs. En effet, les femmes ont tendance à investir une part importante de leurs revenus et de leurs ressources dans la sécurité alimentaire, les soins de santé, l'éducation et le bien-être général de leur famille, ce qui entraîne des effets d'entraînement positifs.

Les femmes sont généralement confrontées à des problèmes d'inégalité et de discrimination, ce qui les rend plus vulnérables. Le genre est un concept complexe et multiforme qui a un impact significatif sur l'accès aux services financiers. Une bonne compréhension de la notion de genre facilite un accès équitable aux services financiers pour tous les genres. En reconnaissant les diverses identités au-delà du cadre binaire homme-femme, les institutions financières peuvent adapter leur offre pour répondre à des besoins spécifiques. Par exemple, en concevant des produits financiers qui renforcent l'autonomie économique des femmes et favorisent leur participation aux systèmes financiers.

Les disparités dans les rôles de genre affectent des aspects fondamentaux de la vie des femmes, notamment la liberté de mouvement, les opportunités économiques et sociales, l'instinct et les priorités des femmes par rapport au bien-être de la famille, ainsi que leur épanouissement personnel et professionnel. De tels déséquilibres exposent les femmes à des défis tels que la violence fondée sur le genre, la répartition inégale des soins et du travail domestique non rémunérés, ainsi que l'accès inégal à l'éducation, aux services de santé et aux ressources financières. Le système financier peut jouer un rôle crucial en tant que moteur et indicateur de l'égalité des sexes. L'inclusion financière fournit aux femmes les outils nécessaires pour accumuler des actifs, générer

des revenus, gérer les risques financiers et participer pleinement à l'économie.

Le genre et l'inclusion financière sont un domaine de politique transversal qui se concentre sur les approches et interventions réglementaires et de politique pour veiller à ce que toutes les personnes, indépendamment de leur identité ou expression de genre, aient accès à des services et produits financiers formels abordables et de qualité, qui sont fournis de manière responsable et durable.²

À cet égard, le GIF vise à développer un système financier inclusif dans lequel les femmes et les hommes peuvent prospérer en tant qu'acteurs économiques à égalité, en ayant un accès équitable à la finance pour soutenir leurs activités économiques.

Il est important de comprendre que la notion de genre traverse différents segments de la population et que les femmes ne constituent pas un segment homogène, car elles appartiennent à diverses catégories de groupes défavorisés, comme les MPME, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les personnes déplacées de force et les communautés rurales. La segmentation peut également être basée sur la localisation géographique, le niveau de revenu, le type d'emploi, l'état civil et le niveau d'éducation. En outre, l'intersection avec d'autres indicateurs d'identité tels que la race, l'ethnicité, le handicap et le statut socio-économique présente différents défis et opportunités pour l'inclusion financière des femmes.

Les besoins financiers et les comportements des femmes varient tout au long de leur cycle de vie (de l'adolescence à l'indépendance en passant par le mariage, l'éducation des enfants et la vieillesse). Chaque segment a des besoins et des comportements financiers différents et peut nécessiter des approches de politique différentes pour parvenir à l'inclusion financière. À cet égard, les solutions réglementaires et de politique ne doivent pas être uniformes. Au contraire, une analyse minutieuse des différents segments et le contexte de chaque pays devraient être pris en compte lors de la conception de solutions réglementaires et de politique adaptées.

Grâce à l'engagement du réseau AFI en faveur du GIF, des progrès significatifs ont été enregistrés ces dernières années, contribuant à l'amélioration globale de l'inclusion financière des femmes, qui sont de plus en plus nombreuses à intégrer le système financier formel. À l'échelle mondiale, le nombre de femmes sans compte bancaire a diminué, passant de plus de 1,1 milliard en 2017 à 742 millions en 2021.³

1 Banque mondiale. 2024. Stratégie de la Banque mondiale en matière de genre 2024-2030. Disponible : <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099013107142345483/pdf/SECBOS04cf7b650208a5e08b784c0db6a4.pdf>

2 Alliance pour l'inclusion financière. 2022. Words Matter-AFI's Financial Inclusion Dictionary (Les mots comptent - Dictionnaire de l'inclusion financière de l'AFI). Disponible à l'adresse : https://www.afi-global.org/wp-content/uploads/2022/11/Words-Matter-AFIs-Financial-Inclusion-Dictionary_2023_isbn.pdf

3 Banque mondiale. 2021. La base de données Findex mondiale 2021 : Inclusion financière, paiements numériques et résilience à l'ère du COVID-19. Disponible à l'adresse : <https://www.worldbank.org/en/publication/globalfindex>

Selon le rapport Global Findex 2021 de la Banque mondiale, l'écart entre les sexes en matière d'accès à la finance dans les pays en développement est passé de neuf pour cent à six pour cent en 2021, soit la première réduction depuis le début du Global Findex en 2011. Cette évolution va à l'encontre de l'écart mondial entre les sexes, qui est de quatre points de pourcentage.⁴ Cependant, dans certaines régions, cet écart persiste ou a même augmenté après la pandémie de COVID-19. L'Afrique subsaharienne et le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (l'AFI utilise la région arabe) ont signalé des écarts de 12 points de pourcentage et de 13 points de pourcentage en matière d'inclusion financière, respectivement. Le déficit de crédit pour les MPME dirigées/détenues par des femmes reste élevé et est estimé à plus de 5 000 milliards de dollars, sans compter le secteur informel.⁵ La promotion de l'égalité des femmes pourrait ajouter 12 000 milliards USD au produit intérieur brut (PIB) mondial d'ici 2025, ce qui

rend les rôles des secteurs public, privé et social essentiels pour combler les écarts entre les sexes au travail et dans la société.⁶

Malgré les progrès réalisés ces dernières années pour accroître l'inclusion financière des femmes et réduire l'écart entre les genres, les décideurs politiques et les régulateurs doivent faire preuve de plus de stratégie pour s'attaquer aux inégalités structurelles qui entravent systématiquement les opportunités économiques des femmes. Les femmes sont confrontées à des obstacles multidimensionnels dans leurs efforts pour accéder aux produits et services financiers, qui relèvent de quatre grandes catégories : les obstacles réglementaires et infrastructurels, les contraintes liées à l'offre de la part des prestataires de services financiers, les contraintes liées à la demande de la part des femmes elles-mêmes, et les obstacles sociétaux et culturels. Certains de ces obstacles sont résumés ci-dessous.

4 Ibid.

5 Forum sur le financement des PME. n.d. MSME Finance Gap. Disponible à l'adresse : <https://www.smefinanceforum.org/data-sites/msme-finance-gap>

6 McKinsey & Company. 2015. Comment la promotion de l'égalité des femmes peut ajouter 12 000 milliards de dollars à la croissance mondiale. Disponible à l'adresse : <https://www.mckinsey.com/featured-insights/employment-and-growth/how-advancing-womens-equality-can-add-12-trillion-to-global-growth>

OBSTACLES JURIDIQUES, RÉGLEMENTAIRES ET D'INFRASTRUCTURE	CONTRAINTES LIÉES À L'OFFRE	CONTRAINTES LIÉES À LA DEMANDE	OBSTACLES SOCIAUX ET CULTURELS
<ul style="list-style-type: none"> > Situation personnelle et lois discriminatoires. > Lois interdisant spécifiquement aux femmes la propriété foncière. > Absence d'accès à un document d'identité (ID, par son sigle en anglais). > Régimes restrictifs de connaissance du client (KYC, par son sigle en anglais) nécessitant une pièce d'identité vérifiable. > Infrastructure physique, infrastructure numérique et canaux de distribution sous-développés. > Absence ou sous-développement d'infrastructures financières adaptées aux femmes. > Absence de politiques d'inclusion financière favorables aux femmes. > Absence de données ventilées par sexe pour soutenir une politique fondée sur des preuves. 	<ul style="list-style-type: none"> > Aversion au risque de la part des prestataires de services financiers (PSF). > Les arguments économiques en faveur du soutien aux femmes ne sont pas reconnus. > La distribution des services n'est pas adaptée aux besoins des femmes. > Produits ou canaux de distribution non conçus pour les femmes. 	<ul style="list-style-type: none"> > Capacités et connaissances financières limitées. > Absence d'actifs immobiliers pour donner en garantie. > Niveaux de revenus faibles dus à des disparités économiques persistantes. > Manque de connaissance ou connaissance limitée des produits et services financiers disponibles. > Manque de confiance dans le système financier. > Pas de téléphones mobiles et de cartes SIM. > Coût élevé des produits ou services financiers > Distance géographique par rapport à une institution financière. > L'insécurité due aux conflits mondiaux, qui affecte leur mobilité. > Faibles compétences entrepreneuriales, y compris le réseautage commercial. 	<ul style="list-style-type: none"> > Des stéréotypes et des attitudes culturelles profondément enracinés en matière du rôle des femmes dans la société (y compris sur le plan social et religieux), qui se traduit par le manque de possession de biens, le temps disproportionné qu'elles consacrent à des rôles non rémunérés et le niveau limité de leurs connaissances et capacités financières. > La persistance de la discrimination et de la violence à l'égard des femmes et des filles, les attentes et les normes sociales qui renforcent les rôles et les inégalités entre les sexes dans divers domaines de la vie. > Les croyances sont parfois codifiées dans les lois (restrictions sur la propriété, les types d'emploi, la mobilité, etc.) > Engagement limité des hommes à l'appui des questions de genre.

Les régulateurs financiers ont la responsabilité de soutenir l'inclusion financière des femmes, soit en agissant directement, soit en influençant les contextes juridiques et sociaux pour appuyer la participation économique des femmes.

Dans le cadre des efforts visant à accroître l'accès et l'utilisation par les femmes de services financiers de qualité et abordables, les membres de l'AFI ont approuvé le Plan d'action de Denarau (DAP, pour son sigle en anglais) en dix points lors du Forum politique mondial (GPF, pour son sigle en anglais) de l'AFI de 2016, qui a été réaffirmé par l'adoption du DAP mis à jour lors du GPF de 2022. Le DAP vise à accélérer les progrès de l'inclusion financière des femmes en accompagnant les membres dans la construction d'un écosystème solide et résilient pour l'inclusion financière des femmes et des filles, et dans la réduction de l'écart entre les sexes en matière d'inclusion financière. Certains des obstacles nécessiteront un engagement plus large de la part des membres de l'AFI pour s'attaquer aux normes culturelles et sociales profondément ancrées dans les inégalités existantes.

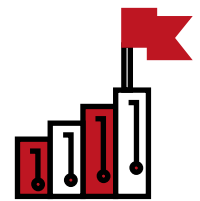
Le GIF est devenu un aspect fondamental de presque tous les développements réglementaires et de politiques au sein du réseau AFI, et elle est en train d'être intégrée par les régulateurs du secteur financier et les décideurs politiques. Le réseau AFI est passé d'une simple compréhension des concepts de GIF à un stade où cette compréhension s'est transformée en solutions politiques réalisables et pratiques. Les réformes de politiques couvrent les sept domaines politiques thématiques de l'AFI, à savoir l'autonomisation des consommateurs et les pratiques de marché, les services financiers numériques, la proportionnalité des normes mondiales, les données sur l'inclusion financière, la stratégie d'inclusion financière, la finance verte inclusive, et la finance des PME. En outre, le GIF englobe d'autres domaines politiques thématiques transversaux tels que l'inclusion financière des jeunes, l'inclusion financière des personnes déplacées de force et des personnes handicapées.

Ces réformes de politiques ont contribué à la création d'un environnement réglementaire favorable dans les juridictions des membres de l'AFI, en améliorant l'accès et l'utilisation active des services financiers formels par les femmes. En outre, certaines des politiques mises en œuvre par les membres ont renforcé la résilience financière des femmes, leur permettant de faire face à des chocs inattendus, comme les effets de la pandémie de COVID-19.

L'engagement des membres de l'AFI envers le GIF est démontré par le nombre élevé de membres qui ont constamment identifié le GIF comme étant un domaine

hautement prioritaire à travers les enquêtes annuelles d'évaluation des besoins des membres de l'AFI (MNA, pour son sigle en anglais), et ceux qui ont pris des engagements liés au GIF dans la Déclaration Maya. Les membres de l'AFI reconnaissent également l'alignement du GIF sur les aspirations mondiales, telles que la réalisation de la plupart des Objectifs de développement durable 2030 de l'ONU.

2 OBJECTIFS DU MODÈLE DE POLITIQUE



Le modèle de politique pour le GIF rassemble les connaissances et l'expérience de l'ensemble du réseau, en présentant des exemples pratiques et des activités en cours qui permettent de réaliser des progrès positifs en matière d'inclusion financière des femmes et de combler les écarts entre les sexes en matière d'accès et d'utilisation des services financiers formels. Il s'appuie sur l'important niveau de connaissances produit par chacun des groupes de travail de l'AFI (WG, pour son sigle en anglais) sur les différents domaines de politique thématiques et transversaux, comme en témoignent les nombreux produits de connaissance publiés.

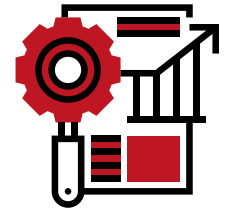
Le modèle de politique pour le GIF fournit des conseils aux régulateurs et aux décideurs politiques financiers sur la manière de créer un environnement propice à l'amélioration de l'accès et de l'utilisation de services financiers abordables par les femmes et les MPME dirigées ou détenues par des femmes. Il vise à transformer les enseignements des politiques à fort impact, les solutions pratiques et les cadres que le réseau AFI a trouvés les plus efficaces pour créer un environnement réglementaire et politique propice au GIF, en meilleures pratiques codifiées pouvant être largement appliquées à travers le réseau. En rassemblant les meilleures pratiques largement acceptées pour chaque domaine thématique, le modèle de politique pour le GIF fournit des conseils aux membres

sur la manière de relever des défis spécifiques posés par la promotion du GIF. Le modèle de politique fournit également des conseils aux institutions financières, aux FinTech et aux autres acteurs de l'écosystème, qui contribuent tous à l'offre de produits et de services financiers. Il devrait aussi appuyer le dialogue public-privé pour créer un environnement propice à l'inclusion financière des femmes.

À l'échelle mondiale, le niveau d'accès aux services financiers pour les femmes s'est considérablement amélioré, comme en témoigne l'augmentation du nombre de services formels, soutenus par les infrastructures nécessaires, telles que les succursales physiques et les plateformes numériques. Dans de nombreuses juridictions, l'accès à un compte bancaire constitue une porte d'entrée vers une gamme de services financiers formels. Cependant, l'accès seul ne suffit pas ; l'utilisation est importante, car elle favorise l'engagement actif avec les produits et services financiers, ce qui permet aux femmes de répondre à leurs besoins financiers. La possibilité d'utiliser des prêts pour démarrer ou améliorer leur entreprise, épargner pour des objectifs futurs et investir dans des actifs permet aux femmes d'améliorer leurs moyens de subsistance et ceux de leur famille. En outre, l'accès aux produits et services d'assurance de tout genre, et à la planification de la retraite, est souvent encore plus difficile pour les femmes, mais si on s'attaquait à ces problèmes cela pourrait favoriser la résilience aux chocs économiques et autres, y compris ceux liés au climat, et contribuer à bâtir des communautés et des économies plus robustes. Ces produits et services financiers devraient être abordables, adaptés aux divers besoins des femmes et fournis de manière transparente. En outre, le modèle de politique met au défi les décideurs et les régulateurs financiers de considérer les obstacles non réglementaires tels que les normes socioculturelles.

Il vise également à présenter les juridictions membres qui ont réussi à réduire les écarts entre les sexes et à mettre en évidence comment la mise en œuvre d'initiatives de politiques spécifiques a contribué à l'avancement du GIF. Le modèle de politique décrit certaines voies que les membres peuvent emprunter pour aborder à la fois l'écosystème réglementaire et la connexion avec la communauté des parties prenantes au sens large, afin d'aborder les questions liées au GIF au-delà des attributions et compétences des régulateurs..

3 CHAMP D'APPLICATION DU MODÈLE DE POLITIQUE POUR LE GIF



Les questions réglementaires et de politiques liées au GIF appliquées avec succès dans le réseau AFI ont fait l'objet d'un examen critique et ont été rassemblées dans le modèle de politique pour le GIF. Ce modèle s'appuie sur les produits de connaissance existants (KP, pour son sigle en anglais), les orientations données par l'ensemble du réseau et les exemples de bonnes pratiques tirés d'études de cas dans les domaines thématiques et transversaux de l'AFI. Les produits de connaissance examinés comprennent des rapports spéciaux, des rapports d'enquête, des notes d'orientation, des boîtes à outils, des modèles de politique et des études de cas.

L'examen comprend également les résultats de l'exercice de cartographie du GIF à l'échelle du réseau 2021-2022, dont l'objectif était double : 1) cartographier l'état de l'inclusion financière des femmes à travers le réseau AFI, et 2) identifier les principaux facteurs favorables à l'inclusion financière des femmes relevant de la compétence des décideurs et des régulateurs du secteur financier.

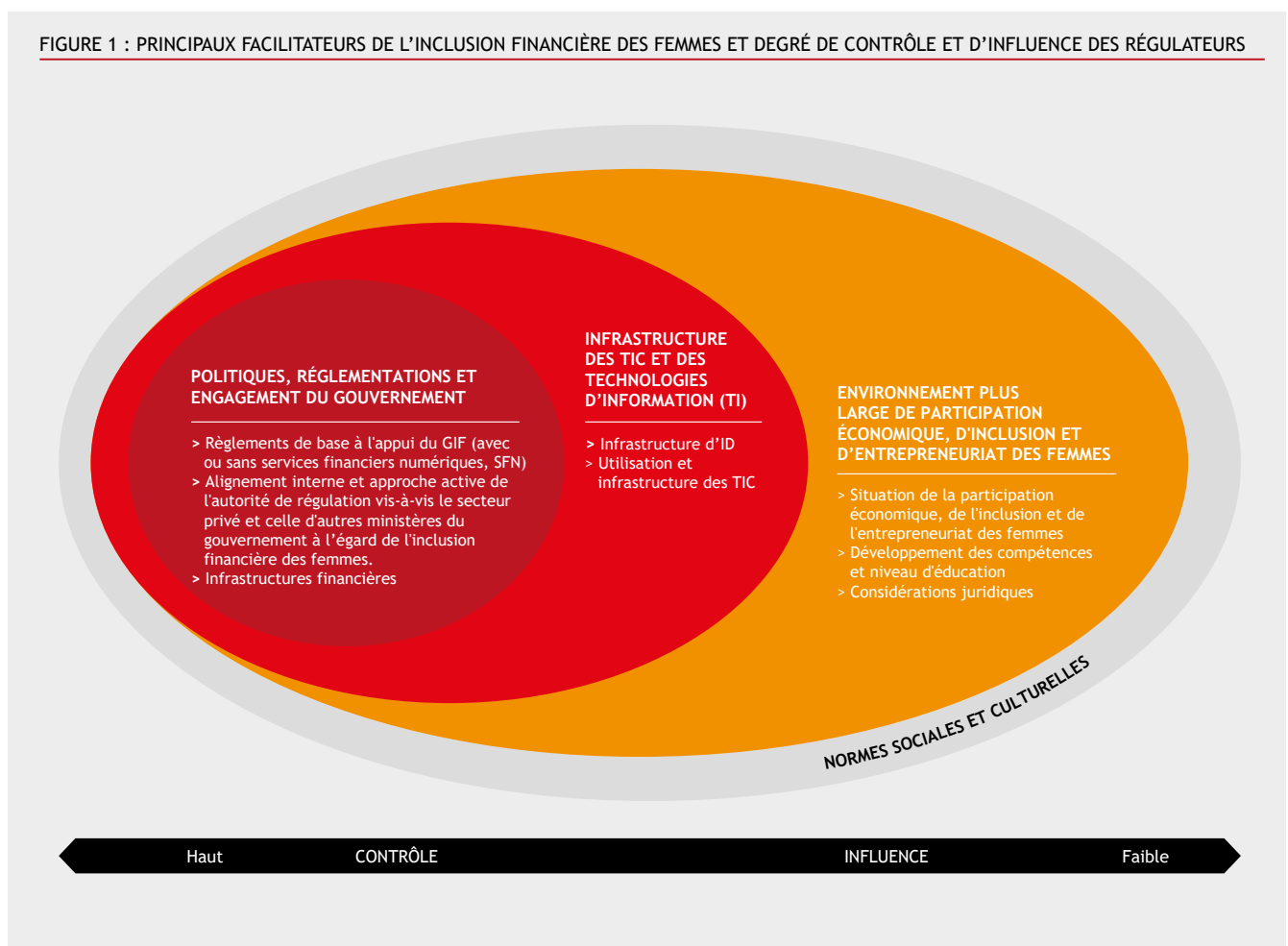
L'exercice de cartographie du GIF lien du rapport à insérer a analysé l'interaction des quatre piliers analytiques de l'inclusion financière des femmes, en soulignant le rôle spécifique que les régulateurs financiers peuvent jouer pour favoriser l'avancement. Le rapport constate que le pilier des **politiques, réglementations et de l'engagement du gouvernement** est celui sur lequel les régulateurs financiers ont le plus de contrôle et le mandat le plus fort. Trois autres piliers concernant (1) **les infrastructures en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC) et d'identification**, (2) **l'environnement plus large de la participation économique, de l'inclusion et de l'entrepreneuriat des femmes**, et (3) **l'impact global des normes sociales et culturelles** ont également été examinés afin de déterminer certains des facteurs clés de l'ensemble de l'écosystème de l'inclusion financière des femmes.

Le rapport cartographique du GIF a identifié trois facteurs favorables clés influençant l'inclusion financière des femmes, par ordre d'impact : **1) les paiements numériques, 2) l'accès aux téléphones mobiles et à l'internet, et 3) les normes sociales favorables et l'environnement juridique**, et tous trois ont été liés à des recommandations de politiques clés dans les domaines thématiques couverts par le présent modèle de politique.

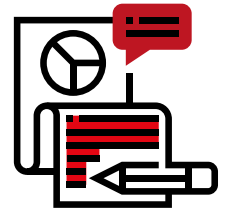
En outre, toutes les bonnes pratiques en matière de FIS du réseau AFI sont reprises par le modèle de politique et devraient permettre aux membres de l'AFI d'intégrer les perspectives du GIF dans l'élaboration de leurs politiques

et réglementations. Il convient également de noter qu'une série de facteurs géographiques, démographiques et économiques influencent les approches de chaque pays. À cet égard, les membres de l'AFI devraient tenir compte du contexte de leur propre pays et adapter les politiques et les réglementations à leurs besoins lorsqu'ils envisagent de mettre en œuvre les recommandations du modèle de politique pour le GIF. En outre, des avantages supplémentaires peuvent être obtenus en considérant les obstacles communs au niveau régional ou sous-régional, qui peuvent être abordés par le biais des initiatives régionales de l'AFI.

FIGURE 1 : PRINCIPAUX FACILITATEURS DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DES FEMMES ET DEGRÉ DE CONTRÔLE ET D'INFLUENCE DES RÉGULATEURS



4 INITIATIVES RÉGLEMENTAIRES ET DE POLITIQUES POUR LE GENRE ET L'INCLUSION FINANCIÈRE



Pour chaque domaine thématique, l'accent est mis sur la mise en évidence des principes directeurs essentiels pour la réussite dans la mise en œuvre et la recommandation, la justification de chaque question de politique, des exemples de leur mise en œuvre dans certaines juridictions, et des liens vers des produits de connaissance pertinents publiés par l'AFI, fournissant un contexte et des conseils supplémentaires sur la façon d'utiliser les principes directeurs clés et les recommandations.

FIGURE 2 : RELATION ENTRE LE MODÈLE POLITIQUE ET LES DOMAINES THÉMATIQUES DE L'INCLUSION FINANCIÈRE



AUTONOMISATION DU CONSOMMATEUR ET PRATIQUES DE MARCHÉ

En général, les femmes ont des scores de capacité financière inférieurs à ceux des hommes, ce qui peut avoir un impact sur leur processus de prise de décision financière, affectant leur participation aux activités économiques et financières, ainsi que leur capacité à s'assurer un avenir financier.

La mise en place de cadres politiques, juridiques et réglementaires favorisant la transparence, l'honnêteté et le traitement équitable des clients dans le secteur financier contribue à protéger les droits des femmes, à comprendre leurs obligations, à renforcer leur confiance dans le secteur financier et à leur permettre de prendre des décisions financières en connaissance de cause.

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	PRODUITS DE CONNAISSANCE (KP) PERTINENTS
ÉDUCATION FINANCIÈRE	<ol style="list-style-type: none"> Diagnostic et fixation d'objectifs - permettent de s'aligner sur les besoins en matière d'éducation financière. Les données ventilées par sexe et par âge permettent d'élaborer des stratégies fondées sur des preuves. L'autonomisation des formatrices crée un espace sûr pour que d'autres femmes s'engagent. Inclure une perspective de genre, ainsi que des perspectives culturelles et socio-économiques lors de la conception des programmes de connaissances financières essentielles. Les canaux de distribution doivent également s'aligner sur les caractéristiques socio-économiques du groupe cible (par exemple, le niveau d'éducation, l'alphabétisation, la situation géographique, la mobilité des femmes), par exemple, organiser des sessions de formation à distance, en mettant l'accent sur des groupes démographiques mal desservis tels que les communautés rurales et les femmes, en particulier celles qui sont confrontées à des limitations en matière de réseaux et de connectivité Internet, complétant ainsi les approches traditionnelles de la formation présentielle. L'intégration d'activités extrascolaires pour les jeunes filles dans les écoles et les universités favorise qu'elles reçoivent une éducation financière complète. 	<p>Une perspective de genre peut aider à identifier les différentes conditions auxquelles les hommes et les femmes sont confrontés en raison des normes sociales, des restrictions culturelles et économiques prévalentes.</p> <p>L'éducation financière ciblée permet de transmettre des connaissances et de comprendre des concepts et des pratiques financières complexes, ce qui renforce la confiance et la sécurité financières des femmes.</p> <p>Il est essentiel de mettre en place un cadre de suivi et d'évaluation de l'éducation financière qui intègre des objectifs et des indicateurs pour les femmes.</p>	<p>En 2018, la Banque du Malawi a mené une enquête sur les connaissances financières essentielles et les capacités des ménages dans le cadre du suivi de la même enquête en 2014, qui a donné lieu à l'élaboration de la stratégie nationale d'éducation financière du pays (NFES, pour son sigle en anglais).</p> <p>La Banque centrale des Îles Salomon (CBSI) a mené deux projets pilotes en 2018 et 2019 pour former des entraîneuses à dispenser un programme de sept semaines avec des groupes d'épargne féminins.</p> <p>La matrice des compétences financières des adultes a joué un rôle important dans le développement et l'évaluation des politiques d'éducation financière en Arménie. Par exemple, elle a été utilisée par la Banque centrale d'Arménie (CBA) pour développer du matériel d'éducation financière pour différents groupes cibles, y compris les jeunes, les femmes et les villageois.</p> <p>En 2022, le Comité des normes de la Banque centrale du Salvador a approuvé les normes techniques pour la soumission des données ventilées par sexe (SDD, pour son sigle en anglais) sur les programmes ou initiatives d'éducation financière (NASF-10) par les institutions réglementées.</p> <p>En République dominicaine, en 2021, le Banco Popular a lancé son Académie de Finance, une plateforme web proposant des contenus éducatifs sur les finances personnelles et professionnelles.</p> <p>Selon l'enquête nationale sur les capacités financières de 2022, 59 % des adultes péruviens ont un score d'éducation financière supérieur à la valeur minimale définie par l'OCDE, et l'écart entre les sexes est de 8 %.</p> <p>La Banque centrale d'Égypte a formé plusieurs partenariats avec des entités qui touchent beaucoup les femmes, comme le Conseil national des femmes, le ministère de la Jeunesse et des Sports et le ministère de la Solidarité sociale, afin de mettre en œuvre des programmes de connaissances financières essentielles à l'échelle nationale, dont un grand nombre s'adresse aux femmes et aux jeunes.</p> <p>La Banque centrale du Népal dispose d'une page dédiée au matériel de Connaissances financières numériques essentielles comprenant des bannières numériques, de courtes vidéos, des chansons, des livres, des podcasts, etc.⁷</p>	<p>Boîte à outils des stratégies nationales d'éducation financière</p> <p>Promouvoir la connaissance financière Étude de cas de la Bank Negara Malaysia</p> <p>Boîte à outils de suivi et d'évaluation des programmes d'éducation financière de la CEMC 2022</p> <p>Intégrer les groupes vulnérables dans les programmes et stratégies nationaux d'éducation financière</p> <p>Lignes directrices sur les Connaissances financières numériques essentielles</p> <p>La Matrice des compétences financières pour adultes - Un cadre politique</p> <p>Le rôle des régulateurs pour combler le fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière : une étude de cas de la République Dominicaine.</p> <p>Le rôle des régulateurs dans la réduction du fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière : une étude de cas au Pérou</p>

7 De plus amples informations sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.nrb.org.np/financial-literacy/>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	PRODUITS DE CONNAISSANCE (KP) PERTINENTS
ÉDUCATION FINANCIÈRE <i>Continued</i>			La Banque Centrale de Tunisie à travers l'Observatoire de l'Inclusion Financière (FIO) a mené divers programmes d'éducation financière ciblant les femmes. Il s'agit notamment de la formation en éducation financière de 25 chefs d'arrondissement qui ont à leur tour formé 530 femmes rurales, de la création d'une plateforme de e-learning, de l'Académie tunisienne de l'inclusion financière (ATIF) qui propose des formations en SFN à plusieurs utilisateurs dont des femmes, de la formation en éducation financière de l'Organisation de Défense des Consommateurs et le développement d'une application mobile sur l'éducation financière qui cible les femmes rurales du nord de la Tunisie.	
PROTECTION DES CONSOMMATEURS	<p>1. Transparence et divulgation - fournir des informations sur les produits et services financiers, y compris les commissions, les modalités et conditions.</p> <p>1. Protection de la vie privée et des données - protection contre l'accès non autorisé, l'utilisation abusive ou la divulgation de données à caractère personnel.</p> <p>1. Éducation et sensibilisation : formation aux concepts financiers de base, à l'établissement d'un budget, à l'épargne et à l'investissement, et sensibilisation aux droits et responsabilités des consommateurs.</p> <p>1. Traitement équitable - interdire les pratiques abusives fondées sur le genre, telles que les différences de prix ou les critères d'éligibilité inéquitables.</p> <p>1. Mécanismes de réclamations et de réparation dans un délai approprié - il peut s'agir de procédures de traitement des réclamations, de services de médiation ou de mécanismes alternatifs de résolution des conflits.</p> <p>1. La collaboration et l'engagement des parties prenantes - des agences gouvernementales, des institutions financières et des organisations de la société civile devraient inclure le partage des meilleures pratiques, la coordination des efforts et l'élimination des obstacles systémiques.</p> <p>1. Suivi et évaluation - évaluer l'efficacité de l'amélioration de l'accès, l'accessibilité et du bien-être général des femmes dans le secteur financier et procéder aux ajustements nécessaires.</p>	<p>Veiller à l'égalité de traitement et à ce que les femmes ne soient pas soumises à des pratiques inéquitables.</p> <p>Une réglementation solide et accessible en matière de protection des consommateurs est importante pour promouvoir la confiance des femmes dans les prestataires de services financiers.</p> <p>Permettre aux femmes de prendre des décisions en connaissance de cause et de comprendre les coûts et les risques liés à leurs transactions financières.</p> <p>Permettre aux femmes de comparer les offres et de veiller à ce qu'elles ne soient pas soumises à des coûts cachés ou injustes.</p> <p>Protège la confidentialité financière et la sécurité des données des femmes. Cela comprend des mesures visant à empêcher l'accès non autorisé aux informations personnelles et financières, et à protéger les données sensibles des femmes contre une utilisation abusive ou une divulgation non autorisée.</p> <p>Veiller à ce que les informations financières des femmes restent confidentielles et soient protégées contre les abus et l'usurpation d'identité.</p>	<p>Le cadre de protection des consommateurs du Zimbabwe (2017) définit les droits et obligations des consommateurs et des entités réglementées, ainsi que les procédures de traitement des réclamations des clients, et met l'accent sur les segments marginalisés, notamment les femmes et les MPMEF (Micro, petites et moyennes entreprises appartenant/ dirigées par des femmes).</p> <p>Le règlement de 2015 sur la protection financière des consommateurs est le principal cadre juridique pour la protection des consommateurs en République dominicaine et est administré par la Superintendencia de Bancos de la República Dominicana (SBDP). Les consommateurs peuvent déposer des réclamations contre des entités financières lorsqu'ils estiment que leurs droits ont été violés ou qu'une action d'une institution financière les a affectés. La SBRD agrège ces données et les met à la disposition du public sur son site web, et des indicateurs ventilés par sexe sont disponibles directement sur demande.</p> <p>La BNM a publié une version améliorée du document de politique générale sur le traitement équitable des consommateurs de services financiers (FTFC, pour son sigle en anglais), qui définit les exigences et les orientations pour les prestataires de services financiers (PSF, pour son sigle en anglais) afin qu'ils traitent équitablement tous les consommateurs de services financiers, quel que soit leur genre. Cette politique révisée exige que les PSF prennent en compte et répondent aux intérêts et aux besoins des consommateurs vulnérables en leur apportant un soutien approprié, conformément aux résultats en matière de traitement équitable des consommateurs de services financiers.</p> <p>Le Bureau des pratiques de marché de la Banque du Ghana traite les réclamations transmises par des clients insatisfaits afin d'empêcher l'exploitation et le traitement injuste des clients et veiller à la résolution efficace des réclamations.</p> <p>La Banque centrale du Népal a publié des directives et des circulaires spécifiques sur la protection des consommateurs de services financiers et les connaissances financières essentielles. Ces circulaires couvrent principalement des questions telles que la</p>	<p>Série membres : L'inclusion financière au Népal : vers l'accès au financement, la promotion des connaissances financières essentielles et la protection des consommateurs de services financiers</p> <p>Protection des consommateurs de services financiers en période de crise</p> <p>Traitement des réclamations dans la boîte à outils des banques centrales</p> <p>La protection des consommateurs pour les Services financiers numériques : Une étude du paysage de politiques</p> <p>Le rôle des régulateurs pour combler le fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière : une étude de cas de la République Dominicaine.</p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	PRODUITS DE CONNAISSANCE (KP) PERTINENTS
PROTECTION DES CONSOMMATEURS <i>Continued</i>	8. L'adoption d'une approche multisectorielle des programmes d'éducation financière est essentielle pour susciter la confiance des femmes.		transparence, le respect de la vie privée, le langage simple, les informations complètes pour les consommateurs de services financiers, les tarifs des services financiers et un mécanisme de recours interne, qui sont importants pour les clientes.	
MÉCANISMES DE RECOURS EFFICACES ET SENSIBLES AU GENRE	<p>1. Les principales caractéristiques d'un mécanisme de recours efficace sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> > Environnement politique et réglementaire. > Résolution interne des conflits. > Règlement extrajudiciaire des conflits. > Sensibilisation, transparence et divulgation. > Mécanismes de feedback et d'application. <p>2. Engagement et participation - accroître la participation des femmes aux cours de formation sur le règlement interne des conflits (IDR, pour son sigle en anglais) et le règlement alternatif des conflits (ADR, pour son sigle en anglais) afin de disposer d'une équipe équilibrée de spécialistes du traitement des réclamations.</p> <p>3. Sensibilisation - les programmes devraient inclure la sensibilisation des femmes aux mécanismes de recours en tenant compte de leur niveau d'alphabétisation.</p> <p>4. Communication - mettre en place des lignes d'assistance téléphonique ou des services de soutien pour les femmes confrontées à des problèmes dans le cadre de transactions financières.</p>	<p>Un régime de protection des consommateurs solide, efficace et équitable renforce la confiance des consommateurs dans les services financiers et aide les régulateurs à gagner la confiance et le respect des prestataires de services financiers, en les encourageant à être sensibles aux besoins des groupes vulnérables tels que les femmes.</p> <p>Veiller à ce que les réclamations des femmes soient prises au sérieux, traitées rapidement et résolues équitablement.</p> <p>Ces mécanismes constituent un recours pour les femmes en cas de conflits ou de griefs.</p>	<p>La Banque de Zambie a mis en place une politique et un cadre réglementaire complets en matière d'aide et de réparation.</p> <p>Au Rwanda, le système de IDR est géré par les PSF. Ils sont tenus d'avoir une politique et un registre des réclamations et de rendre compte à la Banque nationale du Rwanda des données relatives au traitement des réclamations.</p> <p>En 2006, la Surintendance des banques de la République dominicaine a établi un cadre de protection des consommateurs (ProUsuario) pour soutenir le IDR et le ADR, qui a été révisé en 2015. En 2021, la circulaire SB 004/21 a été publiée, et un système développé pour soutenir les consommateurs qui déposent leurs réclamations par le biais de canaux numériques.</p> <p>Bank Al- Maghrib (Maroc), a élaboré la loi bancaire marocaine n° 103-12 qui permet à la Banque centrale d'établir un conseil de médiation indépendant, présidé par le président de la banque.</p>	<p>Mécanismes de recours efficaces dans les pays membres de l'AFI</p>
SURVEILLANCE DES PRATIQUES DE MARCHÉ AXÉE SUR LES RISQUES	1. Mener régulièrement des audits, des inspections et des enquêtes afin d'identifier et de traiter toute violation ou mauvaise conduite de la part des institutions financières.	<p>L'intégration de données ventilées par sexe dans la surveillance des pratiques de marché est essentielle pour identifier les comportements qui ont un impact sur des segments spécifiques, tels que les femmes ou d'autres groupes vulnérables de la population.</p> <p>Le système MCS (surveillance des pratiques de marché, par son sigle en anglais) a un effet dissuasif et favorise la responsabilisation dans le secteur financier.</p>	<p>La Banque centrale de Tunisie est légalement mandatée pour protéger les droits des clients en assurant la surveillance des Pratiques de marché, en s'appuyant sur trois piliers : 1. la définition d'exigences minimales pour les PSF ; 2. le suivi et la surveillance de la conformité des PSF par des procédures sur site et hors site ; et 3. l'application de sanctions en cas d'infraction.</p> <p>La Banque centrale du Paraguay surveille le nombre et la part des consommateurs sur les marchés de produits (prêts, dépôts, etc.), la couverture géographique et la couverture par genre, en mettant l'accent sur le pouvoir de marché en ce qui concerne la part de marché des produits, la tarification, les taux, les commissions et les frais par entité.</p> <p>La Banque centrale d'Égypte a créé un département spécifique chargé des questions de protection des consommateurs, avec pour mission de traiter les réclamations et de veiller à ce que les banques respectent les réglementations susmentionnées.</p>	<p>Surveillance des pratiques de marché - Une boîte à outils</p> <p>Évaluation de l'impact de la PSF : Note d'orientation sur la MCS</p> <p>Note d'orientation 21 : Surveillance des pratiques de marché des prestataires de services financiers - Un cadre de surveillance axé sur les risques</p>

SERVICES FINANCIERS NUMÉRIQUES

Il existe à l'échelle mondiale suffisamment de preuves que les SFN peuvent être un moyen efficace pour accélérer l'accès des femmes à la finance et à l'autonomisation, en particulier lorsqu'ils sont accompagnés d'actions politiques ciblées visant à veiller à ce que les femmes bénéficient des avantages des SFN, telles qu'un nombre suffisant d'agentes de SFN, des considérations axées sur les femmes dans la conception et la distribution des SFN, et des Connaissances financières numériques essentielles.⁸

Le rapport mondial Findex 2021 fait état d'une forte corrélation positive entre l'augmentation de l'utilisation des SFN et la réduction de l'écart entre les sexes.⁹ Les SFN peuvent contribuer à lever les obstacles à l'inclusion financière des femmes en répondant spécifiquement aux défis de la mobilité, en offrant des services pratiques (effectuer des transactions à tout moment de la journée), l'accessibilité financière et en assurant la sécurité (transactions numériques de manière rapide, confidentielle et sécurisée). Les membres du réseau AFI reconnaissent que la FinTech inclusive (Accord de Sotchi : FinTech pour l'inclusion financière) peut accélérer la réduction de l'écart entre les sexes, et grâce à un engagement collectif intentionnel visant à faire progresser l'innovation responsable et inclusive pour l'inclusion financière (Consensus de Victoria sur l'avancement de l'innovation responsable et inclusive pour l'inclusion financière), la croissance et la création d'une économie numérique inclusive et résiliente peuvent effectivement promouvoir des SFN, des produits et des canaux de distribution durables qui font progresser de manière significative l'inclusion financière des femmes.

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
FINTECH ET DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCOSYSTÈME D'INNOVATION	<ol style="list-style-type: none"> 1. Adopter des approches réglementaires innovantes telles que la mise en place de bacs à sable réglementaires et de hubs ou laboratoires d'innovation pour incuber et appuyer le développement des SFN et des innovations qui font progresser l'inclusion financière des femmes 2. Promouvoir l'utilisation et l'adoption de plateformes et de canaux numériques qui offrent choix, sécurité et praticité aux femmes qui sont généralement confrontées à des problèmes de mobilité. 3. Développer une infrastructure financière numérique inclusive et des politiques proportionnées. 4. Agents bancaires - facilitent l'accès aux services financiers pour les femmes et les MPMEF dans les zones difficiles d'accès. 5. L'interopérabilité des plateformes de paiement entre les différents PSF tels que les opérateurs d'argent mobile et les banques. 6. La coopération réglementaire en matière d'interaction interagences contribue à renforcer l'écosystème et à promouvoir l'innovation inclusive des SFN. 	<p>Promouvoir un environnement favorable où les innovateurs et les FinTech peuvent résoudre et lever les obstacles aux SFN, et offrir plus de choix, de concurrence et de SFN de qualité aux femmes.</p> <p>Établir un cadre pour la collecte de données, l'analyse et la prise de décisions politiques sur la disponibilité, l'accès et la qualité des SFN (produits/ services, prestataires et canaux) pour les femmes.</p>	<p>Le document Kenya National Payments System Vision and Strategy 2021-2025 donne un aperçu de la manière dont les FinTech ont été pleinement intégrées dans la vision stratégique du Kenya. Les acteurs FinTech ont participé à l'élaboration de la stratégie.</p> <p>Le Ghana a lancé une politique SFN en janvier 2021, avec un objectif de politique spécifique aux femmes visant à ce qu'au moins 85 % d'entre elles disposent d'un compte financier d'ici 2023.</p> <p>L'Égypte a encouragé la numérisation des groupes d'épargne et de prêt villageois (VSLA, pour son sigle en anglais) en s'appuyant sur la technologie.</p> <p>La Banque de Tanzanie, la Banque centrale de Trinité-et-Tobago, la Banque du Ghana, la Banque centrale du Nigéria, Bangko Sentral ng Pilipinas et la Banque centrale des Îles Salomon ont adopté l'approche «tester et apprendre» pour encourager les entreprises FinTech, les banques numériques et les institutions financières à proposer des SFN innovants qui sont des moteurs essentiels de l'inclusion financière des femmes.</p> <p>En février 2022, le BCDR a créé une plateforme numérique qui permet aux innovateurs de clarifier les initiatives qu'ils proposent et d'obtenir des conseils sur le cadre réglementaire actuel du secteur financier.</p>	<p><u>FinTech pour l'inclusion financière : Un cadre pour la transformation financière numérique</u></p> <p><u>Créer des écosystèmes FinTech favorables : Le rôle des régulateurs</u></p> <p><u>Cadre stratégique pour l'élaboration d'une stratégie nationale FinTech</u></p> <p><u>Rapport d'enquête sur les FinTech pour l'accès des MPME au financement</u></p> <p><u>Ligne directrice réglementaire PIRI Numérique</u></p> <p><u>Lignes directrices du bac à sable réglementaire pour la région du Pacifique</u></p> <p><u>Boîte à outils pour les approches réglementaires innovantes</u></p> <p><u>La surveillance des FinTech dans la région africaine</u></p>

8 Banque mondiale. 2017. Leçons du terrain : Leveraging Mobile Financial Services to Accelerate Women's Financial Inclusion (Tirer parti des services financiers mobiles pour accélérer l'inclusion financière des femmes). Disponible à l'adresse : <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2017/11/30/lessons-from-the-field-leveraging-mobile-financial-services-to-accelerate-womens-financial-inclusion>

9 Banque mondiale. 2021. La base de données Findex mondiale 2021 : Inclusion financière, paiements numériques et résilience à l'ère du COVID-19. Disponible à l'adresse : <https://www.worldbank.org/en/publication/globalfindex>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
FINTECH ET DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCOSYSTÈME D'INNOVATION <i>Continued</i>	7. Élaborer une stratégie nationale FinTech pour évaluer le paysage FinTech au sens large, les innovations et l'effet correspondant sur le secteur financier.	<p>L'utilisation de technologies appropriées permet de mieux cibler la population non bancarisée (en particulier dans les communautés difficiles à atteindre), d'améliorer le processus d'initiation et de réduire le coût de l'accès aux services financiers.</p> <p>L'interopérabilité rend les paiements plus rapides, plus sûrs, plus pratiques et souvent plus abordables, ce qui profite aux femmes qui ont généralement des problèmes de mobilité et qui ont de faibles revenus.</p> <p>La promotion de cas d'utilisation des SFN pertinents et significatifs pour l'inclusion financière des femmes, tels que l'acheminement des envois de fonds vers des comptes, peut être un moyen d'accroître l'inclusion financière, en particulier pour les femmes, qui tendent à être des bénéficiaires de transferts de fonds.</p>	<p>Le Bangladesh, Fidji, les Îles Salomon, le Zimbabwe et l'Égypte ont intégré des composantes SFN dans leurs stratégies nationales d'inclusion financière (SNIF), en mettant l'accent sur la promotion des connaissances numériques essentielles et la protection des consommateurs, le financement des MPME, les plateformes de commerce électronique et les produits et services numériques.</p> <p>La forte pénétration des téléphones mobiles et de l'internet à un prix abordable est un moyen d'accroître l'inclusion financière des femmes en République dominicaine, qui s'appuie sur des réglementations adéquates en matière de confidentialité des données, de protection des consommateurs, de bureaux de crédit et d'un registre des biens meubles en garantie.</p> <p>La généralisation des agents bancaires au Pérou (de 100 000 en 2016 à 291 000 en 2021) a eu un impact positif, car les femmes ont tendance à manquer de temps et trouvent plus facile de se rendre chez un agent à proximité, ce qui leur permet d'économiser des frais de déplacement.</p> <p>La Banque centrale d'Égypte a signé un contrat avec le Conseil national des femmes pour mettre en œuvre la première phase du projet Digital Village Saving and Loans Association (DVSLA, pour son sigle en anglais), qui vise à intégrer 100 000 femmes au système financier formel dans neuf gouvernorats par le biais de l'application électronique pour les groupes d'épargne et de prêt numériques.</p> <p>Au Pakistan, il est conseillé à toutes les institutions financières de faire équipe avec des FinTech, des centres d'incubation et des accélérateurs pour développer et commercialiser des produits et services financiers numériques destinés aux femmes startup.¹⁰</p>	<p><u>Note d'orientation sur les indicateurs des services financiers numériques</u></p> <p><u>Réglementation des services financiers numériques ; Rapport sur l'état actuel des pratiques</u></p> <p><u>Le rôle des régulateurs pour combler le fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière : une étude de cas de la République Dominicaine.</u></p>
DONNÉES SUR SFN	1. Recueillir des informations pertinentes sur les SFN du côté de la demande et de l'offre (y compris les services, les canaux et les prestataires).	<p>Comprendre les besoins émergents et les obstacles à l'inclusion financière et numérique (par exemple, la détention et l'utilisation d'un compte bancaire ou d'un portefeuille et la possession d'un téléphone portable), et concevoir des interventions ciblées pour lever ces obstacles.</p> <p>Prendre en compte l'effet des normes sociales sur les femmes dans la conception, la prestation et la distribution des produits et services numériques et financiers, ainsi que dans la mise en œuvre des politiques.</p>	<p>La Banque nationale du Cambodge a élaboré un cadre de données ventilées par sexe qui a donné lieu à l'élaboration d'une feuille de route sur les connaissances financières transformatrices de genre, avec un volet numérique mettant l'accent sur l'utilisation de plateformes financières numériques réglementées.</p> <p>Le contrôle et le suivi des SFN et de l'évolution du taux IF sont soutenus par le datahub d'inclusion financière mis en place par la Banque centrale d'Égypte.</p>	<p><u>Réglementation des services financiers numériques ; Rapport sur l'état actuel des pratiques</u></p> <p><u>Indicateurs des services financiers numériques</u></p> <p><u>Intégrer le genre et l'inclusion financière des femmes dans le cadre de la Banque centrale d'Égypte (BCE)</u></p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
PAIEMENTS NUMÉRIQUES	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les réserves de valeur (telles que l'argent électronique, les portefeuilles d'argent mobile, les portefeuilles numériques) comme alternatives à faible coût et presque sans barrières aux comptes bancaires traditionnels qui offrent de la flexibilité en matière de connaissance électronique du client (e-KYC) et la diligence raisonnable à l'égard du client (CDD, pour son sigle en anglais), de valeur et de volume transactionnel, et l'inclusion des femmes dans l'écosystème financier formel. 2. Points d'accès et canaux (y compris les cartes virtuelles et physiques, les codes QR, les points de vente intelligents, etc.) pour offrir le choix, la praticité, l'orientation client (seuils d'utilisation ou d'adoption peu élevés du point de vue des connaissances financières numériques essentielles, DFL) et des options à faible taux de fraude et d'erreur. 3. L'interopérabilité est cruciale, car elle favorise l'adoption, l'augmentation des volumes de transactions et la faisabilité générale d'effectuer des paiements aux marchands dans les zones mal desservies telles que les communautés rurales, qui sont principalement dominées par les femmes. 	<p>Les réglementations sensibles au genre permettent de lever les principaux obstacles à l'utilisation de la monnaie électronique par les femmes, qui sont généralement confrontées à de multiples barrières.</p>	<p>À Madagascar, les groupes d'épargne tirent parti de l'infrastructure sociale existante au niveau du village, ainsi que de la technologie de la téléphonie mobile, pour accroître la sécurité de leur épargne et avoir un meilleur accès aux services financiers avancés.</p> <p>L'opérationnalisation du commutateur national du Zimbabwe en 2020 facilite l'interopérabilité entre les opérateurs d'argent mobile et les banques, ce qui permet aux femmes et aux PME gérées par des femmes d'effectuer des transactions dans le confort de leur entreprise.</p> <p>La Banque centrale d'Égypte a publié un certain nombre de règlements pour permettre l'accès aux services financiers numériques, tels que les portefeuilles mobiles, les cartes prépayées ; et des règlements sur les facilitateurs et les agrégateurs, ainsi que sur l'infrastructure financière en cours de développement pour servir cet objectif.</p> <p>L'Égypte a publié en juillet 2021 le règlement relatif à l'interopérabilité des opérations d'encaissement et de décaissement par l'intermédiaire de prestataires de services (agents), Règlement relatif aux agents d'encaissement et de décaissement, ce qui améliore l'accès aux services financiers dans les zones rurales et dans les segments mal desservis de la société, y compris les femmes.</p> <p>La Banque d'État du Pakistan a pris des mesures pour améliorer la proportion d'agents BB féminins dans les institutions financières.¹¹</p>	<p>Modèle de politique pour la monnaie électronique</p> <p>Cadre de politiques pour l'inclusion financière des femmes à l'aide des services financiers numériques.</p> <p>Leçons sur le renforcement de l'inclusion financière des femmes à l'aide des services financiers numériques (SFN).</p> <p>Vers l'inclusion financière des femmes : Un diagnostic des données sexospécifique au Pakistan</p> <p>Pakistan - Le rôle des régulateurs pour combler le fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière</p>
FINANCE NUMÉRIQUE ET INNOVATION	<p>Crédit, banque et assurance numériques</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Exploiter les données alternatives de manière responsable (l'évaluation/pointage du crédit à l'aide de données telles que les paiements des services publics, les achats en ligne, les médias sociaux et l'utilisation du big data et de l'intelligence artificielle) offre une granularité précieuse sur les préférences et les comportements des clients, qui peut être utilisée pour concevoir des produits et services financiers innovants adaptés aux femmes. 2. Promouvoir la sensibilisation aux SFN et améliorer l'éducation et les connaissances financières numériques essentielles, en particulier parmi les groupes défavorisés, tels que les femmes et les jeunes. 	<p>Le recours au crédit numérique, qui utilise des données alternatives pour évaluer la capacité des femmes à rembourser les prêts, permet aux femmes qui n'ont pas de garantie physique d'accéder au financement.</p> <p>Les données consolidées ventilées par sexe permettent d'accélérer la numérisation, de réaliser des économies et d'ajouter plus de flexibilité aux opérations.</p>	<p>Le marché kenyan de prêts numériques est très actif, avec plus de 100 fournisseurs de services opérationnels. La réglementation sur le crédit numérique a été introduite en 2022, abordant une série de sujets pertinents, notamment la protection des consommateurs, le partage d'informations sur le crédit et la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT).</p> <p>Des pays comme l'Ouganda et la Tanzanie ont élaboré des réglementations distinctes spécifiques à l'assurance numérique, tandis que d'autres, comme le Kenya et l'Inde, ont intégré des dispositions pertinentes dans les dispositions réglementaires et prudentielles existantes.</p> <p>Au Rwanda, un effort est en cours pour numériser les services financiers au profit de la population financièrement exclue - en particulier les femmes - en numérisant les IMF, les SACCO Umurenge et les VSLA.</p>	<p>Modèle de politique pour la monnaie électronique</p> <p>Cadre politique pour un crédit numérique responsable</p> <p>Rapport sur la portée et l'évaluation du crédit numérique responsable en Afrique</p> <p>Réglementation du crédit numérique en Tanzanie</p> <p>Le rôle des régulateurs dans la réduction du fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière : une étude de cas au Pérou</p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
<p>FINANCE NUMÉRIQUE ET INNOVATION</p> <p><i>Continued</i></p>	<p>3. Envisager l'adoption de technologies innovantes, telles que les chatbots et l'IA, pour gérer efficacement les mécanismes de Réclamations et de réparation des griefs afin de mieux servir les clientes.</p> <p>4. Formaliser et numériser les services financiers informels et les modèles commerciaux tels que la banque villageoise et les groupes d'épargne.</p> <p>5. Développer des politiques et des infrastructures bancaires ou financières ouvertes afin d'exploiter les données pour stimuler la concurrence dans les offres de produits qui répondent aux besoins des femmes.</p>	<p>Un cadre bancaire ouvert aide à promouvoir l'innovation financière en faisant en sorte que les banques partagent les données autorisées des clients avec des tiers (Fintech) au moyen d'interfaces de programmation d'applications (API). Donner aux femmes les moyens de partager leurs données clients grâce à des cadres financiers ouverts bien conçus et gouvernés offre la possibilité d'améliorer l'inclusion financière des femmes, car un plus grand volume de données facilite des décisions de prêt plus rapides et une notation précise des risques.</p>	<p>Le gouvernement péruvien, sous la direction de la Surintendance des banques, des assurances et des AFP du Pérou (SBS, par son sigle en espagnol), explore le concept de banque ouverte et une étude complète a été entreprise pour en identifier les défis et les opportunités. Une feuille de route préliminaire a été élaborée et a fait l'objet de discussions approfondies avec le secteur bancaire.</p> <p>En Équateur, la loi FinTech, officiellement connue sous le nom de loi pour le développement des services financiers technologiques, a été promulguée en décembre 2022. Cette loi vise à encourager l'innovation et l'avancement des nouvelles technologies dans les produits et services financiers. Ses principaux objectifs sont notamment de renforcer l'inclusion financière, de stimuler la productivité nationale et d'atténuer les disparités socio-économiques en renforçant la concurrence et la protection des consommateurs.</p> <p>La Banque centrale d'Égypte a publié des réglementations relatives à l'épargne et aux prêts numériques par le biais de portefeuilles mobiles. La CBE travaille avec d'autres acteurs nationaux pour finaliser les aspects techniques qui permettront aux citoyens d'emprunter instantanément par le biais d'un canal sécurisé basé sur un mécanisme «Alternative Behavioral Credit Scoring» (Notation de crédit alternative basée sur le comportement)</p>	<p><u>Le rôle des régulateurs dans la réduction du fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière : une étude de cas au Salvador</u></p>
<p>PROTECTION DES CONSOMMATEURS DES SFN</p>	<p>1. Utiliser des évaluations de l'impact sexospécifique lors de l'élaboration des politiques et réglementations relatives à la protection des consommateurs des SFN (CP4DFS).</p> <p>2. Encourager et inciter à l'utilisation d'agents féminins, dans la mesure où cela est possible dans une juridiction.</p> <p>3. Exiger des Prestataires de Services Financiers Numériques qu'ils communiquent des données ventilées par genre.</p> <p>4. Aider les Prestataires Financiers Numériques à renforcer les capacités du personnel avec perspective de genre, afin de mieux comprendre les segments de marché des femmes et de veiller à ce que des produits et des services appropriés soient développés pour elles.</p>	<p>La plupart des femmes ont un bas niveau d'alphabétisation et ont des compétences numériques minimales, ce qui accroît la nécessité de mesures de protection des consommateurs.</p> <p>Les normes culturelles de certaines sociétés peuvent signifier que les femmes sont particulièrement inquiètes par la confidentialité de leurs données SFN, en ce qui concerne les autres membres du ménage (tels que leurs partenaires) et leurs communautés.</p>	<p>La Commission de surveillance bancaire de Madagascar a dirigé le processus d'élaboration des règles de protection des consommateurs des SFN, y compris les lignes directrices sur le taux effectif total, la transparence, les recours et les réclamations.</p> <p>L'article 16 de la loi philippine sur la protection des données personnelles prévoit qu'un consommateur a le droit d'être informé en matière de traitement automatisé, lorsque les données peuvent constituer le seul fondement d'une décision.</p> <p>La loi organique sur la protection des données personnelles de l'Équateur, promulguée le 26 mai 2021, vise à garantir le droit fondamental à la protection des données personnelles. Cette loi favorise le droit des personnes à accéder aux informations les concernant et à les contrôler, en soulignant l'importance de la protection des données. Elle stipule que ses dispositions s'étendent au traitement des données personnelles sur tout support, qu'il soit automatisé ou non, ainsi qu'à leur utilisation ultérieure.</p>	<p><u>Modèle de politique sur la protection des consommateurs pour les services financiers numériques</u></p> <p><u>Note d'orientation sur la confidentialité des données pour les services financiers numériques</u></p> <p><u>La protection des consommateurs pour les Services financiers numériques : Une enquête sur le paysage des politiques</u></p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
CONNAISSANCES FINANCIÈRES NUMÉRIQUES ESSENTIELLES	<ol style="list-style-type: none"> 1. Créer des partenariats avec les parties prenantes pertinentes afin de faciliter la diffusion et l'élaboration d'un contenu sensible au genre approprié. 2. Encourager et stimuler l'utilisation de modèles féminins, de leaders communautaires et de personnel féminin dans la mise en œuvre des interventions en matière de connaissances financières numériques essentielles (DFL, pour son sigle en anglais). 3. Utiliser les connaissances comportementales, par exemple, se concentrer sur les moments propices à l'apprentissage, comme lorsque les femmes reçoivent des paiements du gouvernement, des virements de fonds ou achètent des produits et des services financiers. 4. Envisager l'engagement de promotrices des DFL, en particulier dans les communautés où les normes et les valeurs fondées sur le genre sont rigoureuses. 	<p>La numérisation des programmes d'éducation financière pour les femmes permet aux interventions d'être plus évolutives et d'utiliser les ressources de manière plus efficace afin d'accroître la portée.</p>	<p>La Banque centrale du Nigeria a élaboré son guide sur les Connaissances financières numériques essentielles qui fournit un cadre pour les interventions en matière de DFL en cours et comprend des normes qui ont été adoptées par les PSF.</p> <p>Pour améliorer les connaissances des femmes, la Banque du Bangladesh a créé un site web intitulé «Connaissances financières essentielles». Il contient des livres de contes, des jeux, des vidéos, des textes, une calculatrice financière, des produits et des informations sur les canaux de distribution. La banque centrale collabore également avec le ministère de l'éducation sur des programmes de connaissances financières essentielles dans les écoles et les collèges, sur lesquels ils peuvent s'appuyer pour développer les initiatives en matière de DFL.</p> <p>La Banque nationale du Rwanda renforce les programmes existants de Connaissances financières numériques essentielles destinés aux femmes par le biais d'un programme national d'ambassadeurs numériques, afin de veiller à combler le déficit de compétences numériques des femmes dans le domaine de la finance.</p> <p>La Surintendance de l'économie populaire et solidaire, SEPS, de Ecuador a créé des simulateurs numériques d'épargne et de budget.¹² Ces simulateurs numériques, qui font partie du programme d'éducation financière de la Sparkassenstiftung et de la SEPS, sont des outils précieux destinés à promouvoir une gestion intelligente des finances personnelles.</p> <p>SEPS Ecuador propose des cours virtuels continus pour améliorer les compétences et les capacités nécessaires à l'augmentation de l'épargne et à la gestion de niveaux d'endettement sains.¹³</p> <p>En outre, d'autres initiatives nationales comprennent le programme d'éducation financière du BDE¹⁴ et le programme d'éducation financière de la Surintendance des banques.¹⁵</p>	<p>Boîte à outils pour la Connaissances financières numériques</p> <p>Note d'orientation sur les connaissances financières numériques essentielles pour l'ANASE</p> <p>Note d'orientation 45 Alphabétisation à la finance numérique</p> <p>finlit.bb.org.bd</p>

12 Les simulateurs numériques sont disponibles à l'adresse suivante : <https://edufinanciera.seps.gob.ec/>

13 Les cours sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.seps.gob.ec/inicio/capacitacion/>

14 Le programme est disponible à l'adresse suivante : <https://bde.fin.ec/programa-de-educacion-financiera/>

15 Le programme est disponible à l'adresse suivante : <https://educacionfinanciera.superbancos.gob.ec/>

DONNÉES SUR L'INCLUSION FINANCIÈRE

Selon le plan d'action de Denarau (DAP, pour son sigle en anglais), les données ventilées par sexe (SDD, pour son sigle en anglais)¹⁶ jouent un rôle essentiel en tant qu'apport aux politiques des régulateurs financiers, et à leur suivi, de façon à réaliser l'inclusion financière des femmes. Le DAP s'engage à soutenir les membres de l'AFI dans la collecte, l'analyse et l'utilisation des données ventilées par sexe afin de promouvoir une plus grande inclusion financière des femmes, et encourage également tous les membres de l'AFI à fixer des objectifs et des cibles spécifiques en matière d'inclusion financière des femmes, à la fois dans le cadre de la Déclaration Maya et des Stratégies nationales d'inclusion financière (SNIF).

En outre, et dans le cadre du même point d'action du DAP, les régulateurs financiers sont encouragés à collaborer

avec d'autres parties prenantes clés, y compris les agences gouvernementales, les partenaires de développement et la société civile, pour collecter des données multidimensionnelles en matière de genre. Cela encourage une approche sectorielle coordonnée de la collecte des SDD, afin de guider et servir de base à la mise en œuvre de politiques solides, sensibles au genre et transformatrices pour l'inclusion financière. Enfin, le réseau AFI est appelé à plaider pour que les institutions financières et les autres acteurs du secteur privé reconnaissent la valeur de la collecte et l'analyse de données ventilées par sexe afin de développer des produits et des services répondant aux besoins des femmes.

16 Nations Unies. 2016. Intégrer une perspective de genre dans les statistiques. Département des affaires économiques et sociales. Disponible à l'adresse : <https://unstats.un.org/unsd/demographic-social/Standards-and-Methods/files/Handbooks/gender/Integrating-a-Gender-Perspective-into-Statistics-E.pdf>

Les données sur le genre dans l'inclusion financière - Les données sur le genre, également appelées statistiques sur le genre, sont des statistiques qui reflètent de manière adéquate les différences et les inégalités entre les femmes et les hommes dans tous les domaines de la vie. Les données sur le genre sont définies par la somme des caractéristiques suivantes :

- Les données sont collectées et présentées par sexe en tant que classification primaire et générale.
- Les données reflètent les questions de genre.
- Les données sont basées sur des concepts et des définitions qui reflètent de manière adéquate la mixité des femmes et des hommes et saisissent tous les aspects de leur vie.
- Les méthodes de collecte des données tiennent compte des stéréotypes et des facteurs sociaux et culturels susceptibles d'induire un biais de genre dans les données.

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
GÉNÉRER, INTÉGRER ET PARTAGER DES DONNÉES VENTILÉES PAR SEXE DE HAUTE QUALITÉ POUR FORMULER, FIXER DES OBJECTIFS ET MESURER LES PROGRÈS ACCOMPLIS EN MATIÈRE DE POLITIQUE ET DE RÉGLEMENTATION POUR LE GIF	1. Assurer un soutien et un leadership de haut niveau pour produire et utiliser les SDD à des fins de politiques de GIF	Compte tenu des ressources importantes, de la complexité et de la diversité des acteurs intervenant dans l'exploitation d'une collecte efficace et complète des SDD pour guider les politiques de GIF, un soutien et un leadership forts de la part des responsables des institutions de réglementation et de surveillance financières sont nécessaires dès le départ. Il est question de veiller à ce qu'un cadre solide de SDD soit formulé et que des SDD de haute qualité soient produites, partagé et utilisé efficacement pour servir de base aux politiques de GIF et aux parties prenantes chargées de la mise en œuvre.	<p>La Banque d'État du Pakistan a publié sa politique « Banque pour l'égalité » (Banking on Equity, tabler sur l'égalité. Jeu de mots), une stratégie historique visant à réduire l'écart entre les sexes dans l'inclusion financière en encourageant une évolution vers des pratiques commerciales favorables aux femmes dans le secteur financier. L'un des principaux piliers de cette politique est la collecte rigoureuse de données ventilées par sexe et la fixation d'objectifs.</p> <p>La Banque centrale du Nigeria a publié le Cadre pour l'avancement de l'inclusion financière des femmes au Nigéria qui prévoit le développement de systèmes de collecte de données ventilées par sexe pour répondre aux besoins des PSF, du gouvernement et des autorités de surveillance.</p> <p>La Banque nationale de la République de Macédoine du Nord a commencé par la collecte de SDD depuis 2020, pour le nombre de comptes bancaires ainsi que le nombre d'utilisateurs actifs de comptes pour les paiements en ligne ou mobiles en fonction de la structure par sexe. Les données sont accessibles au public.</p>	<p>AFI, Note d'orientation 26 : Boîte à outils pour les données ventilées par sexe, 2017</p> <p>AFI, Note d'orientation 25 : Exploiter les données ventilées par sexe, 2017.</p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
<p>GÉNÉRER, INTÉGRER ET PARTAGER DES DONNÉES VENTILÉES PAR SEXE DE HAUTE QUALITÉ POUR FORMULER, FIXER DES OBJECTIFS ET MESURER LES PROGRÈS ACCOMPLIS EN MATIÈRE DE POLITIQUE ET DE RÉGLEMENTATION POUR LE GIF</p> <p><i>Continued</i></p>	<p>2. Diagnostiquer et définir les besoins en données ventilées par sexes</p> <ul style="list-style-type: none"> > Évaluer l'état actuel de l'inclusion financière des femmes, y compris en tirant parti des données du côté de la demande et de l'offre disponibles. > Cartographier l'écosystème des données sur les hommes et les femmes, y compris les principaux acteurs : Producteurs de données, agrégateurs de données et autres parties prenantes. > Évaluer l'état de préparation de l'écosystème de données, depuis la sensibilisation à la pertinence de ces données, jusqu'à la disponibilité, la qualité, la communication et l'utilisation de ces données. > Définir les besoins en données sexospécifiques (feuille de route sur les données disponibles et les données requises pour mieux servir de base aux politiques). 	<p>Un diagnostic préliminaire sur l'inclusion financière des femmes ainsi qu'une analyse des écarts en matière de SDD sont essentiels pour identifier les principales sources de données, ainsi que les acteurs nécessaires pour faciliter la collecte.</p> <p>Les besoins en données ventilées par sexe dépendront des objectifs spécifiques de la vision du pays pour s'attaquer à l'inclusion financière des femmes, de la stratégie et des objectifs d'inclusion financière, et des priorités sur la façon de mesurer les progrès ou les impacts des politiques.</p> <p>Il faut tenir compte du fait que les besoins en matière de données évolueront en même temps que la nécessité d'un processus interactif pour créer un modèle dynamique de collecte de données.</p>	<p>La Commission nationale des banques et des valeurs mobilières du Mexique (CNBV, pour son sigle en espagnol) a exploité les résultats des enquêtes sur l'inclusion financière (ENIF) de 2012 et 2015 pour élaborer sa politique d'inclusion financière. L'ENIF a été utilisée pour identifier les écarts en matière de sexe. Les deux cycles de l'ENIF comprenaient des questions sur la demande de services d'inclusion financière pour les femmes et les hommes, ventilée selon les principaux produits (prêts de groupe, prêts automobiles et prêts hypothécaires, entre autres). Les résultats ont montré que certains types de produits sont davantage utilisés par les femmes, comme les prêts de groupe, parce que les femmes ont tendance à avoir moins de garanties que les hommes. Les résultats de l'ENIF ont également montré que l'écart entre les sexes s'est considérablement réduit en raison de la stratégie du gouvernement consistant à bancariser les bénéficiaires de transferts d'argent, ce qui profite de manière disproportionnée aux femmes. Dans le cadre de la politique nationale d'inclusion financière, l'obtention de données précises sur l'offre, ventilées par sexe, est une stratégie clé pour des politiques et des stratégies fondées sur des preuves.</p> <p>Depuis 2014, le NBR a mis en œuvre une stratégie de cartographie des données des groupes d'épargne et de crédit de façon annuelle.¹⁷</p>	<p>AFI, Note d'orientation 26 : Boîte à outils pour les données ventilées par sexe, 2017.</p> <p>AFI, Note d'orientation 25 : Exploiter les données ventilées par sexe, 2017.</p> <p>Data2x et Partenariat de données pour l'inclusion financière des femmes. Le guide de données sur le genre pour l'inclusion financière des femmes.</p>
	<p>3. Sensibiliser à la nécessité de disposer de données ventilées par sexe pour susciter l'adhésion</p> <ul style="list-style-type: none"> > Identifier des champions dans l'ensemble de l'écosystème. > Exploiter les données relatives à la demande. > Démontrer l'intérêt commercial pour convaincre le secteur privé. > Consulter le secteur privé. > Évaluer, approuver et maintenir les principes réglementaires, les principes de confidentialité des données, les procédures de protection des données et les principes éthiques. 	<p>Compte tenu des coûts et du besoin d'adhésion et d'appropriation liés à la collecte et à l'utilisation des SDD, il est essentiel que les décideurs politiques et les régulateurs adoptent une approche consultative et de leadership. C'est notamment le cas des producteurs de données afin de veiller à la qualité des données en termes de pertinence, de fiabilité, d'exhaustivité et d'actualité.</p>	<p>La Banque du Ghana interagit et collabore avec les PSF, y compris les banques, les émetteurs de monnaie électronique (par exemple les opérateurs d'argent mobile) par le biais d'une série de réunions avec des parties prenantes au cours du processus d'introduction du reporting obligatoire en matière de SDD. Ces réunions ont permis à la banque centrale d'expliquer pourquoi elle était intéressée par les données et comment elles seraient utilisées. Au cours des consultations, les PSF ont été sensibilisés à la nécessité de reconfigurer leurs systèmes ou leurs applications informatiques pour saisir les SDD.</p>	<p>AFI, Note d'orientation 26 : Boîte à outils pour les données ventilées par sexe, 2017.</p> <p>AFI, Note d'orientation 25 : Exploiter les données ventilées par sexe, 2017.</p> <p>Nations Unies. Protection des données personnelles et principes de protection de la vie privée - Archives de l'ONU.</p> <p>AFI, Note d'orientation sur la confidentialité des données pour les services financiers numériques, 2021.</p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
<p>GÉNÉRER, INTÉGRER ET PARTAGER DES DONNÉES VENTILÉES PAR SEXE DE HAUTE QUALITÉ POUR FORMULER, FIXER DES OBJECTIFS ET MESURER LES PROGRÈS ACCOMPLIS EN MATIÈRE DE POLITIQUE ET DE RÉGLEMENTATION POUR LE GIF</p> <p><i>Continued</i></p>		<p>Il est important de partager avec les institutions déclarantes la raison d'être des nouvelles exigences en matière de données, y compris les avantages sociaux et économiques potentiels pour les femmes, afin de promouvoir leur soutien. Ce processus devrait appuyer et entériner les mandats réglementaires aussi bien que les processus et protocoles de protection des données adaptés à chaque étape du processus de gestion des données, et instaurer la confiance dans ce processus tout au long de la chaîne de valeur.</p> <p>À l'occasion du partage des données, il faut intégrer une analyse utilisant différentes variables sociodémographiques, telles que le niveau d'éducation, le statut d'emploi et de prestation de soins, afin de mieux comprendre les différents besoins des femmes.</p>	<p>Bank Al-Maghrib a promu la valeur des données ventilées par sexe au moyen d'ateliers de sensibilisation sur l'inclusion financière des femmes. Depuis 2013, elle a rendu obligatoire la collecte de données ventilées par sexe en matière de crédit et de détention de comptes par le biais d'un rapport annuel. Avant la mise en œuvre de cette obligation, des discussions ont eu lieu avec l'association bancaire. La Banque centrale a amélioré la qualité des données en incluant également les Bureaux d'information sur le crédit. Les données ont été utilisées pour appuyer la formulation de la stratégie nationale d'inclusion financière.</p> <p>La Banque de la République du Burundi partage les SDD avec les prestataires de services financiers et d'autres parties prenantes afin de les sensibiliser aux disparités dans l'utilisation des services financiers entre les hommes et les femmes. Ce partage d'informations a encouragé les PSF à développer des stratégies pour attirer davantage de clientes.</p>	<p>Principes et Data2x et Data2x et Partenariat de données pour l'inclusion financière des femmes, Le guide de données sur le genre pour l'inclusion financière des femmes. (Data2X PLAYBOOK STEP 2)</p>
	<p>4. Développer et adopter des systèmes pour les données ventilées par sexe</p> <ul style="list-style-type: none"> > Créer une référence pour les indicateurs SDD clés. > Définir ou affiner les indicateurs des SDD de différents types (Systèmes d'information de gestion, SIG, opérationnels, prudentiels, etc.). > Établir et harmoniser les définitions. > Mettre l'accent sur la mixité et l'inclusion (étape 5 du Playbook). > Élargir les indicateurs sur les SDD en les alignant sur les priorités politiques. > Adopter des modèles réglementaires sur les SDD. > Automatiser les systèmes de collecte de données. > Analyser les données, partager et rendre compte des progrès, notamment au moyen de tableaux de bord. 	<p>Une fois qu'un diagnostic a été réalisé sur les objectifs, les besoins en matière de politiques, les principaux obstacles, les éléments facilitateurs et les lacunes actuelles en matière de données, il convient de déterminer les approches à adopter pour collecter les sources de données tant du côté de la demande que de l'offre.</p> <p>Cela permettra d'établir les références et les indicateurs cibles, d'élargir les données au-delà de l'accès financier, de l'utilisation et de la qualité pour inclure des données sur la mixité, les nuances sociales et juridiques, entre autres, et de mettre en place les mandats légaux correspondants pour collecter, traiter, analyser, partager et disséminer toutes ces données.</p> <p>Adopter un processus progressif d'adaptation et d'automatisation des données afin de faciliter le stockage, l'intégration, l'analyse et la communication des SDD.</p>	<p>La Bank Negara Malaysia a publié un document d'orientation sur les exigences en matière de présentation d'enquêtes sur l'inclusion financière pour les entités déclarantes, qui exige des PSF qu'ils fournissent annuellement des données en matière de détention de comptes, de crédit, d'épargne, de paiements (y compris la monnaie électronique et les portefeuilles électroniques), ainsi que d'assurance et du takaful. Le document d'orientation énonce l'obligation de fournir des informations sur les crédits ventilés par sexe. Ces données sont transmises par les PSF au moyen d'un système électronique relié à l'entrepôt de données de la Banque centrale.</p> <p>Au Mexique, la Commission nationale des banques et des valeurs mobilières (CNBV) a modifié la loi applicable aux institutions bancaires afin d'obtenir des données sur le crédit et l'épargne. En outre, elle a inclus une nouvelle section concernant la propriété dans le deuxième et le troisième cycle de ses enquêtes nationales sur la demande afin de mettre en lumière les disparités entre les sexes en termes de liberté de disposition en ce qui concerne l'épargne et la propriété.</p>	<p>AFI, Note d'orientation 26 : Boîte à outils pour les données ventilées par sexe, 2017.</p> <p>AFI, Note d'orientation 25 : Exploiter les données ventilées par sexe, 2017.</p> <p>AFI, Note d'orientation sur les modèles de rapport de données ventilées par sexe, 2020.</p> <p>Data2x et Women Financial inclusion Data Partnership, The Gender Data Playbook for Women's financial inclusion (Data2X PLAYBOOK STEP 3)</p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
<p>GÉNÉRER, INTÉGRER ET PARTAGER DES DONNÉES VENTILÉES PAR SEXE DE HAUTE QUALITÉ POUR FORMULER, FIXER DES OBJECTIFS ET MESURER LES PROGRÈS ACCOMPLIS EN MATIÈRE DE POLITIQUE ET DE RÉGLEMENTATION POUR LE GIF</p> <p><i>Continued</i></p>			<p>La Surintendance des banques de la République dominicaine (SBDR) collecte des données de crédit ventilées par sexe depuis 2012, et les données sont disponibles sur le tableau de bord interactif du système d'information du marché bancaire dominicain (acronyme en espagnol : SIMBAD). Le premier rapport en matière de genre dans le secteur bancaire a été publié en 2021. En 2023, une deuxième édition a été publiée, avec un contenu plus détaillé comprenant des données à la fois du côté de la demande et de l'offre.</p> <p>En Équateur, les organismes de réglementation et de surveillance ont entrepris des efforts importants pour collecter, analyser et diffuser des données sur l'inclusion financière avec une approche ventilée par genre. Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> > Le SEPS héberge une section dédiée à l'inclusion financière sur son portail DATA SEPS, avec des données principalement ventilées par sexe.¹⁸ > La surintendance des banques (SB) gère un microsite sur l'inclusion financière, qui propose des indicateurs d'utilisation classés par sexe.¹⁹ > La Banque centrale de l'Équateur (BCE) publie un bulletin trimestriel sur l'inclusion financière, avec des indicateurs d'accès segmentés par sexe.²⁰ 	
	<p>5. Renforcer les capacités en matière de données ventilées par sexe</p> <ul style="list-style-type: none"> > Évaluer les connaissances générales en matière de données parmi les agrégateurs de données. > Renforcer les compétences institutionnelles en matière de données sexospécifiques au niveau des agrégateurs de données. > Renforcer les capacités d'analyse et de visualisation des données. > Encourager les prestataires de services financiers et les autres producteurs de données à renforcer leurs capacités d'analyse et de communication des SDD pertinentes. 	<p>Compte tenu des différentes compétences et exigences requises par les différentes équipes qui gèrent les DSS, y compris les producteurs et les agrégateurs de données, ainsi que par les différentes unités internes qui produisent, intègrent, analysent et diffusent les données, il est important de veiller à ce que les différents acteurs possèdent des compétences minimales en matière de gestion de données, d'analyse statistique et de visualisation de données.</p>	<p>La Banque du Bangladesh recueille des données sur le développement du commerce dans le cadre des données sur le secteur des MPME. La Banque centrale a toutefois constaté que, dans certains cas, les comptes sont créés au nom d'une femme, mais que l'entreprise est contrôlée par un homme. La Banque centrale a donc conseillé aux banques de consulter les associations d'entrepreneuses telles que la Chambre de commerce et d'industrie des femmes du Bangladesh (BWCCI, pour son sigle en anglais) pour faciliter l'identification des «vraies» microentrepreneuses.²¹</p>	<p><u>AFI, Note d'orientation 26 : Boîte à outils pour les données ventilées par sexe, 2017.</u></p> <p><u>AFI, Note d'orientation 25 : Exploiter les données ventilées par sexe, 2017.</u></p> <p><u>AFI, Note d'orientation sur les modèles de rapport de données ventilées par sexe, 2020.</u></p>

18 Le portail DATA PSE est disponible à l'adresse suivante : <https://data.seps.gob.ec/#/dashboards/home>

19 Le microsite est disponible à l'adresse suivante : <https://www.superbancos.gob.ec/estadisticas/portalestudios/estudios-y-analisis/>

20 Le bulletin est disponible à l'adresse suivante : <https://contenido.bce.fin.ec/home1/economia/tasas/indiceINCFIN.htm>

21 De plus amples informations sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.bb.org.bd/sme/smepolicye.pdf>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
<p>GÉNÉRER, INTÉGRER ET PARTAGER DES DONNÉES VENTILÉES PAR SEXE DE HAUTE QUALITÉ POUR FORMULER, FIXER DES OBJECTIFS ET MESURER LES PROGRÈS ACCOMPLIS EN MATIÈRE DE POLITIQUE ET DE RÉGLEMENTATION POUR LE GIF</p> <p><i>Continued</i></p>			<p>Grâce aux efforts de la Banque nationale du Rwanda ainsi que du Bureau de suivi du genre (GMO, pour son sigle en anglais), de l'Institut national de la statistique du Rwanda (NISR, pour son sigle en anglais), des Ministères du genre, et des finances, et d'ONU Femmes, le gouvernement du Rwanda a pu utiliser les SDD pendant plus de 10 ans.</p> <p>En août 2018, la Banque centrale d'Égypte a publié une définition unifiée des entreprises détenues par des femmes à des fins statistiques, comme suit :²²</p> <ul style="list-style-type: none"> > Selon la propriété (capital)(a) une participation d'au moins 51 % détenue par une ou plusieurs femmes > Selon la propriété (capital) et la gestion <ul style="list-style-type: none"> (b) OU une participation d'au moins 20 % détenue par une ou plusieurs femmes ET ≥ 1 femme à la tête de l'entreprise (présidente/vice-présidente) 	<p>Data2x et Women Financial inclusion Data Partnership. The Gender Data Playbook for Women's financial inclusion (Data2X PLAYBOOK STEP 4) 3).</p>
	<p>6. Collecter et utiliser des données ventilées par sexe pour formuler, guider et évaluer les mesures de politique pour le GIF</p> <ul style="list-style-type: none"> > Développer un système qui facilite l'accès aux données en interne. > Élaborer une stratégie de communication externe. > Utiliser les données pour concevoir des politiques et des pratiques fondées sur des preuves. > Identifier des données supplémentaires pour aider les PSF et les acteurs du marché à élaborer des politiques de conception centrées sur le consommateur. > Fixer des objectifs publics et mesurer l'impact de la politique et le processus d'évaluation de la politique. 	<p>L'intégration des efforts en matière de données sexospécifiques dans l'organisation nécessite l'adhésion du leadership. En outre, cela implique une gestion du changement, des communications stratégiques et une mesure de l'impact pour suivre les résultats.</p> <p>L'intégration des bases de données pertinentes, ainsi que le partage et la communication appropriés des ensembles de données et des indicateurs au moyen de rapports et de tableaux de bord réguliers, sont essentiels pour la prise de décision à différents stades du cycle de politiques de GIF. Il s'agit notamment d'établir des diagnostics et des niveaux de référence, de fixer des objectifs et d'identifier de nouvelles priorités.</p>	<p>Dans son Cadre pour l'avancement de l'inclusion financière des femmes, la Banque centrale du Nigeria a fixé l'objectif de combler l'écart entre les sexes en matière d'inclusion financière d'ici 2024, par rapport au niveau de 2018 de 8,5 pour cent. Cela a renforcé l'urgence pour les parties prenantes de suivre les recommandations énoncées dans le cadre, qui comprennent la collecte et l'analyse des données sur le développement durable pour suivre les progrès de l'inclusion financière des femmes.</p> <p>La Banque centrale d'Égypte a utilisé les SDD comme base pour inciter les banques à accorder davantage de prêts aux institutions de microfinance afin d'encourager l'esprit d'entreprise des femmes.</p> <p>Au Mexique, la Commission nationale des banques et des valeurs mobilières (CNBV) a abaissé les exigences de provisionnement pour les prêts aux femmes afin d'égaliser les emprunts, sur la base de données relative à l'offre montrant que les femmes ont des taux plus faibles de prêts en souffrance.</p>	<p>AFI, Note d'orientation 26 : Boîte à outils pour les données ventilées par sexe, 2017.</p> <p>AFI, Note d'orientation 25 : Exploiter les données ventilées par sexe, 2017.</p> <p>AFI, Note d'orientation sur les modèles de rapport de données ventilées par sexe, 2020.</p> <p>Data2x et Women Financial inclusion Data Partnership. The Gender Data Playbook for Women's financial inclusion (Data2X PLAYBOOK STEP 5).</p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
<p>GÉNÉRER, INTÉGRER ET PARTAGER DES DONNÉES VENTILÉES PAR SEXE DE HAUTE QUALITÉ POUR FORMULER, FIXER DES OBJECTIFS ET MESURER LES PROGRÈS ACCOMPLIS EN MATIÈRE DE POLITIQUE ET DE RÉGLEMENTATION POUR LE GIF</p> <p><i>Continued</i></p>			<p>Depuis mars 2023, le SEPS Ecuador impose aux entités de rendre compte d'un ensemble complet de 81 indicateurs, chacun ventilé par sexe. En outre, les entités contrôlées sont tenues de publier ces informations sur leurs sites web respectifs.</p> <p>La NBR a introduit la stratégie de numérisation des groupes d'épargne et de crédit 2023-2028 pour développer des données de qualité et promouvoir l'inclusion financière formelle des femmes.</p>	

STRATÉGIE D'INCLUSION FINANCIÈRE

Plusieurs approches ont été appliquées avec succès au sein du réseau AFI pour développer une stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF).

Toutes les questions de politique relatives à la stratégie d'inclusion financière du modèle de politique pour le GIF sont attribuées aux phases typiques du cycle de vie de la SNIF : la pré-formulation, la formulation et la mise en œuvre. Chacune de ces phases est ensuite subdivisée en éléments principaux qui doivent être pris en compte tout au long du cycle de vie de la SNIF.

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
PRÉ-FORMULATION	<ol style="list-style-type: none"> 1. Rechercher une structure institutionnelle diverse en matière de genre, c'est-à-dire un équilibre entre les sexes dans le leadership et le cadre de gouvernance de la SNIF. > Nommer un point focal de genre à tous les niveaux de la structure de gouvernance. 2. Engagement avec des organisations de femmes, telles que des associations de femmes d'affaires et des groupes de défense des droits et de l'autonomisation des femmes. 3. Document conceptuel sur la SNIF - L'objectif de la SNIF devrait également prendre en compte l'amélioration de l'inclusion financière des femmes en termes d'accès, d'utilisation et de qualité, ainsi que la réduction des écarts entre les sexes. 4. Alignement de la SNIF sur les politiques et législations nationales existantes qui promeuvent l'inclusion financière des femmes. 	<p>La mixité dans les structures institutionnelles et de coordination, ainsi que la représentation des femmes au stade de la pré-formulation, favorisent la prise en considération des questions pertinentes pour les femmes à chaque étape du cycle de vie de la SNIF.</p>	<p>La SNIF 2019-2025 du Cambodge a été préparée par le comité directeur sur le développement du secteur financier et le groupe de travail sur la stratégie d'inclusion financière (WGFI, pour son sigle en anglais), y compris le ministère des Affaires féminines et la vice-gouverneuse de la Banque nationale du Cambodge.</p> <p>La Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Fidji et les Îles Salomon ont tous déployé des efforts concertés pour permettre aux organisations de femmes de contribuer à la stratégie.</p> <p>L'association des entrepreneuses du Bhoutan a participé à l'élaboration de la SNIF.</p> <p>Le Mozambique, la Zambie et la Sierra Leone ont également déployé des efforts similaires. Au Zimbabwe et en Jordanie, plusieurs organisations d'autonomisation des femmes ont été consultées pour la formulation de leur SNIF.</p> <p>D'autres exemples de pays où l'engagement des femmes dans le leadership de la SNIF est relativement élevé comprennent le Samoa, la Jordanie, le Liberia, le Salvador et le Mexique.</p> <p>Au Salvador, le président a signé un décret exécutif pour créer un Conseil national pour l'inclusion et l'éducation financière (CNIEF).</p>	<p><u>Intégrer le genre et l'inclusion financière des femmes dans les stratégies nationales</u> <u>Boîte à outils pour les stratégies nationales d'inclusion financière</u> <u>Rapport d'enquête sur la stratégie d'inclusion financière</u> <u>Structure nationale de coordination et de leadership</u> <u>Modèle de politique pour la stratégie nationale d'inclusion financière</u> <u>Stratégies nationales d'inclusion financière</u> <u>État actuel des pratiques 2022</u> <u>Boîte à outils sur l'élaboration de perspectives de genre</u> <u>Intégrer le genre et l'inclusion financière des femmes dans le cadre de la Banque centrale d'Égypte (BCE)</u> <u>Comblent le fossé entre les sexes : promouvoir l'inclusion financière des femmes : Outils et conseils du réseau AFI</u></p>
FORMULATION	<ol style="list-style-type: none"> 1. Vision, mission et objectifs sensibles au genre - doivent être élaborés en consultation avec les principales parties prenantes, y compris les groupes de femmes. 	<p>La fixation d'objectifs permet d'obtenir des références plus granulaires, qui peuvent contribuer à la réalisation des objectifs d'inclusion financière de la SNIF.</p>	<p>L'Angola, les Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon, le Samoa, le Tadjikistan et le Vanuatu ont des objectifs nationaux spécifiques aux femmes dans leur SNIF, tandis que le Bangladesh, le Rwanda, le Cambodge, le Mexique et la Palestine abordent l'inclusion financière des femmes par le biais d'objectifs stratégiques sexospécifiques.</p>	<p><u>Intégrer le genre et l'inclusion financière des femmes dans les stratégies nationales</u></p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
<p>FORMULATION</p> <p><i>Continued</i></p>	<p>2. Fixer des objectifs spécifiques pour les groupes défavorisés, tels que les femmes, les MPMEF, les jeunes, les personnes âgées, les personnes déplacées de force (FDP, pour son sigle en anglais) et les personnes handicapées, le cas échéant.</p> <p>3. La théorie du changement devrait être ancrée sur un cadre de résultats sensibles au genre et un cadre de suivi et d'évaluation (S&E) solide qui mesure l'impact sur l'inclusion financière des femmes.</p>	<p>Des objectifs politiques explicites et des cibles quantitatives peuvent conduire à des politiques transparentes et inclusives pour les femmes.</p> <p>Cela permet de se concentrer davantage sur la proposition de valeur de l'inclusion financière des femmes.</p>	<p>L'Eswatini, le Nigeria, le Honduras, le Tadjikistan et les Îles Salomon ont élaboré des politiques, des plans ou des cadres autonomes d'inclusion financière des femmes, avec des objectifs spécifiques.</p> <p>Le Salvador a élaboré une feuille de route pour l'inclusion financière des femmes, qui a été approuvée en décembre 2023 par le Conseil national pour l'inclusion et l'éducation financière. Elle est coordonnée par la Banque centrale de réserve du Salvador. Les efforts se concentrent également sur l'amélioration de la collecte et de l'analyse des données ventilées par sexe, l'éducation financière et la prestation de produits et services adaptés qui répondent mieux à leurs besoins.</p> <p>Voici quelques exemples de pays qui intègrent les femmes dans leurs initiatives nationales d'inclusion financière : Burundi, Eswatini, El Salvador, Ghana, Liberia, Madagascar, Malawi, Nigeria, Rwanda, Sierra Leone, Tanzanie, Ouganda, Zambie, Zimbabwe, Afghanistan, Cambodge, Pakistan, Haïti, Mexique, Pérou, Jordanie, Égypte, Maroc, Palestine, Tunisie, Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon, Timor-Leste, Vanuatu et Macédoine du Nord.</p>	<p><u>Stratégies nationales d'inclusion financière : État actuel de la pratique</u></p> <p><u>Le rôle des régulateurs dans la réduction du fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière : une étude de cas au Salvador</u></p>
	<p>4. Actions ciblées en fonction du genre - Formuler des actions visant à abaisser ou à éliminer les barrières de genre pour l'inclusion financière.</p> <p>5. Identifier les domaines de politique clés (KPA, pour son sigle en anglais) dans lesquels les interventions auront le plus d'impact pour combler le fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière.</p> <p>Voici quelques exemples de domaines de politique à fort impact pour faire progresser l'inclusion financière des femmes :</p> <ul style="list-style-type: none"> > Connaissance du client (KYC) échelonnée > Objectifs et initiative d'inclusion de genre explicites dans la SNIF > Connaissances financières essentielles et éducation financière dans le cadre de la SNIF > Règlement sur la protection sensible au genre des consommateurs > Infrastructure financière > Collecte de données ventilées par sexe > Réseaux d'agents > Réglementation de Microfinance/ Coop/Sacco > Combiner les initiatives d'inclusion financière en milieu rural visant les femmes rurales avec les capacités financières et la formation à l'entrepreneuriat et au développement d'entreprises. 	<p>Les actions en fonction du genre sont spécialement conçues pour veiller à l'égalité d'accès aux produits et services financiers, indépendamment du genre ou de l'âge.</p> <p>La définition de domaines de politique permet des interventions ciblées, s'attaque aux disparités entre les genres, adopte une approche holistique, favorise le développement durable, éclaire la prise de décision fondée sur des preuves et encourage la collaboration et les partenariats.</p>	<p>Le cadre pour la promotion de l'inclusion financière des femmes au Nigeria appelle à la mise en œuvre d'une série de mesures visant à favoriser l'ouverture de comptes par les femmes à grande échelle.</p> <p>Le ministère des finances du Royaume de Eswatini a reçu le soutien de l'AFI pour élaborer une feuille de route pour le GIF, identifiant les obstacles, les mesures pour les surmonter, les parties prenantes concernées et les délais de mise en œuvre.</p> <p>La SNIF I du Zimbabwe comportait des mesures et des objectifs d'inclusion de genre, notamment des dispositifs d'autonomisation des femmes, le renforcement des capacités des PSF pour mieux servir les femmes, la création des guichets pour les femmes et pour les MPME dans les institutions bancaires afin de répondre spécifiquement aux besoins des femmes, des connaissances financières essentielles pour faciliter la compréhension des produits financiers, des sessions de dialogue public-privé pour autonomiser les femmes, et la création d'une institution financière dédiée aux femmes : Zimbabwe Women's Microfinance Bank.</p>	<p><u>Inclusion financière des femmes dans les Îles Salomon</u></p> <p><u>Bank on her : Diamond Bank améliore les possibilités d'épargne des femmes nigérianes à faible revenu</u></p> <p><u>Financement des femmes : Une étude de cas sur LAPO Microfinance-Bank Limited</u></p> <p><u>Stratégies nationales d'inclusion financière : État actuel de la pratique</u></p> <p><u>Améliorer l'inclusion financière dans les zones rurales</u></p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
<p>FORMULATION</p> <p><i>Continued</i></p>	<p>6. Données et études diagnostiques</p> <ul style="list-style-type: none"> > Analyse de genre pour comprendre l'infrastructure financière disponible pour les femmes, la demande, l'offre, les barrières réglementaires et les normes socioculturelles qui limitent l'inclusion financière des femmes et des MPME détenues par des femmes. > Les DSS quantitatifs du côté de la demande permettent de montrer et d'expliquer comment et pourquoi les femmes utilisent ou n'utilisent pas certains produits et services financiers. > Tirer parti de la RegTech et de la SupTech pour la collecte régulière des DSS du côté de l'offre. > L'analyse qualitative des données quantitatives est fondamentale pour mieux cerner les différences entre les sexes et approfondir les besoins, les préférences et les comportements financiers des femmes. 	<p>Les diagnostics fournissent une évaluation complète de l'état de l'inclusion financière des femmes.</p> <p>Les diagnostics permettent aux décideurs politiques d'identifier des mesures d'inclusion financière adaptées au contexte local et d'allouer plus efficacement des ressources limitées.</p> <p>Le développement durable peut à la fois éclairer l'élaboration de politiques d'inclusion financière fondées sur des preuves et suivre l'efficacité des efforts déployés pour lever les obstacles auxquels les femmes sont confrontées.</p>	<p>En utilisant les diagnostics des SDD, des pays comme la Tanzanie, le Zimbabwe, le Mozambique, la Palestine et le Suriname ont pu développer des stratégies et des feuilles de route avec des objectifs spécifiques pour l'inclusion financière des femmes.</p> <p>La Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Fidji ont utilisé des évaluations du secteur financier pour servir de base à la formulation de leur stratégie.</p> <p>Le Burundi a utilisé les diagnostics de la même manière pour affiner le ciblage et les moyens d'éliminer les obstacles à l'inclusion financière.</p> <p>La Jordanie a utilisé une étude diagnostique complète pour formuler sa stratégie nationale.</p> <p>Le Zimbabwe a mené une enquête FinScope sexospécifique de MPME et une enquête auprès des consommateurs, qui ont contribué à l'élaboration de sa SNIF II. Cette étude a été fondée sur une évaluation de l'inclusion financière du côté de l'offre, utilisant des données collectées auprès des PSF réglementés et ventilées par âge et par sexe.</p> <p>L'enquête 2020 sur la demande a montré que l'écart entre les sexes en matière de détention d'un compte bancaire aux Fidji a diminué, passant de 16 % en 2014 à 7 % en 2020, ce qui montre l'efficacité d'un objectif sexospécifique.</p>	<p><u>Stratégies nationales d'inclusion financière : État actuel de la pratique</u></p> <p><u>Note d'orientation sur les modèles de rapport de données ventilées par sexe</u></p> <p><u>Enquête sur la demande de services financiers Tonga</u></p>
	<p>7. Budgétisation dans la SNIF Allouer des ressources suffisantes au sein de la SNIF pour mettre en œuvre des activités qui soutiennent la finance inclusive sensible au genre..</p> <p>8. Un budget adéquat pour la collecte régulière de données est également essentiel.</p>	<p>Garantir un soutien financier suffisant pour la mise en œuvre des activités prévues.</p>	<p>Selon la SNIF du Burundi, un montant de hauteur de 23,5 millions de dollars est prévu pour la mise en œuvre des initiatives.</p> <p>L'article 15 de la SNIF équatorienne stipule que « les objectifs décrits dans la politique seront mis en œuvre dans le cadre budgétaire existant de chaque institution ou entité publique, en conformité avec les directives énoncées par l'organe directeur des finances publiques. En outre, les institutions et organisations publiques et privées affiliées à la CONCIF peuvent solliciter un soutien financier auprès d'entités nationales et internationales pour faciliter la mise en œuvre d'initiatives d'inclusion financière».</p>	<p><u>Stratégies nationales d'inclusion financière : État actuel de la pratique</u></p> <p><u>Guide de soutien à la mise en œuvre de l'inclusion financière en Tanzanie (2023-2028) : Stratégies de financement et de budgétisation</u></p>
MISE EN ŒUVRE	<p>1. Mettre en place une unité d'inclusion financière (FIU, pour son sigle en anglais) dédiée et équilibrée en termes de genre pour coordonner efficacement la mise en œuvre de la ENIF.</p>	<p>Aide à identifier les disparités entre les genres, à élaborer des stratégies ciblées et des approches adaptées, et à mettre en œuvre des initiatives efficaces pour y remédier.</p>	<p>Le Cadre pour l'avancement de l'inclusion financière des femmes au Nigeria exige la nomination d'un «champion de genre» de haut niveau au sein des principaux organismes de mise en œuvre pour appuyer la réalisation des recommandations en fonction du genre dans le cadre des impératifs stratégiques.</p>	<p><u>Coordination efficace des parties prenantes pour la mise en œuvre de la stratégie nationale d'inclusion financière</u></p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
MISE EN ŒUVRE <i>Continued</i>		<p>Démontre un engagement à la promotion de l'égalité femmes-hommes et l'égalité d'accès aux services financiers pour les femmes.</p> <p>Contribue à l'autonomisation économique, car l'unité peut concevoir des programmes et des politiques qui renforcent l'autonomie économique des femmes, ce qui se traduit par une augmentation des revenus, la création d'emplois et la croissance économique.</p>	<p>De même, au Zimbabwe et au Nigeria, des groupes techniques spécialisés sont chargés de la mise en œuvre de politiques, de mesures et d'objectifs spécifiques aux femmes.</p> <p>Le Mexique a créé un comité pour l'égalité femmes-hommes des institutions publiques et privées du système financier, sous la direction du ministère des finances et du crédit public et avec l'appui de l'Institut national de la femme, afin de promouvoir une plus grande inclusion des femmes dans le secteur financier et dans l'économie du pays.</p> <p>Au Salvador, le Conseil national pour l'inclusion et l'éducation financière a créé le sous-groupe de travail pour l'inclusion financière des femmes en 2023, composé de diverses entités. Ce sous-groupe supervise la mise en œuvre et est coordonné par la Banque centrale de réserve du Salvador.</p>	<p>Produits et services financiers pour l'inclusion financière des femmes : Une boîte à outils pour l'élaboration de politiques et de réglementations</p>
	<p>1. Un plan de mise en œuvre sensible au genre, assorti d'un plan d'action ou d'une feuille de route, qui devrait comporter des actions et des cibles sexospécifiques mises en correspondance avec des objectifs en fonction du genre classés par priorité, ainsi qu'avec les parties prenantes concernées, un calendrier et des indicateurs clés de performance (KPI, pour son sigle en anglais) pour atteindre les objectifs fixés dans la SNIF.</p> <p>2. Le cadre ICE-3P pour l'élaboration de politiques sensibles au genre</p> <ul style="list-style-type: none"> > IDENTIFIER les segments d'utilisateurs féminins. > CRÉER un marché des femmes. > ENCOURAGER l'utilisation des services financiers. > PARTENARIAT pour obtenir de meilleurs résultats. > PRÉDIRE les comportements et les tendances des utilisateurs. > PROTÉGER les utilisateurs. 	<p>Facilite un suivi et une évaluation efficaces en collectant des données, en suivant les progrès et en évaluant l'impact des initiatives d'inclusion financière sur l'équilibre entre les genres. Cela permet d'identifier les lacunes, de mesurer l'efficacité des interventions et de prendre des décisions fondées sur des preuves afin d'améliorer et d'affiner continuellement les stratégies.</p>	<p>La Banque centrale des Îles Salomon a coordonné l'élaboration de la politique nationale d'inclusion financière des femmes pour les Îles Salomon afin d'accélérer l'inclusion financière des femmes en intégrant les femmes financièrement exclues et auto-exclues d'une manière simple et directe.</p> <p>Le ministère des Finances du Royaume de Eswatini et la Banque centrale du Malawi ont également coordonné l'élaboration de feuilles de route pour une finance inclusive sensible au genre pour leurs pays respectifs, avec des initiatives stratégiques clés pour promouvoir le GIF, les parties prenantes et les calendriers pour chaque activité.</p> <p>Le cadre d'inclusion financière 2023-2026 de la Bank Negara Malaysia intègre les considérations de genre comme un thème transversal pour veiller à l'égalité dans les stratégies et les politiques en :</p> <ul style="list-style-type: none"> > Identifier les obstacles spécifiques auxquels les femmes sont confrontées et qui limitent leur accès et leur utilisation des services financiers. > Utilisation accrue de données ventilées par genre pour éclairer les réponses politiques et élaborer des propositions de valeur personnalisées adaptées aux besoins des femmes et des produits intelligents en termes de genre. > Établir des programmes ciblés d'éducation financière et de renforcement des capacités pour différents sous-groupes de consommatrices (par exemple, les jeunes, les personnes à faible revenu, les PME). 	<p>Intégrer le genre et l'inclusion financière des femmes dans les stratégies nationales</p> <p>Produits et services financiers pour l'inclusion financière des femmes : Une boîte à outils pour l'élaboration de politiques et de réglementations</p> <p>Le genre, l'autonomisation économique des femmes et l'inclusion financière au Zimbabwe</p> <p>Pourquoi la réponse économique au COVID-19 doit-elle être financièrement inclusive et sexospécifique ?</p> <p>Comblant le fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière pendant et après la crise</p> <p>L'élargissement et l'intégration des groupes d'épargne genre dans le système financier formel</p> <p>Groupes d'épargne genre : Formaliser les groupes d'épargne par genre dans les villages - Étude de cas en Égypte</p>

PROPORTIONNALITÉ DES NORMES MONDIALES

Les normes financières mondiales sont essentielles pour la sécurité et la solidité générales du système financier. Toutefois, la mise en œuvre de ces normes doit être soigneusement conçue pour éviter les conséquences imprévues pour les segments défavorisés, y compris les femmes.

Par exemple, dans certaines juridictions, les femmes sont moins susceptibles de détenir les documents d'identification nécessaires pour la KYC et la CDD, ou les garanties nécessaires à l'accès aux prêts bancaires. Par conséquent, au niveau de la mise en œuvre, les décideurs politiques devraient évaluer soigneusement les incidences sur le genre et appliquer la proportionnalité nécessaire en utilisant des

évaluations de risques fondées sur des preuves. Il est important de veiller à ce que les normes internationales en matière d'intégrité et de stabilité financières soient bien alignées sur les politiques et réglementations pour le GIF, et à ce qu'elles n'aient pas de conséquences imprévues sur les objectifs d'inclusion financière. Le Manifeste de Manille présente l'engagement du réseau AFI à coordonner, collaborer et s'engager avec les organismes mondiaux de normalisation pour :

FAIRE entendre la voix des pays en développement et des pays émergents dans le débat en cours sur l'application de normes mondiales pour l'inclusion financière des particuliers et des MPME.

RECUEILLIR des preuves de l'impact des normes mondiales.

ENGAGER les organismes de normalisation (SSB, pour son sigle en anglais) et les organismes internationaux sur la manière dont les considérations d'inclusion financière peuvent être davantage prises en compte dans la mise en œuvre des normes mondiales.

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
MISE EN ŒUVRE PROPORTIONNÉE DES NORMES MONDIALES DE STABILITÉ FINANCIÈRE	<p>Veiller à ce que la mise en œuvre des normes mondiales de stabilité financière (par exemple Bâle III) s'accompagne d'évaluations d'impact ex ante et d'une proportionnalité dans l'application afin d'éviter les conséquences involontaires pour les groupes défavorisés, par exemple les prêts aux MPME propriété de femmes.</p> <p>Appliquer le principe de proportionnalité fondé sur le risque pour promouvoir une approche équilibrée de l'inclusion, de la stabilité et de l'intégrité financières.</p> <p>Veiller à ce que des solutions pratiques soient recherchées par le biais d'un dialogue entre les secteurs public et privé et entre les régulateurs.</p> <p>Améliorer le partage d'informations, la coordination et la collaboration entre les décideurs et les régulateurs financiers axés sur l'inclusion financière, et ceux qui s'occupent de la stabilité et de l'intégrité financières.</p>	<p>La réduction des risques (De-risking) par les banques internationales pourrait avoir des conséquences potentiellement nuisibles pour l'inclusion financière.</p> <p>La mise en œuvre de normes mondiales en matière d'intégrité financière (par exemple, les recommandations du groupe d'action financière, GAFI) et de stabilité financière (par exemple, le cadre de Bâle) dans les pays en développement peut avoir des conséquences négatives involontaires sur l'inclusion financière ; par conséquent, les politiques et les réglementations devraient apporter les avantages d'approches proportionnées basées sur le risque.</p> <p>L'établissement et la réalisation des objectifs de la politique d'inclusion financière sont facilités parallèlement aux objectifs de la politique de stabilité financière et d'intégrité financière.</p>	<p>La Bangko Sentral ng Pilipinas (BSP) a adopté une série d'approches proportionnées aux normes de Bâle II afin d'atténuer l'impact de la mise en œuvre sur l'inclusion financière.</p> <p>La BSP autorise une pondération de risque plus faible pour les portefeuilles de prêts aux MPME des banques qui respectent les normes prudentielles. Cette mesure repose sur le principe que les crédits aux particuliers et aux PME sont moins sensibles aux risques systémiques et ont des délais de remboursement plus courts. Ainsi, les portefeuilles de prêts qualifiés aux MPME et à la microfinance se voient attribuer une pondération de risque de 75 %.</p> <p>En outre, la pondération des risques est appliquée aux prêts garantis par les coopératives du Fonds de garantie du crédit (CSF).</p>	<p>Manifeste de Manille</p> <p>Rapport d'enquête sur la mise en œuvre du cadre de Bâle</p> <p>Résolution du KL sur la proportionnalité dans la pratique</p> <p>Déclaration finale de Bali sur les liens entre l'inclusion financière et la stabilité financière</p> <p>Intégrité financière inclusive : Une boîte à outils pour les décideurs politiques</p> <p>Études de cas sur la proportionnalité dans la pratique (Volume 1)</p> <p>Rapport d'enquête sur la mise en œuvre du dispositif de Bâle</p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
<p>IDENTITÉ NUMÉRIQUE ET CONNAISSANCE ÉLECTRONIQUE DU CLIENT (E-KYC)</p> <p>Permet l'accès à distance aux services financiers, ce qui peut être particulièrement avantageux pour les femmes en raison du gain de temps et de l'amélioration de la protection de la vie privée qu'il permet. Peut être combiné avec la diligence raisonnable simplifiée ci-dessous.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Environnement - le cadre juridique doit tenir compte du contexte national, des infrastructures de soutien, des priorités et des mécanismes de coordination. 2. Perspective de genre - y compris les interfaces accessibles, les normes socioculturelles, le respect de la vie privée, la transparence et la communication. Il peut s'agir de points d'enregistrement réservés aux femmes, de journées d'enregistrement dédiées aux femmes et du recrutement d'agents féminins. 3. Inclusivité - y compris les communautés marginalisées, non desservies ou mal desservies. On doit tenir compte des barrières linguistiques et de l'accès limité à la documentation. 4. Vie privée et sécurité - mesures de protection des données telles que le consentement éclairé, la transmission et le stockage sécurisés et l'authentification solide. 5. Autonomisation - faciliter l'éducation et la sensibilisation et promouvoir les connaissances numériques. 	<p>Veiller à ce qu'il n'y ait pas d'exclusion dans le système d'identification numérique en raison de barrières supplémentaires auxquels les femmes sont confrontées.</p>	<p>Le document d'identité national robuste du Pérou est le principal identifiant de la population.</p> <p>L'innovation la plus prometteuse du Nigeria en matière de connaissance du client est le numéro de vérification bancaire.</p> <p>En Eswatini, le coût du KYC est réduit en permettant l'utilisation de signatures électroniques.</p> <p>En 2021, l'autorité de régulation financière Superintendencia de Bancos (ou SBDR, son acronyme espagnol) a autorisé le e-KYC afin que les comptes de base à faible risque puissent être ouverts numériquement.</p> <p>La carte d'identité nationale du Ghana, connue sous le nom de Ghana Card, facilite le e-KYC et l'intégration numérique des clients, y compris les femmes. La Ghana Card est obligatoire pour effectuer toutes les transactions financières.</p> <p>Les Philippines ont publié une version électronique de la carte d'identité nationale, appelée ePhilID.</p>	<p>Modèle de politique pour l'identité numérique et la connaissance électronique du client (e-KYC)</p> <p>Innovations KYC, inclusion financière et intégrité dans certains pays membres de l'AFI</p> <p>Considérations de genre dans l'équilibre entre l'inclusion financière et la LBC/FT</p> <p>Cadre régional sur la connaissance électronique du client (E-KYC) et l'identité électronique pour l'ECAP!</p> <p>Le rôle des régulateurs pour combler le fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière : une étude de cas de la République dominicaine.</p>
<p>DILIGENCE RAISONNABLE SIMPLIFIÉE À L'ÉGARD DES CLIENTS - VEILLER À CE QUE LES EXIGENCES EN MATIÈRE D'INTÉGRATION SOIENT PROPORTIONNÉES AU PROFIL DE RISQUE DU CLIENT</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Orientations réglementaires sur l'application d'une approche proportionnée et axée sur le risque, en fonction du niveau du profil de risque. 2. Simplification pour éviter les exigences inutiles en matière de documentation pour les produits à faible risque (par exemple, preuve d'adresse ou de revenu). 3. Flexibilité et innovation pour permettre l'utilisation d'identités numériques, de signatures électroniques et des outils d'analyse de données. 	<p>S'attaquer à l'un des principaux obstacles à l'inclusion financière des femmes, le manque de documents d'identification, en adoptant une politique proportionnée axée sur le risque en matière de KYC et d'identification numérique pour les services financiers.</p>	<p>La mise en place de systèmes nationaux d'identification numérique dans des pays tels que l'Égypte, le Ghana, l'Inde, le Nigeria et l'Eswatini a facilité l'intégration rapide des clients potentiels par les institutions financières grâce à des processus e-KYC simplifiés ou réguliers.</p> <p>La Banque de Zambie a publié des exigences KYC échelonnées pour l'ouverture et l'opération des comptes bancaires en 2020. Cette procédure simplifiée permet aux PSF d'accepter plusieurs formes d'identification des clients, telles que les confirmations des chefs de communauté, éliminant ainsi les tracas liés à la documentation auxquels les femmes sont généralement confrontées.</p>	<p>Considérations de genre dans l'équilibre entre l'inclusion financière et la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.</p> <p>Intégrité financière inclusive : Une boîte à outils pour les décideurs politiques</p> <p>FinTech pour l'inclusion financière : Un cadre pour la transformation financière numérique</p> <p>Études de cas sur la proportionnalité dans la pratique (Volume 1)</p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
<p>DILIGENCE RAISONNABLE SIMPLIFIÉE À L'ÉGARD DES CLIENTS - VEILLER À CE QUE LES EXIGENCES EN MATIÈRE D'INTÉGRATION SOIENT PROPORTIONNÉES AU PROFIL DE RISQUE DU CLIENT</p> <p><i>Continued</i></p>			<p>La Banque centrale d'Égypte a publié une réglementation pour les produits d'inclusion financière, les portefeuilles mobiles et les cartes prépayées. En outre, l'unité égyptienne de lutte contre le blanchiment d'argent a publié des exigences simplifiées en matière d'identification des clients, ce qui permet aux banques d'intégrer facilement les clients en utilisant leur pièce d'identité. Le KYC simplifié est utilisé pour les particuliers, les microentreprises et les activités économiques.</p>	
REGTECH ET SUPTECH	<p>1. Faciliter l'utilisation des outils RegTech et SupTech pour identifier et filtrer les clients à faible risque, qui peuvent alors bénéficier d'une concession pour passer par un processus de CDD simplifié.</p>	<p>Cela augmentera l'efficacité et l'efficacité des évaluations des risques de blanchiment de capitaux, de financement du terrorisme et de la prolifération, et permettra de signaler en temps réel les transactions suspectes en fonction du sexe, ce qui, en fin de compte, garantira l'inclusion financière des femmes tout en protégeant l'intégrité du système financier.</p>	<p>Les institutions membres de l'AFI dans des pays tels que le Ghana, le Mexique, le Népal, le Nigeria, les Philippines et le Rwanda ont piloté des solutions RegTech et SupTech pour relever différents défis ou explorer divers cas d'utilisation.</p>	<p><u>Technologies de réglementation et de surveillance pour l'inclusion financière</u> <u>Développement d'un système de registre des agents comme outil RegTech aux Philippines</u></p>

FINANCE VERTE INCLUSIVE

L'intersection entre genre, inclusion financière et changement climatique est une opportunité émergente au niveau mondial. Au-delà des objectifs nationaux et des besoins en ressources, la finance verte doit être poursuivie avec un objectif plus large de perspective de genre et d'inclusion financière.

Les femmes sont touchées de manière disproportionnée par le changement climatique et la dégradation de l'environnement en raison des inégalités de genre existantes, qu'il s'agisse de l'accès aux ressources financières et à la terre, à l'éducation ou à la santé. L'intégration d'approches sensibles au genre dans les projets climatiques permettra d'obtenir des résultats plus efficaces, plus équitables et plus durables, qui bénéficieront tant aux femmes qu'aux hommes. Il y a également des arguments en faveur du climat, puisque l'engagement des femmes dans les mesures d'atténuation du climat produira plus d'avantages environnementaux globaux, tels que la réduction des émissions de CO₂, une plus grande conservation des sols, la prévention de la déforestation et la préservation de la biodiversité. **Placer les femmes au centre des quatre P (promotion, provision, prévention et protection).**

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	RATIONALE	COUNTRY EXAMPLES	RELEVANT KPS
<p>PROMOTION</p> <p>Préparer le secteur privé à offrir des services financiers qui prennent en compte le changement climatique.</p>	<ol style="list-style-type: none"> Sensibilisation et renforcement des capacités - sur les changements environnementaux sensibles au genre et les services financiers verts potentiels. Les évaluations nationales de la vulnérabilité climatique, tant sectorielles que géographiques, sont ventilées par sexe et par âge. Taxonomie - définir des produits et services financiers verts sensibles au genre dans différents contextes nationaux ou régionaux et concevoir des indicateurs pour les mesurer. Les vulnérabilités et les perspectives des femmes sont intégrées dans tout développement de taxonomie de la finance verte. Inclusivité - la finance verte doit atteindre tout le monde, y compris les femmes non bancarisées dans les zones rurales, les femmes vulnérables, les femmes à faible revenu, les femmes vivant avec un handicap, les femmes analphabètes, les coopératives, les MPME, les femmes d'affaires établies, les entrepreneuses émergentes, les jeunes entrepreneuses et les PME dirigées par des femmes. 	<p>Les politiques de promotion d'une Finance Verte inclusive pour les femmes sont essentielles pour lutter contre les inégalités de sexe, promouvoir l'autonomisation des femmes et atteindre les objectifs de développement durable.</p> <p>En offrant un accès égal aux ressources financières, aux opportunités et au pouvoir de décision, ces politiques peuvent permettre aux femmes de participer et de contribuer activement au secteur de la finance verte, ce qui se traduira par des résultats plus équitables et plus durables pour la société.</p> <p>La promotion de technologies propres pour la production d'électricité et de diverses sources renouvelables telles que la géothermie, l'éolien, l'hydroélectricité, le solaire et la bioénergie permettra de mieux appuyer les femmes et les jeunes filles dans les communautés rurales.</p>	<p>La Banque centrale du Nigeria a lancé les principes bancaires durables nigériens (NSBP, pour son sigle en anglais) pour combler les lacunes en matière de financement, de capacité, de genre et de gouvernance. L'un des piliers des NSBP est l'autonomisation économique des femmes par le biais d'une culture du lieu de travail favorisant l'intégration de genre.</p> <p>La Taxonomie Verte de Mongolie est un cadre national de classification des activités considérées comme vertes, destiné à être utilisé par les différentes parties prenantes pour atténuer le risque d'"écoblanchiment" (greenwashing) tout en mobilisant des ressources de financement vertes.</p> <p>La Banque centrale du Népal a publié un document consultatif sur la taxonomie de la Finance Verte afin de développer une compréhension commune de ce qui est vert, ambre et habituel.</p> <p>La Reserve Bank of Fiji a intégré une section dans son enquête 2020 sur la demande de services financiers, qui permet de mieux comprendre les stratégies d'adaptation des différents segments de la société et, en particulier, la résilience des femmes au changement climatique.</p>	<p><u>Finance Verte Inclusive : Du concept à la pratique</u></p> <p><u>Vers une Finance Verte Inclusive : une analyse de l'intersection entre la Finance Verte Inclusive et la Finance Inclusive de Genre</u></p> <p><u>Promouvoir des initiatives et des politiques de Finance Verte inclusive</u></p> <p><u>Feuille de route pour une finance verte inclusive : Éléments de base pour la mise en œuvre des initiatives et des politiques de l'IGF</u></p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	RATIONALE	COUNTRY EXAMPLES	RELEVANT KPS
<p>PROMOTION</p> <p>Préparer le secteur privé à offrir des services financiers qui prennent en compte le changement climatique.</p> <p><i>Continued</i></p>	<p>5. Il est essentiel d'organiser des consultations communautaires tenant compte des questions de genre avec des experts locaux en la matière qui ont une connaissance technique approfondie du contexte économique et social du pays.</p> <p>6. Données - intégrer des éléments verts dans les enquêtes sur la demande (DSS) afin de comprendre les vulnérabilités au changement climatique en fonction du genre, les mécanismes d'adaptation et les impacts du financement sur les femmes.</p>		<p>La Banque du Bangladesh collecte des SDD sur la finance verte depuis 2013 avec la publication du "Rapport trimestriel sur les activités bancaires vertes des banques et institutions financières et les activités de refinancement vertes" du Département de la finance durable. Le rapport a été introduit pour ses activités bancaires vertes mais couvre désormais également les composantes de la finance durable définies dans leur Taxonomie de la finance durable.</p> <p>La Bangko Sentral ng Pilipinas (BSP) a également recueilli et analysé des données environnementales et financières bancaires afin de surveiller les effets des conditions météorologiques extrêmes sur la stabilité du système financier.</p>	<p>Intégrer les politiques de Finance Verte Inclusive dans les Stratégies Nationales d'Inclusion Financière</p> <p>Approche axée sur la demande pour la collecte de données sur la Finance Verte inclusive</p> <p>Mesurer la finance verte inclusive</p> <p>Tirer parti des services financiers numériques pour faire progresser les politiques de Finance Verte inclusive.</p> <p>Politiques de Finance Verte inclusive pour les MPME</p>
<p>PROVISION</p> <p>Fournir des ressources financières pour des projets et des activités écologiques à des bénéficiaires qualifiés.</p>	<p>1. Fixation d'objectifs - pour les projets visant à améliorer l'accès au financement pour les femmes, les entrepreneuses, les groupes de femmes et les MPME.</p> <p>2. Innovation et technologie - Les prestataires de FinTech rendent leurs innovations accessibles aux femmes (peut nécessiter une approche de type "bac à sable").</p> <p>3. Incitations - pour les responsables de la mise en œuvre des programmes encourageant le développement de services financiers qui soutiennent la résilience aux changements environnementaux. Il peut s'agir de conditions favorables, des taxes et des taux d'intérêt concessionnels pour les projets qui répondent spécifiquement aux vulnérabilités des femmes à faible revenu et des clients des MPMEF dans les secteurs verts, tels que l'infrastructure, l'énergie et l'agriculture.</p>	<p>Ces politiques de provision visent à remédier aux inégalités entre les sexes, à autonomiser les femmes et à promouvoir leur participation active au développement durable.</p> <p>Les femmes sont généralement très attachées à la préservation de l'environnement et aux pratiques durables. Les politiques d'aide aux femmes facilitent la mise en œuvre de projets respectueux de l'environnement, tels que les énergies renouvelables, la conservation et les initiatives d'adaptation au changement climatique.</p> <p>En donnant aux femmes les moyens de participer à des projets et à des entreprises écologiques, les politiques d'approvisionnement peuvent améliorer leurs revenus, leur autonomie économique et leur bien-être général. Cela peut à son tour contribuer au développement et à la prospérité des communautés et des sociétés.</p>	<p>La stratégie nationale d'inclusion financière de la Banque centrale des Îles Salomon (2021-2025) comporte des engagements sur les contributions déterminées au niveau national pour la réduction du carbone, ainsi que la Déclaration mondiale Maya sur l'inclusion financière et le plan d'action de Denarau pour le genre et l'inclusion financière.</p> <p>La Banque du Bangladesh a publié une ligne directrice pour les services bancaires verts, qui fixe le cadre de ces services et établit une liste de "produits verts" susceptibles d'être financés par les institutions financières.</p> <p>La Société jordanienne de garantie de prêts (JLGC, pour son sigle en anglais), une société privée détenue à 45 % par la Banque centrale de Jordanie, fournit des garanties de crédit aux industriels dans les domaines des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique, des PME et de la microfinance, et offre une couverture préférentielle aux PME détenues par des femmes, avec un avantage de couverture allant jusqu'à 80 % pour les projets qui sont détenus ou gérés par des femmes.</p>	<p>Rendre le secteur financier plus écologique grâce à des politiques d'approvisionnement : Le rôle des banques centrales</p> <p>Systèmes de garantie de crédit vert pour les MPME</p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	RATIONALE	COUNTRY EXAMPLES	RELEVANT KPS
<p>PROVISION</p> <p>Fournir des ressources financières pour des projets et des activités écologiques à des bénéficiaires qualifiés.</p> <p><i>Continued</i></p>	<p>4. Accès au financement pour les technologies propres - pour les projets dans lesquels les femmes, en tant que personnes et entrepreneuses participent - est essentiel.</p> <p>5. Adaptation des produits - spécialement conçus pour les femmes afin de les préparer aux crises, aux chocs subis par les secteurs qui emploient principalement des femmes, et à l'adoption de technologies d'atténuation par les femmes et les MPME. Les exemples comprennent les taux d'intérêt préférentiels et les produits d'épargne et de prêt des groupes de femmes.</p> <p>6. Exigences de garantie flexibles - pour les femmes et du soutien aux partenaires clés responsables du renforcement des droits de propriété et des droits fonciers, permettant aux femmes d'obtenir des prêts pour des technologies qui favorisent l'atténuation du climat et la résilience.</p> <p>7. Engagement et participation - la disponibilité de financement pour la gestion des ressources naturelles renforce la participation des femmes, par exemple dans les projets de conservation de la biodiversité.</p>			
<p>PROTECTION</p> <p>Les politiques de protection réduisent le risque financier en "socialisant" les pertes potentielles par le biais d'assurances, de garanties de crédit, de prestations sociales ou d'autres mécanismes de partage de risques.</p>	<p>1. Mécanismes de protection - les besoins en fonction du genre, y compris la prise en compte des moyens de subsistance des femmes dans les mécanismes de protection sociale et les solutions aux risques, tels que les garanties de crédit et les régimes d'assurance.</p> <p>2. Éducation et sensibilisation - les projets de résilience au changement climatique et d'atténuation de ses effets doivent intégrer des programmes d'éducation financière, y compris le rôle de l'épargne pour la préparation et la reconstruction après les chocs du changement climatique, et des investissements dans des technologies et des services axés sur l'atténuation et l'adaptation.</p>	<p>Les politiques inclusives de protection de la finance verte peuvent aider à identifier et à atténuer les risques environnementaux et sociaux potentiels associés aux projets verts. Les femmes peuvent être touchées de manière disproportionnée par ces risques en raison de leur rôle de pourvoyeuses de soins, de leur dépendance à l'égard des ressources naturelles ou de leur accès limité à l'information et aux processus de prise de décision.</p> <p>Ces politiques de protection visent à sauvegarder les droits des femmes, à veiller à leur sécurité et leur bien-être, et à atténuer les effets négatifs potentiels pouvant découler de leur participation aux activités de la Finance Verte.</p>	<p>La Banque centrale d'Arménie a mis en place un système d'assurance climatique agricole. L'Agence nationale des assureurs agricoles (AINA) est un partenariat public-privé chargé de la coordination et du développement de l'assurance agricole afin d'améliorer l'efficacité du secteur agricole en Arménie. Le programme subventionne les primes d'assurance et, pour 2020, le taux de subvention était d'entre 50 et 60 % selon le produit. Ce taux est revu chaque année.²³</p>	<p><u>Assurance contre les risques climatiques pour le secteur agricole en Arménie</u></p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	RATIONALE	COUNTRY EXAMPLES	RELEVANT KPS
<p>PRÉVENTION</p> <p>Éviter les résultats indésirables en réduisant les risques sociaux et environnementaux.</p>	<p>1. Évaluation et responsabilisation</p> <p>- les projets présentés doivent mettre en évidence les avantages directs et indirects potentiels pour les femmes, les hommes et les MPME, et inclure un plan d'atténuation des effets externes négatifs ainsi qu'un plan de reporting. Promouvoir l'obligation de rendre des comptes et de remédier aux lacunes en matière de rapports ou d'objectifs. Veiller à ce que les projets approuvés présentent le plus d'avantages directs et indirects pour les femmes et les MPME.</p> <p>2. Les lignes directrices sur la gestion des risques environnementaux et sociaux (ESRM, pour son sigle en anglais) devraient inclure les femmes et les MPME, car l'intégration des risques environnementaux et sociaux dans les cadres de risque est susceptible de conduire à l'exclusion financière.</p> <p>Une gestion efficace de l'ESRM est une fonction d'une bonne gouvernance d'entreprise, d'où la nécessité d'une compréhension claire de la part des actionnaires, du Conseil d'administration et de la direction générale de l'institution financière.</p>	<p>Les politiques de prévention visent à aborder et à éliminer ces défis de manière proactive en se concentrant sur la prévention plutôt que sur des mesures réactives. L'objectif est de créer un environnement favorable et inclusif qui prévient l'apparition de problèmes potentiels et qui veille à l'égalité des chances pour les femmes dans le secteur de la finance Verte.</p>	<p>En 2017, la Banque du Bangladesh a publié la version actualisée des lignes directrices sur la gestion des risques environnementaux, avec une approche plus exhaustive, rendant l'évaluation des risques E&S (environnementaux et sociaux) plus objective. La ligne directrice mise à jour fournit un système robuste de notation quantitative des risques, des listes de contrôle de la diligence raisonnable E&S en fonction des secteurs, et des rôles et responsabilités organisationnels spécifiques en ce qui concerne l'évaluation des risques E&S, et le processus de prise de décision basé sur les notations des risques E&S.</p> <p>Le 9 mai 2022, le SEPS Ecuador a publié la résolution n° SEPS-IGT-IGS-IGJ-INFMR-INR-INGINT-2022-003, introduisant la "Norme de contrôle pour la gestion des risques environnementaux et sociaux dans les coopératives d'épargne et de crédit, et les mutuelles d'épargne et de crédit pour le logement." Cette norme vise à définir les lignes directrices pour les entités dans la gestion des risques environnementaux et sociaux associés aux crédits qu'elles accordent, sur la base des activités économiques de leurs membres ou clients. Elle s'applique spécifiquement aux entités dont le segment de microcrédit représente plus de 20 % de leur portefeuille de crédit total en termes de volume ou de nombre d'opérations. Notamment, la norme comprend des dispositions relatives à la finance verte, à la finance verte inclusive et à la gestion des risques environnementaux et sociaux.</p>	<p><u>Lignes directrices pour la gestion des risques environnementaux et sociaux</u></p>

FINANCEMENT DES PME

Au niveau mondial, les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) sont les moteurs de l'innovation, de la croissance, de la création d'emplois et de la cohésion sociale dans la plupart des économies émergentes.

La prépondérance et la croissance des MPME appartenant à des femmes ou dirigées par des femmes (MPMEF) contribuent de manière significative au développement économique en offrant des opportunités prometteuses de croissance et d'innovation. Malgré leur rôle significatif dans les économies émergentes, il subsiste un écart flagrant et persistant entre les

sexes en matière d'accès aux services financiers. Le déficit de financement des MPME en ce qui concerne les femmes est estimé à 1 700 milliards de USD. Pourtant, les entrepreneuses sont propriétaires de 22 % des micro-entreprises et de 32 % des petites et moyennes entreprises (PME).²⁴ D'une manière générale, les obstacles à l'accès au financement comprennent les obstacles en matière de politiques et de règlements, le manque de produits et de services financiers sensibles au genre, les contraintes en matière de garanties, les préjugés en matière de prêts, les barrières socioculturelles et les connaissances financières limitées, en particulier pour les femmes vivant dans les zones rurales. C'est la raison pour laquelle les décideurs du secteur financier ont identifié l'inclusion financière des MPMEF comme un facteur de réussite essentiel pour la croissance et le développement durables de leurs économies.

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
POLITIQUE DE FINANCEMENT DES MPME	<ol style="list-style-type: none"> 1. Définitions des entreprises et MPME appartenant à des femmes et collecte de données démographiques, économiques et financières pertinentes sur ces MPME et entreprises. 2. L'établissement de quotas pour les PSF afin de financer les MPMEF contribuera à accroître les priorités. 3. Des incitations réglementaires adaptées aux conditions du marché, telles que la réduction du ratio de provisionnement des prêts non classés accordés aux MPMEF et des exigences en matière de liquidité. 4. Infrastructure de paiement numérique pour les micropaiements et faciliter les innovations telles que les paiements à distance, la communication en champ proche (NFC, pour son sigle en anglais) et les paiements par code QR. 5. Coordination et collaboration pour un écosystème des MPMEF, efficace et avec de multiples acteurs des secteurs public et privé. 6. Instituer des mécanismes pour aider les MPME en difficulté à se redresser en cas de crise. 7. Mettre en place des mécanismes de résolution de dettes et de réhabilitation de comptes problématiques des MPMEF. 	<p>Une politique spécifique de financement des PME pour les femmes facilite l'accès aux capitaux. Les entrepreneuses sont souvent confrontées à des difficultés d'accès aux options de financement traditionnelles, telles que les prêts et le capital-risque. Une politique spécifique peut fournir un soutien financier ciblé, comprenant des prêts, des subventions et des prises de participation, spécialement conçue pour répondre aux besoins financiers des entreprises détenues par des femmes. Cela peut aider à combler le fossé financier entre les sexes et permettre aux entrepreneuses de démarrer et de développer leurs entreprises.</p> <p>En offrant des options de financement adaptées aux entrepreneuses, une politique spécifique peut soutenir la croissance et la durabilité de leurs entreprises. Ceci, à son tour, peut conduire à la création d'emplois, à la génération de revenus et à la réduction de la pauvreté. Les entrepreneuses peuvent également contribuer au développement économique local en stimulant l'esprit d'entreprise et en favorisant l'innovation.</p> <p>Une politique spécifique peut favoriser un écosystème entrepreneurial diversifié et inclusif.</p>	<p>Le gouvernement zambien a adopté des définitions nationales des MPME basées sur la politique des MPME de 2008. Dans le cadre du groupe de travail sur les femmes dans le commerce, des définitions provisoires de "l'entrepreneuriat féminin" ont été élaborées en avril 2021.</p> <p>Le Maroc dispose d'une définition claire de la propriété des femmes des MPME et des grandes entreprises.</p> <p>Les PME détenues par des femmes en Malaisie sont définies comme celles dont 51 % du capital est détenu par des femmes ou dont le président-directeur général (PDG) ou le directeur exécutif (DE) est une femme qui détient au moins 10 % du capital (SME Corp. 2017).</p> <p>Le Zimbabwe dispose d'une définition nationale des PME qui accorde un poids différent aux divers secteurs, mais n'a pas de définition nationale de PME détenue ou dirigée par une femme.</p>	<p>Un cadre politique pour l'accès des MPME dirigées par des femmes au financement</p> <p>Catalogue politique : Accès des MPME dirigées par des femmes au financement</p> <p>Cadre politique pour la collecte de données sur les MPME : Un guide pour une finance sexospécifique</p> <p>Modèle de politique de financement des MPME pdf</p> <p>Cadre stratégique sur les services financiers numériques pour les MPME dirigées par des femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes/.</p> <p>Cadre politique régional pour l'amélioration de l'écosystème de financement des MPME en Afrique</p> <p>Accroître l'inclusion financière des femmes et combler le déficit de crédit des PME au Sénégal grâce à une politique et une réglementation financières favorables/</p> <p>Accroître l'inclusion financière des femmes et combler le déficit de crédit aux PME au Maroc grâce à une politique et une réglementation financières favorables/</p>

24 Forum économique mondial. 2023. Le déficit de financement des femmes entrepreneurs s'élève à 1 700 milliards de dollars. Voici comment le combler. Disponible à l'adresse : [https://www.weforum.org/agenda/2023/10/women-entrepreneurs-finance-banking/#:~:text=Like%20her%2C%20many%20women%20around,and%20medium%20enterprises%20\(SMEs\)](https://www.weforum.org/agenda/2023/10/women-entrepreneurs-finance-banking/#:~:text=Like%20her%2C%20many%20women%20around,and%20medium%20enterprises%20(SMEs))

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
<p>POLITIQUE DE FINANCEMENT DES MPME</p> <p><i>Continued</i></p>	<p>8. Une unité spécialisée au sein de l'autorité responsable du secteur général des MPME devrait être la gardienne de la politique et la coordinatrice de sa mise en œuvre dans les différents domaines identifiés dans la politique.</p> <p>9. Disposer d'une feuille de route claire pour guider les MPME informelles vers une plus grande formalité.</p>	<p>Cette diversité peut conduire à l'innovation, à la créativité et au développement de produits et de services servant une clientèle plus large, en plus de promouvoir la collaboration et le partage de connaissances entre les entrepreneuses, ce qui conduit à une croissance et à un apprentissage collectifs.</p> <p>Une politique de financement des PME sensible au genre peut amplifier les résultats sociaux positifs générés par les entreprises dirigées par des femmes. Elle peut soutenir les femmes qui relèvent des défis sociaux et environnementaux grâce à leur modèle commercial, tels que les pratiques durables, les initiatives de développement communautaire ou les projets d'entrepreneuriat social.</p>	<p>En Zambie, les MPMEF sont soutenues par plusieurs organisations, dont la Chambre de commerce et d'industrie de Zambie, le Centre d'accès des entrepreneuses, la Fédération des femmes d'affaires du Comesa et la Fédération zambienne des associations de femmes d'affaires. En outre, l'initiative de financement des entrepreneuses (We-Fi) soutient les PME des femmes en Zambie en favorisant leur accès au financement, aux marchés nationaux et internationaux, en renforçant les capacités et en développant les réseaux.</p> <p>Fonds d'autonomisation de la Banque de réserve de Zimbabwe, RBZ - Les taux d'intérêt subventionnés aident à surmonter un facteur de coût important auquel les femmes sont généralement confrontées lorsqu'elles accèdent aux services financiers formels. Les données nationales montrent une augmentation significative des MPMEF accédant au crédit depuis l'adoption de ce fonds.</p> <p>Zimbabwe Women's Microfinance Bank - créée en 2012, la ZWMB a pour mission de servir les femmes et les PME, principalement dans les zones rurales. La banque est détenue à 100 % par le gouvernement.</p>	<p><u>Accroître l'inclusion financière des femmes et combler le déficit de crédit des PME en Zambie grâce à une politique et une réglementation financières favorables/</u></p> <p><u>Accroître l'inclusion financière des femmes et combler le déficit de crédit des PME au Zimbabwe grâce à une politique et une réglementation financières favorables/</u></p> <p><u>Accroître l'inclusion financière des femmes et combler le déficit de crédit des PME au Rwanda grâce à une politique et une réglementation financières favorables/</u></p> <p><u>Accroître l'inclusion financière des femmes et combler le déficit de crédit des PME au Nigeria grâce à une politique et une réglementation financières favorables/</u></p> <p><u>Note d'orientation sur les finances des PME</u></p> <p><u>Financement des PME dans le cadre de l'Accord de Maputo : La voie vers une plus grande inclusion financière</u></p> <p><u>Faire participer le secteur informel</u></p> <p><u>Rapport de portée et évaluation - Écosystème d'accès au financement des MPME en Afrique</u></p>
<p>GARANTIES ALTERNATIVES - SYSTÈMES DE GARANTIE DE CRÉDIT (CGS, POUR SON SIGLE EN ANGLAIS)</p>	<p>1. Politique de marchés publics en vis-à-vis des MPMEF.</p> <p>2. Un financement adéquat, des systèmes d'atténuation de risques et une gouvernance efficace sont en place pour soutenir les MPMEF.</p> <p>3. Inclusion et accessibilité - les entrepreneuses de tous âges et issues de communautés marginalisées devraient avoir accès au programme.</p> <p>4. Fournir des services de soutien complémentaires aux MPMEF, tels que la formation, afin d'améliorer leur capacité de postuler au CGS.</p>	<p>De nombreux systèmes de garantie de crédit réduisent ou éliminent la nécessité d'une garantie, ce qui peut constituer un obstacle important pour les femmes qui n'ont pas accès aux formes traditionnelles de garantie. Cela permet aux femmes d'accéder au crédit en fonction de leur potentiel commercial et de leurs compétences, plutôt que sur la base de leurs actifs.</p> <p>Les systèmes de garantie de crédit s'accompagnent souvent de programmes d'éducation financière qui forment les femmes à la gestion financière, à l'établissement d'un budget et aux stratégies d'investissement.</p>	<p>Le Fonds de garantie pour l'entrepreneuriat en République démocratique du Congo a été créé en novembre 2020 pour apporter des garanties aux banques commerciales et aux institutions de microfinance (IMF) pour les start-up, les MPME et les artisans.</p> <p>Le Fonds de garantie du Paraguay (FOGAPY) a été mis en place pour appuyer les MPME, tandis que le Fogamu s'adresse spécifiquement aux MPMEF.</p>	<p><u>Systèmes de garantie de crédit : Faciliter le financement des MPME en Afrique pendant la pandémie de Covid-19</u></p> <p><u>Systèmes de garantie de crédit vert pour les MPME</u></p> <p><u>Un cadre de politiques pour l'accès des MPME dirigées par des femmes au financement</u></p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
<p>GARANTIES ALTERNATIVES - SYSTÈMES DE GARANTIE DE CRÉDIT (CGS, POUR SON SIGLE EN ANGLAIS)</p> <p><i>Continued</i></p>	<p>5. Offrir des incitations aux entrepreneuses, telles que des taux de couverture plus élevés.</p>	<p>Ces connaissances leur permettent d'acquérir les compétences nécessaires pour gérer efficacement leurs finances et prendre des décisions financières en connaissance de cause.</p> <p>En accédant au crédit par le biais de systèmes de garantie de crédit et en remboursant les prêts à temps, les femmes peuvent établir un historique de crédit positif, ce qui peut les aider à obtenir des prêts plus importants à l'avenir et à améliorer leur situation financière générale.</p>	<p>Un fonds de développement des entreprises pour les femmes a été créé au Rwanda pour soutenir le système de garantie des femmes.</p>	
<p>INFRASTRUCTURE FINANCIÈRE</p>	<p>L'exécution de transactions garanties sur des biens meubles, les procédures juridiques clairement définies d'adjudication et de saisie, encourageront les PSF à prêter aux MPMEF.</p> <p>Les registres de crédit centralisés (CCR, pour son sigle en anglais) permettent aux prêteurs d'exploiter les données pour accorder des prêts en fonction de l'historique de crédit et des données de remboursement des clients.</p> <p>Les services des agences de notation, c'est-à-dire l'utilisation d'informations sectorielles et d'informations sur les entreprises pour fournir une notation, plutôt que des transactions de crédit historiques.</p> <p>Un régime juridique applicable aux contrats de crédit-bail et de location-vente et affacturage par les PSF est nécessaire pour les encourager à offrir ce service aux MPMEF qui sont généralement sous-capitalisées et peuvent ne pas être en mesure de s'offrir des actifs ou des équipements.</p> <p>Les régimes juridiques (réglementations) permettant les récépissés d'entrepôt en garantie des prêts aux MPME à l'aide de leurs produits, en particulier pour les entreprises agricoles, élargiront l'accès au financement pour le secteur des MPME.</p> <p>L'utilisation des marchés de capitaux comme source alternative de financement des MPMEF.</p>	<p>Une infrastructure financière appropriée contribue à réduire le coût de l'activité, ce qui a un effet positif sur les charges financières et les taux d'intérêt. Une infrastructure financière solide permet à un plus grand nombre de MPMEF d'accéder à des services financiers à des coûts abordables.</p> <p>En s'appuyant sur une infrastructure financière solide, les femmes peuvent accéder aux services financiers en utilisant des garanties non traditionnelles et des données alternatives.</p> <p>Cette infrastructure constitue également un moyen moins coûteux, plus aisé et durable de lever des capitaux sur les marchés des capitaux.</p>	<p>En Zambie, les autorités ont introduit un registre de garanties pour les biens meubles en 2016, permettant aux femmes d'utiliser un plus grand éventail de biens en tant que garantie.</p> <p>En mars 2020, Bank Al-Maghrib a mis en place un registre en ligne des biens mobiliers avec le soutien de la SFI.</p> <p>Le registre centralisé des crédits (CCR), créé par la Banque de réserve du Zimbabwe en 2017, recueille des données auprès des prêteurs afin d'accorder des prêts sur la base des données des clients.</p> <p>En République dominicaine, la loi de 2020 sur les garanties mobilières prévoit un registre de garanties mobilières et un registre de garanties en ligne (Sistema Electrónico de Garantías Mobiliarias).</p> <p>Le lancement de la plateforme de négociation C-TRADE en 2018 par le groupe Escrow et de la plateforme de financement et de cotation des PME Pfuma Inotho au Zimbabwe a permis aux particuliers et aux PME d'acheter et de vendre des actions en ligne. Cela aide les PME à répondre à leurs besoins de liquidité et de financement en levant des fonds sur le marché des capitaux pour leur entreprise.</p> <p>Le gouvernement sénégalais soutient la formalisation de la chaîne de valeur agricole, en créant des opportunités commerciales et du financement pour les producteurs, en collaborant avec des organisations intermédiaires dans les chaînes de valeur du beurre de karité, de la noix de cajou et de la mangue, entre</p>	<p><u>Financement alternatif en République de Biélorussie : le crédit-bail au service du financement des PME</u></p> <p><u>Un cadre politique pour l'accès des MPME dirigées par des femmes au financement</u></p> <p><u>Accroître l'inclusion financière des femmes et combler le déficit de crédit aux PME au Maroc grâce à une politique et une réglementation financières facilitantes</u></p> <p><u>Accroître l'inclusion financière des femmes et combler le déficit de crédit des PME en Zambie grâce à une politique et une réglementation financières facilitantes</u></p> <p><u>Accroître l'inclusion financière des femmes et combler le déficit de crédit des PME au Zimbabwe grâce à une politique et une réglementation financières facilitantes</u></p> <p><u>Le rôle des régulateurs pour combler le fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière : une étude de cas de la République dominicaine.</u></p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
INFRASTRUCTURE FINANCIÈRE <i>Continued</i>			autres. Un exemple réussi est celui d'une productrice de beurre de karité qui a commencé à exporter ses produits au Canada et en Europe.	
DONNÉES SUR LES MPME	<p>Garantir une approche inclusive et participative de la collecte de données sur les MPME afin d'inclure des indicateurs sur les MPMEF.</p> <p>Promouvoir une culture des données ventilées par sexe parmi les prestataires de services.</p> <p>Définir des indicateurs qui reflètent les objectifs de politique et peuvent être utilisés pour évaluer le paysage des MPMEF.</p> <p>Veiller à ce que les capacités et les compétences pour collecter, gérer et analyser des données ventilées par sexe soient mises en œuvre.</p> <p>Mettre en place des plateformes pour diffuser les conclusions.</p>	<p>Les données sur les MPMEF permettent aux décideurs politiques et aux régulateurs d'identifier les obstacles et les lacunes et contribuent à la conception d'interventions ciblées qui favorisent l'inclusion financière.</p> <p>Les données permettent également aux régulateurs de fournir des conseils aux PSF, de fixer des objectifs et d'autres politiques efficaces contribuant à promouvoir un environnement favorable aux MPMEF.</p> <p>L'analyse des données sur les MPMEF peut également aider à évaluer les risques systémiques liés à l'octroi de prêts à ce secteur, qui peuvent présenter des risques pour la stabilité du secteur financier.</p> <p>Les données sur les MPMEF permettent aux décideurs politiques, aux régulateurs et aux PSF de comprendre la dynamique du marché, d'identifier les lacunes et d'adapter les offres aux besoins des femmes.</p> <p>Il permet également d'identifier les opportunités pour les PSF, en particulier lorsque les femmes obtiennent de meilleurs résultats que leurs homologues masculins sur le marché du crédit.</p>	<p>La Banque de Zambie demande aux PSF de fournir des données sur le développement durable par le biais de modèles de rapport de surveillance. L'objectif de ce cadre de données est d'éclairer les décisions politiques tout en comblant le manque de connaissances et d'informations sur les besoins spécifiques des femmes.</p> <p>En 2023, la CNBV a conçu et publié un nouveau rapport réglementaire pour les prêts aux entreprises bancaires afin de collecter des SDD sur l'actionnariat, le conseil d'administration et la direction générale (en vigueur à partir de juillet 2024).</p> <p>²⁵La Banque centrale d'Égypte a publié en 2021 des règlements qui autorisent les banques à utiliser des données alternatives dans les évaluations de crédit en utilisant des modèles de notation comportementale lors de l'octroi de facilités de crédit aux particuliers.</p>	<p><u>Processus de collecte de données et définition des micro, petites et moyennes entreprises : Maroc</u></p> <p><u>Cadre de politique pour la collecte de données sur les MPME : Un guide pour une finance inclusive sexospécifique</u></p> <p><u>Accroître l'inclusion financière des femmes et combler le déficit de crédit des PME en Zambie grâce à une politique et une réglementation financières facilitantes</u></p> <p><u>Un cadre de politique pour l'accès des MPMEF au financement</u></p>
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES MPMEF	<p>Renforcer les compétences des MPMEF et des PSF.</p> <p>Les MPMEF ont besoin d'assistance technique en plus du financement, mais liée à celui-ci.</p> <p>Renforcement des capacités des institutions financières et des Prestataires de Services Financiers Numériques à servir les entreprises féminines.</p>	<p>L'accès aux réseaux d'entreprises et les relations de mentorat entre entrepreneurs expérimentés et novices peuvent être bénéfiques aux nouveaux entrepreneurs et aux entrepreneurs potentiels, et aider plus particulièrement les entrepreneuses.</p>	<p>En République démocratique du Congo, le programme du projet de développement et de croissance des PME appuie les opportunités d'entrepreneuriat pour les jeunes et les femmes, fournit des subventions de contrepartie aux PME établies ayant de bons antécédents, et offre un renforcement des capacités et une gestion de projet.</p> <p>Au Maroc, les programmes de formation pour les femmes en phase de démarrage d'une entreprise dans le cadre de l'ANPME aident les entrepreneuses à former des réseaux et offrent une formation et un accompagnement sur la manière d'approcher les banques pour obtenir un financement.</p>	<p><u>Accroître l'inclusion financière des femmes et combler le déficit de crédit aux PME au Maroc grâce à une politique et une réglementation financières facilitantes</u></p> <p><u>Accroître l'inclusion financière des femmes et combler le déficit de crédit des PME au Zimbabwe grâce à une politique et une réglementation financières facilitantes</u></p> <p><u>Un cadre politique pour l'accès des MPME dirigées par des femmes au financement</u></p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
<p>RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES MPMEF</p> <p><i>Continued</i></p>			<p>La Banque de réserve du Zimbabwe encourage les institutions financières à mettre en place des unités pour les femmes et les PME. Cette démarche a été soutenue par le renforcement des capacités institutionnelles et a permis à de nombreux PSF de développer des produits et des services destinés aux différents segments du marché des femmes.</p> <p>Au Salvador, le programme national pour l'entrepreneuriat féminin est en cours de mise en œuvre et s'articule autour de trois piliers : 1. Les femmes et l'entreprise, qui offre une formation spécialisée sur les compétences entrepreneuriales et l'innovation ; 2. les centres de développement des micro et petites entreprises (12 centres dans tout le pays) ; 3. les guichets de l'entrepreneuriat féminin (six dans le pays), qui facilitent l'information sur la manière d'accéder à divers services.</p> <p>La CBE a lancé l'initiative Nile Preneurs (Entrepreneurs du Nil) pour accompagner les entrepreneurs "de l'idée au lancement" et aider les PME et les startups à se développer grâce à plusieurs programmes, tels que l'incubation, le soutien à l'innovation et le transfert de connaissances.</p>	<p><u>Le rôle des régulateurs dans la réduction du fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière : une étude de cas au Salvador</u></p>

DOMAINES THÉMATIQUES TRANSVERSAUX

En 2019, le réseau AFI a approuvé la Déclaration de Kigali pour faire avancer l'agenda de l'inclusion financière des groupes défavorisés, tels que les femmes, les personnes déplacées de force, les jeunes et les personnes handicapées.

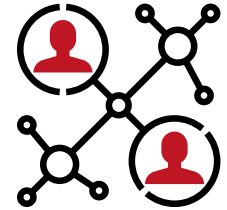
Des cadres réglementaires et des politiques appropriés favorisant leur inclusion financière sont la clé de l'amélioration de l'inclusion, tout en préservant l'intégrité et la stabilité du système financier.

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
PERSONNES DÉPLACÉES DE FORCE (FDP, POUR SON SIGLE EN ANGLAIS)	<ul style="list-style-type: none"> > Encourager l'enregistrement légal des personnes déplacées en temps voulu et délivrer des ID adéquates aux FDP pour le KYC et la CDD. > Recueillir et analyser des données ventilées par sexe pour comprendre les obstacles spécifiques à l'inclusion financière des femmes déplacées de force et élaborer des politiques d'inclusion financière en conséquence. > Développer des produits de paiement adaptés, tels que l'argent mobile, les cartes prépayées ou les portefeuilles aux fonctions limitées et des plafonds de transaction bas. > Permettre aux FDP de partager leurs données financières par le biais de cadres financiers ouverts, afin de faciliter l'accès des femmes FDP aux services financiers, tout en veillant à ce que leurs données soient bien protégées afin d'éviter les menaces à leur bien-être. > Ajuster la SNIF pour intégrer les FDP sur des bases de données fiables. En incluant les FDP, les femmes FDP deviennent un segment cible dans la SNIF. > Élaborer et mettre en œuvre un système de connaissance du client et de consentement préalable à l'utilisation basé sur le risque qui peut favoriser l'inclusion financière des femmes déplacées de force. > Étudier les institutions de microfinance et les coopératives financières communautaires. Ces modèles peuvent fournir les services financiers nécessaires aux personnes déplacées, y compris les femmes. 	<p>L'inclusion financière des femmes déplacées de force leur permet de contrôler leurs propres ressources financières, en les aidant à prendre leurs propres décisions en matière de dépenses, d'épargne et d'investissement ; elle les aide à mieux gérer leurs risques financiers ; elle favorise leur intégration sociale dans les communautés d'accueil en leur permettant d'effectuer des transactions financières, de s'engager avec des entreprises locales et d'établir des relations avec des institutions financières formelles, ce qui favorise la cohésion sociale, réduit l'isolement et renforce le sentiment d'appartenance.</p> <p>L'inclusion financière des femmes déplacées de force favorise leur résilience et leur rétablissement, car elles peuvent accéder aux ressources nécessaires pour gérer les situations d'urgence, reconstruire leur vie et se remettre de l'impact du déplacement forcé.</p> <p>Compte tenu de la complexité de l'inclusion des FDP, la progression de l'inclusion financière des femmes déplacées de force nécessite un effort combiné. Cet effort concerne des domaines tels que la collecte et l'analyse conjointes de données financières et l'élaboration de politiques d'inclusion financière. Il est donc essentiel de promouvoir la collaboration entre les différentes parties prenantes.</p>	<p>Plusieurs institutions membres de l'AFI, telles que la Banque centrale de Mauritanie, la Banque nationale du Rwanda, la Banque centrale du Nigeria et la Banque d'Ouganda, ont mis en œuvre des réformes réglementaires et de politiques qui améliorent l'accès au financement formel pour les FDP qu'elles accueillent.</p> <p>D'autres institutions membres de l'AFI, dont la Banque de Tanzanie, la Banque de Zambie et la Banque centrale de Jordanie, défendent cette cause depuis plusieurs années.</p> <p>Au Rwanda et en Ouganda, Equity Bank travaille avec des organisations humanitaires, telles que la UNHCR, pour ouvrir des comptes aux personnes déplacées. Après vérification par l'organisation humanitaire, les comptes sont ouverts en saisissant des données telles que l'âge, le sexe et le lieu de résidence, et des cartes de débit sont ensuite émises.</p> <p>La SBRD, dans un effort pour appuyer l'inclusion de ce segment, a publié deux circulaires :</p> <p>Circulaire SB : No. 012/21 - Traitement spécial et temporaire pour les personnes de nationalité vénézuélienne dont les documents d'identification ou les passeports ont expiré à partir du 1er juillet 2021 et Circulaire SB : No. 013/22 - au sujet de la prolongation du délai pour le traitement spécial et temporaire pour les personnes de nationalité vénézuélienne dont les documents d'identification ou les passeports ont expiré.</p>	<p><u>Vers des services financiers accessibles à tous, la capacité financière et la santé financière pour tous - Un cadre de politiques pour l'inclusion financière des personnes déplacées à l'étranger</u></p> <p><u>État actuel des pratiques - Cadres de politiques, lois et règlements relatifs à l'inclusion financière des Personnes déplacées de force.</u></p> <p><u>Faire progresser l'inclusion financière des Personnes déplacées de force - Études de cas sur le Rwanda, la Mauritanie et l'Afghanistan</u></p> <p><u>Tirer parti de l'identification numérique et de l'e-KYC pour l'inclusion financière des Personnes déplacées de force : Risques et opportunités</u></p> <p><u>Intégrité financière inclusive : Une boîte à outils pour les décideurs politiques</u></p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
<p>PERSONNES DÉPLACÉES DE FORCE (FDP, POUR SON SIGLE EN ANGLAIS)</p> <p><i>Continued</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> > Renforcer la collaboration entre les parties prenantes - l'élaboration et la mise en œuvre de réformes réglementaires et de politiques visant à promouvoir l'inclusion financière des femmes déplacées de force nécessitent une collaboration étroite entre de multiples acteurs, à savoir les ministères de tutelle responsables des personnes déplacées de force, les partenaires humanitaires et de développement, ainsi que le secteur privé. 			
<p>INCLUSION FINANCIÈRE DES JEUNES ET DES JEUNES FEMMES</p>	<p>Les normes sociales et culturelles affectent l'accès des jeunes femmes au financement.</p> <ul style="list-style-type: none"> > Fixer des objectifs en matière de jeunesse et de genre. > Faciliter l'inclusion des jeunes ruraux et des jeunes femmes. > Promouvoir l'utilisation de garanties non traditionnelles. > La fracture technologique a un impact sur l'accès aux SFN. > Tirer parti de la technologie pour diffuser des messages d'éducation financière. > S'engager avec les ministères de la femme et de la jeunesse et d'autres parties prenantes clés pour veiller à ce que la perspective de genre soit intégrée dans les initiatives en faveur de la jeunesse. > Comprendre les barrières réglementaires ou les catalyseurs sexospécifiques qui ont un impact sur l'accès et l'utilisation du système financier formel par les jeunes hommes et les jeunes femmes. > Mettre en place des fonds spéciaux tels que des systèmes de garantie de crédit ou des mécanismes de crédit ciblant les jeunes (par exemple, des banques de microfinance). > Sensibiliser et responsabiliser les PSF sur la manière d'adapter les produits et services aux jeunes femmes. 	<p>Les jeunes femmes ont comparativement moins accès aux institutions financières formelles et les disparités entre les sexes persistent dans l'accès à la technologie, y compris la possession d'un téléphone portable.</p> <p>L'inclusion financière des jeunes et des jeunes femmes leur permet de contrôler leurs ressources financières, de se lancer dans l'entrepreneuriat, d'augmenter leur potentiel de revenu, de développer leurs connaissances financières essentielles, de renforcer leur résilience et, pour les jeunes femmes, de remettre en question les inégalités entre les sexes et de réduire le fossé entre les hommes et les femmes. Il s'agit d'un outil puissant qui permet aux jeunes et aux jeunes femmes d'atteindre l'indépendance économique et de contribuer à leur propre bien-être économique et à celui de leur communauté.</p>	<p>La Palestine, l'Égypte, Samoa, Fidji, les Îles Salomon, la Zambie et le Zimbabwe sont des exemples de pays qui ont inclus les femmes et les jeunes comme groupes cible dans leurs stratégies d'inclusion financière.</p> <p>Aux Philippines, plusieurs initiatives destinées aux jeunes ont été mises en place, notamment l'intégration de l'éducation financière dans le programme scolaire et la promotion de l'inclusion financière numérique. La BSP a organisé un sommet de la jeunesse pour s'engager auprès des jeunes, les sensibiliser aux initiatives de numérisation de la banque centrale et leur donner les moyens d'agir par le biais de concours et de projets, ainsi qu'en exploitant les plateformes de médias sociaux pour diffuser des messages clés.</p> <p>L'Autorité monétaire palestinienne a élaboré un plan d'action pour l'inclusion financière qui englobe les jeunes, les femmes, les propriétaires de start-up et les entrepreneurs, avec des rôles et des responsabilités clairement définis.</p> <p>Le gouvernement du Zimbabwe a créé la Banque microfinancière des femmes et la Banque microfinancière des jeunes pour appuyer les initiatives d'inclusion financière destinées aux femmes et aux jeunes.</p> <p>La Banque centrale d'Égypte a lancé plusieurs projets et initiatives, tels que l'intégration de la culture financière dans le programme scolaire national, l'attraction des étudiants universitaires grâce au "projet de carte unifiée de l'étudiant" qui sert à la fois de carte de paiement et de carte d'accès au campus</p>	<p><u>Intégrer les jeunes dans une stratégie nationale d'inclusion financière</u></p> <p><u>Cadre stratégique pour l'inclusion financière des jeunes</u></p> <p><u>Philippines - Inclusion financière des jeunes</u></p> <p><u>Palestine - Inclusion financière des jeunes</u></p> <p><u>Égypte - Inclusion financière des jeunes</u></p> <p><u>Réponses politiques à Covid-19 pour la population jeune en Afrique</u></p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
<p>INCLUSION FINANCIÈRE DES JEUNES ET DES JEUNES FEMMES</p> <p><i>Continued</i></p>			<p>universitaire, en plus de cibler les entrepreneurs, en particulier les femmes, par le biais d'initiatives FinTech telles que "Finyology et Acceleretha".</p>	
<p>PERSONNES (FEMMES) HANDICAPÉES</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Fixer des objectifs spécifiques en matière de genre et de handicap dans la SNIF et la NFES (Stratégie nationale d'éducation financière, pour son sigle en anglais). > Faciliter l'inclusion - concevoir et promouvoir des initiatives d'IF pour les femmes handicapées. > Les SDD, ainsi que le type de handicap et l'âge, sont essentiels pour comprendre les besoins et les comportements financiers de ce groupe, ainsi que pour suivre la performance des initiatives mises en œuvre. > La technologie est un outil essentiel pour accéder aux institutions financières, permettant aux femmes handicapées d'être plus indépendantes et de participer pleinement à la vie de la société. 	<p>Les femmes handicapées souffrent d'une double discrimination, fondée à la fois sur le genre et le handicap, et sont jusqu'à trois fois plus susceptibles de subir des violences physiques et sexuelles que les femmes non handicapées.</p> <p>Les femmes handicapées connaissent les taux les plus élevés d'exclusion numérique : elles ont moins accès aux téléphones mobiles et utilisent peu l'internet mobile, même si la connectivité permet d'accéder à l'information et aux services numériques.</p>	<p>Le gouvernement du Malawi met en œuvre le programme d'autonomisation économique inclusive (iSave) destiné aux femmes, aux hommes et aux jeunes handicapés, ainsi qu'à leurs familles et aux personnes qui s'occupent d'eux.</p> <p>En outre, tous les documents d'éducation financière sont traduits en braille et en gros caractères et distribués à tous les centres de ressources pour que les écoliers et les jeunes handicapés puissent y avoir accès et les utiliser.</p> <p>En République dominicaine, tous les PSF doivent disposer de points de service spéciaux et de sièges prioritaires réservés aux personnes handicapées, aux femmes enceintes et aux personnes âgées, afin de faciliter l'accès aux services et produits financiers.</p> <p>En outre, la SBRD a lancé, dans le cadre de la circulaire CCI-REG-202300021, un guide d'accessibilité pour les PSF afin de faciliter l'accès des personnes handicapées aux agences des PSF de la manière la plus naturelle possible.</p> <p>La Banque d'État du Pakistan a institué une exigence selon laquelle le quota d'emploi pour les personnes handicapées dans les banques doit garantir une représentation minimale de 25 % pour les femmes handicapées.</p>	<p><u>Inclusion financière des personnes handicapées</u></p>

5 AUTRES FACTEURS CLÉS POUR UNE FINANCE INCLUSIVE SENSIBLE AU GENRE



Outre les initiatives réglementaires et de politique en faveur d'une finance inclusive sensible au genre, les membres du réseau AFI devraient prendre en compte d'autres initiatives qui sont des facteurs clés de l'inclusion financière des femmes :

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
LEADERSHIP INSTITUTIONNEL ET ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES	<p>1. Politique pour le genre - il ne suffit pas d'avoir des avantages similaires pour combler l'écart ; d'autres initiatives doivent être mises en œuvre pour créer des conditions équitables.</p> <p>2. Incidations pour retenir les femmes professionnelles - attirer et retenir les femmes professionnelles à différents niveaux, en particulier lorsqu'elles deviennent mères, et leur offrir une transition en douceur vers la reprise du travail pour qu'elles puissent poursuivre leur carrière.</p> <p>3. Audits en matière de genre - ils aident à évaluer la manière dont le genre est effectivement institutionnalisé dans les politiques, les programmes, les structures organisationnelles et les procédures (y compris les processus de prise de décision), ainsi que dans les budgets correspondants.</p>	<p>Les efforts visant à combler l'écart entre les sexes en matière d'inclusion financière et à soutenir la création de systèmes financiers équitables en matière de genre nécessitent une participation accrue des femmes à tous les niveaux, allant de l'augmentation du nombre de clientes à l'augmentation du nombre de femmes à la tête d'institutions financières et à la tête d'organes politiques et de décision au niveau national et mondial.</p> <p>Les organisations qui comptent davantage de femmes à des postes de direction de haut niveau sont également en mesure de répondre aux exigences du changement de climat organisationnel.</p> <p>Les organisations à forte mixité ont généralement un impact, notamment en ce qui concerne la promotion de l'inclusion financière des femmes, même si le processus peut prendre beaucoup de temps et s'avérer plus difficile.</p>	<p>es pays disposant de programmes de soutien au leadership féminin au niveau institutionnel sont la République démocratique du Congo, le Malawi, le Ghana, le Nigeria, le Rwanda, l'Afrique du Sud, la Zambie, les Philippines, l'Égypte, le Maroc, la Tunisie, les Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Îles Salomon.</p> <p>Selon le Forum officiel des institutions monétaires et financières (OMFIF, pour son sigle en anglais), en 2022, la Banque nationale de la République de Macédoine du Nord a été classée première entre les banques centrales ayant la plus forte présence féminine dans les postes de direction. Cela soutient certainement les activités de renforcement de la finance inclusive sensible au genre.</p> <p>Soutenue par une politique de mixité solide, en 2022, la Superintendencia de la Economía Popular y Solidaria (SEPS), en Équateur, a une représentation plus élevée de personnel féminin à tous les niveaux : 55 pour cent (52 pour cent en 2020) du total de personnel, 51 pour cent qui sont des cadres supérieurs, et 67 pour cent (51 pour cent en 2020) des membres du conseil d'administration.</p> <p>La Bank Negara Malaysia (BNM) démontre son engagement en faveur de l'égalité femmes-hommes en apportant un soutien aux femmes, notamment par l'accès à une garde d'enfants subventionnée de haute qualité et gérée par des professionnels, de bonnes prestations de maternité et de paternité, et une couverture médicale complète pour les employés et leurs enfants. Avec un effectif composé de 49 % de femmes, la BNM a atteint l'équilibre entre les sexes, les femmes occupant également 43 % des postes de direction.</p> <p>La CNBV Mexico, la Banque de Jordanie et le Centre pour l'inclusion financière de Eswatini ont exploité les résultats des audits de mixité pour identifier les principaux domaines prioritaires et les interventions visant à combler les</p>	<p>Mixité au sein des institutions membres de l'AFI</p> <p>Une boîte à outils pour accroître la mixité et le leadership des femmes dans les institutions de régulation financière</p> <p>Mixité au sein des institutions membres de l'AFI 2018</p> <p>Le rôle des régulateurs pour combler le fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière : une étude de cas de la République Dominicaine.</p> <p>Rapport sur le projet de cartographie du GIF</p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
<p>LEADERSHIP INSTITUTIONNEL ET ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES</p> <p><i>Continued</i></p>			<p>écarts femmes-hommes et les pratiques discriminatoires, et pour fournir un renforcement des capacités et une formation afin de soutenir la mise en œuvre des initiatives de mixité.</p> <p>En mars 2017, le gouvernement égyptien a lancé la Stratégie nationale pour l'autonomisation des femmes 2030. Le pays dispose également de la certification Sceau égyptien de parité femme-homme pour le secteur privé.</p> <p>Le 4e des principes bancaires durables du Ghana invite les institutions financières à prendre conscience de la nécessité de promouvoir l'égalité femme-homme auprès de leurs clients et dans le cadre de leurs activités commerciales, et encourage la mise en place d'actions en ce sens.</p> <p>Pour soutenir la mise en œuvre de la première stratégie nationale d'inclusion financière 2022-2030 (ENIF) en République dominicaine, un comité d'inclusion financière a été créé en 2021, composé de la SBDP, de la BCRD, de la surintendance des assurances, du ministère des finances (HACIENDA) et du ministère de l'industrie, du commerce et des MPME (MICM).</p>	
	<p>4. Établir une politique de mixité et de représentation des femmes aux postes de direction.</p> <ul style="list-style-type: none"> > L'intersectionnalité des identités multiples, telles que la race, l'ethnicité, le handicap et le milieu socio-économique, est essentielle pour veiller à ce que les femmes de tous les milieux et les groupes marginalisés aient des chances égales d'accéder à des postes de direction. > La durabilité permet de s'attaquer aux obstacles et aux préjugés sous-jacents, d'encourager des cultures organisationnelles favorables et de promouvoir des politiques permettant l'inclusion financière des femmes au-delà des quotas. 	<p>Des équipes de leadership diversifiées peuvent contribuer à l'inclusion financière des femmes en augmentant leur représentation et visibilité, en fournissant des modèles et de l'inspiration, en facilitant les réseaux et le mentorat, en promouvant des politiques et des pratiques d'inclusion du genre, en façonnant la culture organisationnelle et la performance commerciale, et en impulsant des changements réglementaires et de politiques. Ces avantages se conjuguent pour créer un environnement plus inclusif et plus favorable à l'épanouissement économique et financier des femmes.</p>	<p>L'Équateur, par exemple, exige que le Conseil d'administration de ses coopératives d'épargne et de crédit ait la même proportion en matière de genre que son Assemblée nationale (c'est-à-dire que si l'Assemblée compte 40 % de femmes, le Conseil d'administration doit compter 40 % de femmes).</p> <p>En décembre 2021, la CNBV-Mexique a annoncé une initiative ciblant les femmes pour l'entrée dans le service de carrière professionnelle, offrant 25 postes de directeurs opérationnels et adjoints, afin d'augmenter la représentation des femmes et de les mettre sur un pied d'égalité avec les hommes au sein de la CNBV.</p> <p>Il existe une corrélation entre le leadership des femmes et les politiques transformatrices de genre, comme le démontrent les institutions membres de l'AFI telles que la BSP, la Banque de Zambie, la CNBV du Mexique, la Banque nationale du Cambodge, la Banque nationale du Rwanda, la Superintendencia de Bancos del Ecuador et la Reserve Bank of Zimbabwe.</p>	<p>Mixité au sein des institutions membres de l'AFI</p> <p>Une boîte à outils pour accroître la mixité et le leadership des femmes dans les institutions de régulation financière</p> <p>Mixité au sein des institutions membres de l'AFI 2018</p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
INSTITUTIONAL LEADERSHIP AND GENDER DIVERSITY <i>Continued</i>	<ul style="list-style-type: none"> > La collaboration et le partenariat entre les différentes parties prenantes sont une nécessité, car ce principe reconnaît l'importance de l'action collective et de la collaboration pour créer un environnement favorable à l'inclusion financière des femmes et pour le succès et la durabilité des quotas. 		<p>Ces institutions comptent des femmes à des postes de direction de haut niveau (soit à la tête de l'institution, soit son adjoint), et elles ont accompli des progrès significatifs dans l'accélération du GIF dans leurs juridictions respectives.</p> <p>La mixité au sein de la SBRD s'est améliorée ces dernières années et en 2023, six des 11 membres du comité exécutif de la SBRD étaient des femmes.</p>	<p>Le rôle des régulateurs pour combler le fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière : une étude de cas de la République dominicaine.</p> <p>Rapport sur le projet de cartographie du GIF</p>
	<p>5. Alliés masculins</p> <ul style="list-style-type: none"> > Faciliter les champions de la cause de l'inclusion financière des femmes afin de créer une force dynamique, visible et unie en faveur de l'égalité femmes-hommes. > Les personnes chargées de l'élaboration des politiques dans les institutions devraient avoir accès à une formation au leadership et à la sensibilisation au genre. 	<p>Il est impératif d'obtenir l'adhésion et l'engagement des leaders masculins pour combler le fossé entre les politiques et les pratiques d'intégration du genre, car les normes socioculturelles se manifestent souvent dans des structures profondes qui perpétuent les inégalités institutionnelles.</p>	<p>À la Banque du Ghana, les hommes constituent l'épine dorsale de l'association des femmes de la banque et sont considérés comme les «barres de fer» des femmes ou ses «piliers de force».</p> <p>La Banque nationale du Rwanda compte 60 % d'hommes au sein de son comité de direction qui soutiennent les initiatives sexospécifiques.</p>	<p>Mixité au sein des institutions membres de l'AFI</p> <p>Une boîte à outils pour accroître la mixité et le leadership des femmes dans les institutions de régulation financière</p> <p>Mixité au sein des institutions membres de l'AFI 2018</p>
	<p>6. Renforcement des capacités en matière de genre</p> <ul style="list-style-type: none"> > S'engager à former et à sensibiliser l'ensemble du personnel aux nouvelles politiques et procédures qui pourraient être mises en place. > Il est essentiel de comprendre le contexte culturel de la juridiction membre lors de l'élaboration de toute activité de renforcement des capacités, afin de veiller à ce qu'elle soit appropriée et qu'elle soit bien accueillie par les participants. > La formation qui soutient une réserve de futures dirigeantes peut inclure des programmes de mentorat et de coaching, aussi bien que leadership, négociation et compétences techniques. 	<p>Programme de leadership et de mixité pour les régulateurs (RDL, pour son sigle en anglais)²⁶ dispensé en partenariat avec la WWB et l'Université d'Oxford.</p> <p>Mentorat, modèles et systèmes de soutien pour gravir les échelons du leadership tout en conciliant leur vie personnelle et professionnelle.</p>	<p>Chaque année, la SEPS d'Équateur participe au programme de leadership et de mixité pour les régulateurs dispensé en partenariat avec la WWB et l'Université d'Oxford, depuis le début du programme en 2019.</p> <p>Au Mexique, le programme de formation annuel de la CNBV comprend des sujets spécifiques sur l'identification, la prévention et le traitement des cas de discrimination, les droits de l'homme, l'égalité, l'inclusion sur le lieu de travail et l'inclusion dans le monde du travail.</p> <p>La Banque nationale du Cambodge dispose d'un Comité des femmes composé de 11 membres, toutes femmes, et présidé par le gouverneur adjoint de la BNC, S.E. Mme Ouk Maly. Le Comité des femmes est principalement responsable de la surveillance et de la promotion de l'agenda des femmes à la BNC.</p> <p>La Banque du Ghana met en œuvre le programme de renforcement des capacités «Female Future» pour les femmes occupant des postes d'encadrement intermédiaire. Ce programme est organisé par la Confédération des entreprises norvégiennes en collaboration avec l'Association des employeurs du Ghana.</p>	<p>Mixité au sein des institutions membres de l'AFI 2023</p> <p>Une boîte à outils pour accroître la mixité et le leadership des femmes dans les institutions de régulation financière</p> <p>Mixité au sein des institutions membres de l'AFI 2018</p> <p>Rapport sur le projet de cartographie du GIF</p>

26 Le programme de formation de 12 semaines vise à promouvoir le leadership des femmes dans les institutions membres afin de réduire l'écart entre hommes et femmes dans les institutions financières, de constituer un vivier de futures femmes leaders et d'élaborer des réponses politiques transformatrices en matière de genre.

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
INSTITUTIONAL LEADERSHIP AND GENDER DIVERSITY <i>Continued</i>			<p>La Banque de Zambie soutient la mise en œuvre de l'outil de contrôle des petites entreprises gérées par des femmes et des hommes (FAMOS, pour son sigle en anglais), un outil d'auto-audit utilisé par les PSF pour identifier les opportunités d'amélioration dans la manière dont ils atteignent et servent les femmes et les hommes dans les petites et moyennes entreprises. Le FAMOS Check porte sur les paramètres suivants : Clientèle, activités et services, approche et diffusion, procédures, ressources et stratégies.</p>	
COORDINATION ET COLLABORATION	<ul style="list-style-type: none"> > Un leadership engagé > Unité d'intégration du genre > Groupes de travail techniques internes et externes > Engagement des parties prenantes > La coordination et la collaboration des parties prenantes devraient porter sur les éléments multisectoriels de l'inclusion financière. 	<p>Coordination institutionnelle et engagement politique - pour veiller à l'engagement et l'adhésion des parties prenantes.</p> <p>Les décideurs et régulateurs financiers peuvent collaborer avec les acteurs nationaux, les dirigeants des communautés masculines et les représentants de la société civile pour faire progresser l'agenda général de l'égalité femmes-hommes et soutenir l'autonomisation des femmes.</p>	<p>La Banque de Zambie a nommé un spécialiste du genre qui organise des formations de sensibilisation pour le personnel et propose des formations sur l'égalité des sexes, soutenues par le Centre Turin d'Italie, qui sont également étendues aux PSF.</p> <p>La Reserve Bank of Zimbabwe collabore étroitement avec diverses parties prenantes, notamment les ministères et départements gouvernementaux, les établissements d'enseignement supérieur, les partenaires de développement et les ONG, les régulateurs du secteur financier et d'autres entités, les participants du secteur privé, les organismes industriels, les entrepreneurs et les communautés dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre de toutes les stratégies visant à soutenir les femmes et les MPMEF.</p> <p>En République dominicaine, un comité d'inclusion financière a été créé en 2021, comprenant la SBRD, le BCRD, la surintendance des assurances, le ministère des finances (HACIENDA) et le ministère de l'industrie, du commerce et des MPME (MICM).</p> <p>Au Pérou, la Commission multisectorielle sur l'inclusion financière a été élargie pour inclure le ministère des transports et des communications, le ministère de la production, le ministère de l'agriculture et de l'irrigation, la présidence du Conseil des ministres et la surintendance du marché des valeurs mobilières. Cela permet une meilleure coordination des éléments multisectoriels de l'inclusion financière.</p> <p>Au Salvador, les efforts d'inclusion financière sont menés par le Banco Central de Reserva de El Salvador (BCR) et sont soutenus par le Conseil national pour l'inclusion et l'éducation financières (Consejo Nacional de Inclusión y Educación Financiera ou CNIEF). La banque centrale se coordonne avec diverses institutions financières pour les encourager à proposer des produits adaptés aux femmes.</p>	<p><u>Le rôle des régulateurs dans la réduction du fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière : une étude de cas au Salvador</u></p> <p><u>Le rôle des régulateurs pour combler le fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière : une étude de cas de la République dominicaine/.</u></p> <p><u>Le rôle des régulateurs dans la réduction du fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière : une étude de cas au Pérou</u></p> <p><u>Rapport sur le projet de cartographie du GIF</u></p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
UNE INFRASTRUCTURE PHYSIQUE ET INFORMATIQUE APPROPRIÉE	<p>Le projet de cartographie du genre a établi que les pays qui ont accéléré l'inclusion financière disposent également d'une pièce d'identité numérique robuste et d'une infrastructure TIC développée.</p> <p>Notamment, bien que certaines d'entre elles n'aient pas d'objectifs ou d'initiatives explicites en matière d'égalité femme-homme, ces juridictions affichent déjà des niveaux élevés de détention de comptes bancaires par les femmes.</p>	<p>L'infrastructure physique joue un rôle crucial dans la promotion de l'inclusion financière des femmes par les moyens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> > Faciliter des transactions sûres et sécurisées. > Permettre l'accès aux services bancaires. > Offrir des points d'accès pour les services bancaires numériques. > Faciliter les programmes d'éducation financière, promouvoir des activités de sensibilisation et créer des opportunités de collaboration. <p>Un système d'identité nationale solide aide à lever les obstacles à l'inclusion financière des femmes liés à l'identification des clients, facilite l'accès aux SFN, permet des programmes gouvernementaux ciblés et renforce la transparence et la sécurité financières.</p> <p>En investissant dans l'infrastructure physique et en l'améliorant, les décideurs politiques et les parties prenantes peuvent améliorer l'accès des femmes aux services financiers, les autonomiser économiquement et contribuer à leur bien-être financier général.</p>	<p>La quasi-totalité des Dominicains et des Péruviens possèdent un téléphone portable et une carte d'identité nationale, ce qui constitue une occasion idéale pour les institutions financières de passer à des produits et canaux numériques.</p> <p>Au Zimbabwe, il est reconnu que des infrastructures physiques adéquates et appropriées (routes, électricité, infrastructures hydrauliques et connectivité internet) sont essentielles pour réduire les obstacles à l'exercice des activités commerciales et promouvoir l'accès au financement pour les MPMEF.</p> <p>L'existence d'un système national d'identification complet au Rwanda a été un élément fondamental de la collecte de données sur le développement durable.</p> <p>En 2022, le gouvernement de la République dominicaine a publié un plan national de numérisation (l'Agenda numérique 2030) pour aider à réduire la fracture numérique et améliorer l'infrastructure et la sécurité numérique.</p> <p>Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, la plupart des pays qui ont réalisé des progrès en matière d'inclusion financière des femmes ont surtout bénéficié de l'introduction de comptes de base ou simples qui ne nécessitent qu'une pièce d'identité nationale pour être ouverts (ce qui n'est pas un obstacle dans la région, car la plupart des femmes ont une pièce d'identité) et qui n'ont pas de soldes minimums ou de commissions associées.</p>	<p>Le rôle des régulateurs pour combler le fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière : une étude de cas de la République dominicaine.</p> <p>Le rôle des régulateurs dans la réduction du fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière : une étude de cas au Pérou</p> <p>Le rôle des régulateurs dans la réduction du fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière : une étude de cas au Pérou</p> <p>Rapport sur le projet de cartographie du GIF</p>
PARTICIPATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES	<p>Dans la plupart des économies en développement et émergentes, de nombreuses femmes sont confinées dans des emplois informels à faible rémunération, ce qui a une incidence sur leur revenu.</p> <p>Les niveaux d'éducation et les types de travail des femmes sont généralement des facteurs qui déterminent leurs niveaux de revenu, lesquels déterminent à leur tour une grande partie de leur parcours de vie et de leur résilience économique.</p> <p>Bien que ce facteur ne soit pas du ressort direct des régulateurs financiers, il est possible de plaider et d'influencer positivement d'autres organismes nationaux et le secteur privé pour qu'ils investissent et soutiennent les entrepreneuses et propriétaires d'entreprises et qu'ils utilisent leur voix pour rassembler l'écosystème afin de défendre la sécurité des femmes et l'égalité économique.</p>	<p>Les femmes économiquement autonomes sont en mesure de percevoir un revenu, d'accumuler des actifs et de faire des choix financiers qui correspondent à leurs objectifs et à leurs aspirations. Cette autonomisation est un aspect fondamental de l'inclusion financière, car elle permet aux femmes d'avoir leur mot à dire dans leur vie financière et contribue à leur bien-être économique général.</p> <p>Lorsque les femmes sont activement engagées dans la vie active et ont accès à des opportunités génératrices de revenus, elles et leurs familles peuvent sortir de la pauvreté.</p> <p>En donnant aux femmes les moyens de produire des revenus et d'accumuler des richesses, l'inclusion financière leur permet d'améliorer leur niveau de vie et de briser le cycle de la pauvreté intergénérationnelle.</p>	<p>Le Pérou a progressé dans l'intégration des femmes sur le marché du travail. Le pays a presque atteint l'égalité femmes-hommes dans sa population active, les femmes représentant 47 % de la population active totale en 2022, contre 37 % en 1990.</p> <p>L'amélioration de la sécurité foncière au Rwanda a conduit les femmes propriétaires à augmenter leurs investissements dans la terre de 18 points de pourcentage, soit le double du niveau observé pour les hommes.</p> <p>En République dominicaine, les femmes ont un bon niveau d'éducation et sont relativement autonomes sur le plan économique, notamment en tant qu'entrepreneuses et travailleuses informelles.</p>	<p>Le rôle des régulateurs dans la réduction du fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière : une étude de cas au Pérou</p> <p>Mixité au sein des institutions membres de l'AFI</p> <p>Le rôle des régulateurs pour combler le fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière : une étude de cas de la République dominicaine.</p> <p>Rapport sur le projet de cartographie du GIF</p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
<p>PARTICIPATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES</p> <p><i>Continued</i></p>		<p>Les femmes qui ont accès à des revenus et à des actifs sont des clientes plus intéressantes pour les PSF, ce qui leur permet d'accéder plus facilement au crédit, aux comptes d'épargne, à l'assurance et à d'autres produits et services financiers. L'inclusion financière favorise que les femmes disposent des outils et des ressources nécessaires pour gérer leurs finances, investir dans leur entreprise ou leur éducation, et se protéger, elles et leur famille, contre les chocs financiers.</p> <p>Lorsque les femmes sont intégrées financièrement, elles peuvent créer leur propre entreprise, accéder au crédit pour développer leur entreprise et contribuer à la création d'emplois et à la croissance économique. En soutenant l'esprit d'entreprise des femmes, l'inclusion financière ne profite pas seulement aux femmes, mais a également des retombées positives sur l'ensemble de l'économie.</p>		
<p>UN ENVIRONNEMENT JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE FAVORABLE</p>	<p>Les lois discriminatoires peuvent réduire la demande de services financiers des femmes d'après la Banque mondiale qui a constaté que 176 pays ont encore des obstacles juridiques à la pleine participation des femmes à la vie économique.²⁷</p> <p>Par exemple, s'il est interdit aux femmes de posséder des actifs, elles n'ont pas la garantie immobilière traditionnellement requise pour les prêts, ce qui limite leur utilisation des produits de crédit.</p>	<p>L'élimination des obstacles juridiques et réglementaires tels que les droits de propriété et d'héritage et l'accès au crédit permettra aux femmes de contribuer de manière significative au développement économique et social.</p> <p>Un environnement juridique et réglementaire favorable permet aux PSF d'être innovants et de développer des produits et des services qui répondent aux besoins et aux préférences des femmes et des MPMEF, ce qui favorise l'accessibilité et la pertinence des services financiers pour les femmes.</p>	<p>Le gouvernement péruvien a lancé le Plan Stratégique Multisectoriel d'Égalité Hommes-Femmes (PEMIG) en 2020 pour aborder l'égalité des sexes à tous les niveaux de la société et des entreprises. La lutte contre la violence fondée sur le genre est un élément crucial de cette initiative. La mixité, l'équité et l'inclusion des femmes au sein des entreprises sont essentielles, tout comme la conception et la prestation délibérée de services et de produits sensibles au genre.</p>	<p><u>Le rôle des régulateurs dans la réduction du fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière : une étude de cas au Pérou</u></p> <p><u>Rapport sur le projet de cartographie du GIF</u></p>

27 Groupe de la Banque mondiale. 2024. Les femmes d'affaires et le droit 2023. Disponible à l'adresse : <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/b339e2a7-ea65-4ed0-a471-d285ded8c4c7/content>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
<p>UN ENVIRONNEMENT JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE FAVORABLE</p> <p><i>Continued</i></p>		<p>La protection des consommateurs, les connaissances financières essentielles et l'éducation sont les résultats d'un environnement réglementaire favorable et peuvent favoriser une plus grande utilisation des produits et services financiers par les femmes et les MPMEF.</p> <p>Un environnement réglementaire et de politiques favorable encourage la collecte et l'analyse des données sur le développement durable dans le secteur financier, ce qui permet aux acteurs des services financiers de mieux comprendre les défis et les opportunités uniques auxquels sont confrontées les femmes dans l'accès et l'utilisation des services financiers, ainsi que d'élaborer des politiques fondées sur des preuves.</p>	<p>L'article 70 de la Constitution de la République de l'Équateur stipule que : «L'État élabore et met en œuvre des politiques visant à atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes, en utilisant les mécanismes spécialisés prévus par la loi. Il intègre une perspective de genre dans ses plans et programmes et offre un soutien technique pour sa mise en œuvre obligatoire dans le secteur public.»</p> <p>Certains pays ont désormais fait état d'évolutions positives dans ce domaine, avec l'enregistrement de réformes liées à la propriété et au contrôle des actifs dans des pays tels que la République démocratique du Congo, l'Irak, le Kenya, la Tanzanie et la Zambie.²⁸</p>	
<p>NORMES JURIDIQUES ET SOCIALES</p>	<p>Bien que le système juridique ne restreigne pas la participation économique des femmes, les normes sociales sexistes désavantagent les femmes dans les communautés où existent des systèmes de croyances patriarcales fortes.</p> <p>Le rapport de cartographie du GIF a établi que les pays où les niveaux d'inclusion financière des femmes sont significativement bas présentent généralement des obstacles socio-économiques, culturels et juridiques importants.</p> <p>Les régulateurs doivent comprendre que les facteurs de l'environnement économique et social au sens large peuvent favoriser ou entraver l'application de la politique et de la réglementation, ainsi que de la combinaison de politiques, et qu'un environnement favorable plus large aura le plus d'impact sur l'élargissement de l'inclusion financière des femmes dans leur juridiction.</p> <p>L'influence puissante des normes sociales et culturelles, prescriptives en matière de genre, peut contrecarrer les progrès potentiels, même lorsque des réglementations fondamentales sont en place.</p>	<p>L'intégration de la perspective de genre dans les politiques et les réglementations par les régulateurs du secteur financier et les décideurs politiques peut ne pas être suffisante pour faire progresser l'inclusion financière des femmes ou pour s'attaquer aux obstacles structurels sociétaux plus larges et aux normes sociales et culturelles négatives auxquels les femmes sont souvent confrontées.</p> <p>Ces facteurs plus larges doivent également être pris en compte par les acteurs en dehors de la réglementation financière, qui disposent d'un mandat clair et d'une forte influence dans ces domaines.</p> <p>Les régulateurs financiers jouent un rôle important en influençant indirectement des changements juridiques et sociétaux plus larges.</p> <p>Les régulateurs financiers et les décideurs politiques peuvent utiliser leur pouvoir de rassemblement pour s'engager dans l'espace élargi de l'inclusion financière. Ils peuvent collaborer avec les régulateurs du secteur non financier, les agences gouvernementales et le secteur privé afin d'identifier et d'éliminer les obstacles et les contraintes juridiques et sociales.</p>	<p>Pour gérer les grossesses chez les adolescentes et les mariages précoces qui ont un impact sur le bien-être économique des jeunes femmes, le gouvernement de la République dominicaine a adopté en 2021 une loi interdisant le mariage avant l'âge de 18 ans.</p>	<p><u>Le rôle des régulateurs pour combler le fossé entre les sexes en matière d'inclusion financière : une étude de cas de la République Dominicaine.</u></p> <p><u>Rapport sur le projet de cartographie du GIF</u></p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
<p>SUIVI ET ÉVALUATION</p>	<p>Suivi continu - un cadre national de résultats (NRF, pour son sigle en anglais) typique comprendrait des objectifs et des interventions sensibles au genre, des KPI pour mesurer leur impact, des données de référence et des objectifs stratégiques, ainsi que des sources de données.</p> <p>Le suivi peut être assuré en interne par l'unité d'inclusion financière, tandis que l'évaluation doit être confiée à un partenaire indépendant.</p>	<p>Faciliter la collecte, l'analyse et l'examen des données relatives à l'inclusion financière en fonction du plan de suivi de la stratégie élaboré au cours de la phase de formulation.</p>	<p>En Eswatini, un examen à mi-parcours de la SNIF a été mené par le Centre pour l'inclusion financière avec l'aide de l'AFI en 2019. Cela a conduit à l'élaboration d'une feuille de route pour une finance inclusive sensible au genre, avec un accent particulier sur l'amélioration de l'accès et de l'utilisation de la finance par les entrepreneuses, qui a été lancée en 2022.</p> <p>Le Paraguay a réalisé en 2019 une évaluation post-mise en œuvre de sa SNIF 2014-2018, qui a donné lieu à un rapport d'évaluation post-mise en œuvre, permettant de comprendre les besoins, les défis et les opportunités de la population en termes d'inclusion financière, ainsi que les lacunes qui devraient être prioritaires dans la prochaine SNIF du Paraguay.</p> <p>Plusieurs pays membres de l'AFI, tels que Fidji, les Îles Salomon, le Paraguay et le Zimbabwe, ont reçu une assistance technique de la part d'organisations telles que l'AFI, le UNCDF et la Banque mondiale, entre autres, afin de réaliser des évaluations de leurs stratégies respectives après leur mise en œuvre.</p>	<p><u>Boîte à outils de suivi et d'évaluation de la stratégie nationale d'inclusion financière</u></p>
	<p>L'ÉVALUATION</p> <p>Une évaluation à mi-parcours réalisée par un tiers indépendant permettra aux institutions chargées de la mise en œuvre d'apporter les ajustements nécessaires au champ d'application, aux cibles ou au plan de mise en œuvre afin d'atteindre les objectifs et cibles sexospécifiques prévus dans le délai imparti.</p> <p>L'évaluation finale de la stratégie permet d'évaluer le niveau de réalisation des mesures, actions et objectifs sexospécifiques, et de renseigner la prochaine stratégie.</p> <p>Une évaluation ex post menée quelques années après la stratégie permet d'évaluer l'ensemble de la chaîne des résultats, jusqu'au niveau de l'impact.</p>	<p>Évaluer l'efficacité de la SNIF à atteindre les buts et objectifs fixés en matière d'inclusion financière des femmes. Cela permet également d'identifier et de traiter les lacunes et les problèmes qui entravent la bonne mise en œuvre de la SNIF.</p>	<p>Le Salvador et le Mexique procèdent à des examens annuels afin de contrôler les différentes actions et d'évaluer le degré d'avancement.</p> <p>En Égypte, un examen à mi-parcours pour 2022-2023 a été mené au premier trimestre 2024 pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la stratégie d'inclusion financière, ainsi que pour concevoir de nouveaux plans d'action stratégiques pour 2024-2025.</p>	<p><u>Boîte à outils de suivi et d'évaluation de la stratégie nationale d'inclusion financière</u></p>

QUESTION DE POLITIQUE	PRINCIPES DIRECTEURS ET RECOMMANDATIONS CLÉS	JUSTIFICATION	EXEMPLES DE PAYS	KP PERTINENTS
COMMUNICATION ET PLAIDOYER	<p>PLAN DE COMMUNICATION</p> <ul style="list-style-type: none"> > Élaborer un plan d'action assorti d'échéances, comprenant des étapes et des événements tels que les annonces clés de la banque, les campagnes médiatiques, les événements nationaux et les jours fériés. > Soutenir les flux d'informations et informer le public sur les activités et les initiatives. > Collaborer avec les parties prenantes internes et externes est essentiel pour obtenir leur adhésion et des suggestions. > Préparer un budget comprenant le coût de chaque activité, y compris les ressources humaines, l'équipement et le matériel. <p>POLITIQUE DE COMMUNICATION Elle devrait fournir des orientations sur l'utilisation des canaux de communication tels que les médias sociaux et le site web, ainsi qu'une stratégie de relations avec les médias, y compris les contacts entre l'institution, les médias et les journalistes.</p> <p>CARTOGRAPHIE DES PARTIES PRENANTES</p> <ul style="list-style-type: none"> > Tenir compte de tous les publics possibles, même ceux qui ne sont pas touchés de manière significative par la politique. > Identifier les publics prioritaires et leurs besoins en matière de communication. > Déterminer comment les produits de communication ou les expériences se connecteront avec les publics. > Évaluer la fonction de communication et son objectif. <p>PRINCIPES ET POLITIQUES DE COMMUNICATION Adapter les messages relatifs à l'écart entre les sexes à chaque groupe d'audience et utiliser un langage simple et des supports visuels facilement compréhensibles. Veiller à ce que les messages et les canaux soient inclusifs et accessibles à tous, y compris aux différentes identités de genre.</p>	<p>Les objectifs et les indicateurs de communication sur l'écart entre les sexes aideront l'institution à mesurer son succès.</p> <p>Ces campagnes sont essentielles pour faciliter la prise de conscience, l'amélioration des connaissances financières essentielles et des compétences des femmes afin qu'elles puissent prendre des décisions financières éclairées, gérer efficacement leurs finances et planifier leur avenir ; renforcer la confiance des femmes lorsqu'elles s'adressent aux institutions financières ; donner aux femmes les outils et les ressources nécessaires pour prendre le contrôle de leur vie et de leurs services financiers ; communiquer des solutions adaptées et des conseils pratiques qui tiennent compte des circonstances spécifiques des femmes, telles que les disparités de revenus, les responsabilités en tant que pourvoyeuses de soins et l'accès limité à l'identification formelle.</p> <p>Les campagnes de communication sexospécifiques permettent aux femmes d'avoir des chances égales d'accéder aux services financiers et d'en bénéficier, contribuant ainsi à leur bien-être financier général et à leur progrès socio-économique.</p>	<p>Des pays comme le Mexique, le Honduras et les Fidji ont créé des sites web spécialisés qui fournissent des mises à jour régulières sur la mise en œuvre de la stratégie, les SDD, les mises à jour du suivi de la SNIF et les défis à relever.</p>	<p><u>Stratégies de communication pour la mise en œuvre de la stratégie nationale d'inclusion financière</u></p> <p><u>Communiquer sur l'inclusion financière des femmes</u></p>

7 CONCLUSION



L'adoption continuelle du GIF devrait non seulement renforcer la résilience financière des femmes, mais aussi contribuer à un développement socio-économique plus large. Pour tirer pleinement parti des avantages du GIF, les décideurs et les régulateurs doivent mettre au point des interventions et des politiques ciblées. Certaines de ces interventions comprennent des programmes adaptés de connaissances financières essentielles, la collecte de SDD, l'exploitation de la technologie pour l'évaluation des risques, l'intégration du GIF dans la SNIF et des campagnes ciblées de sensibilisation au changement climatique, entre autres. Il est également primordial que les normes mondiales soient appliquées de manière proportionnelle afin de veiller à ce que les femmes ne soient pas désavantagées, et l'AFI continuera à s'engager auprès des organismes de normalisation mondiaux (SSB, pour son sigle en anglais) au sujet du GIF afin de promouvoir la sensibilisation de toutes les parties et de s'efforcer d'obtenir la proportionnalité des normes.

Ce modèle de politique pour le GIF est un effort de l'AFI pour fournir des conseils afin d'accroître l'inclusion des femmes dans le secteur financier formel. Le modèle de politique donne une longueur d'avance aux décideurs politiques et aux régulateurs en rassemblant les politiques, les interventions, les leçons et les expériences en matière de GIF qui ont fait leurs preuves. En outre, le modèle de politique fournit des exemples de pays à des fins de référence. Le modèle de politique pour le GIF contribuera grandement à réduire le temps nécessaire pour combler le fossé financier entre les sexes au niveau mondial. Il sera un document dynamique et évolutif, continuellement mis à jour au fur et à mesure que de nouvelles idées et orientations surgiront du travail pratique du réseau en matière de politiques. Ce modèle jettera les bases d'une taxonomie des politiques pour le GIF, qui pourrait contribuer à combler une lacune importante dans le paysage réglementaire.

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

ADR	Règlement extrajudiciaire des conflits	KP	Produits de connaissance
AFI	Alliance for Financial Inclusion	KPA	Domaines de politique clés
LBC/FT	Lutte contre le blanchiment des capitaux/contre le financement du terrorisme	KPI	Indicateurs clés de performance
ANPME	Agence nationale pour la promotion des petites et moyennes entreprises	KYC	Connaissance du client
API	Interface de programmation d'applications	LDR	Programme de leadership et de mixité pour les régulateurs
BCRD	Banque centrale de la République dominicaine	MCS	Surveillance des Pratiques de Marché
BNM	Bank Negara Malaysia (Banque nationale de Malaisie)	IMF	Institutions de microfinance
BSP	Banque centrale des Philippines	MNA	Évaluation des besoins des membres
BWCCI	Chambre de commerce et d'industrie des femmes du Bangladesh	S&E	Suivi et évaluation
CBA	Banque centrale d'Arménie	MICM	Ministère de l'industrie, du commerce et des MPME
CBSI	Banque centrale des Îles Salomon	MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
CCR	Registre centralisé de crédits	NBC	Banque nationale du Cambodge
CDD	Diligence raisonnable à l'égard du client	NFC	Communication en champ proche
PDG	Président Directeur Général	NFES	Stratégie nationale d'éducation financière
CNBV	Commission nationale des banques et des valeurs mobilières (Mexique)	SNIF	Stratégie nationale d'inclusion financière
DAP	Plan d'action de Denarau	NISR	Institut national de la statistique du Rwanda
DFL	Connaissances financières numériques essentielles	NRF	Cadre national de résultats
SFN	Services financiers numériques	NSBP	Principes bancaires durables du Nigeria
RDC	République démocratique du Congo	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
DSS	Enquête sur la demande	POS	Point de vente
E-KYC	Connaissance électronique du client	PWD	Personnes handicapées
ESRM	Gestion des risques environnementaux et sociaux	QR	Réponse rapide
ENIF	Encuesta/Estrategia Nacional de Inclusión Financiera (enquête/stratégie nationale d'inclusion financière)	RBZ	Banque de réserve du Zimbabwe
FDP	Personnes déplacées de force	SACCO	Coopérative d'épargne et de crédit
FIU	Unité d'inclusion financière	SBRD	Superintendencia de Bancos de la República Dominicana
PSF	Prestataire de services financiers	SDD	Données ventilées par sexe
SDD	Données ventilées par sexe	ODD	Objectifs de développement durable
GIF	Gender Inclusive Finance/Genre et inclusion financière	SSB	Organismes de normalisation
SIG	Système d'information géographique	VSLA	Groupes d'épargne et de prêt villageois
GMO	Bureau de suivi du genre	We-Fi	Initiative de financement des entrepreneuses
GPF	Forum politique mondial	WG	Groupes de travail
TIC	Technologies de l'information et de la communication	WGFIS	Groupe de travail pour la stratégie d'inclusion financière
ID	Document d'identité	MPMEF	Micro, petites et moyennes entreprises appartenant/ dirigées par des femmes
IDR	Règlement interne des conflits	WWB	Women's World Banking
SFI	Société financière internationale	ZWMB	Banque de microfinance des femmes du Zimbabwe
JLGC	Société jordanienne de garantie des prêts		

RÉFÉRENCES

1. **Alliance for Financial Inclusion. 2022.** Words Matter - AFI's Financial Inclusion Dictionary (Les mots comptent - Dictionnaire de l'inclusion financière de l'AFI). Disponible à l'adresse : https://www.afi-global.org/wp-content/uploads/2022/11/Words-Matter-AFIs-Financial-Inclusion-Dictionary_2023_isbn.pdf
2. **MSME Finance Forum.** Data Sites (Sites de données). Disponible à l'adresse : <https://www.smefinanceforum.org/data-sites/msme-finance-gap>
3. **McKinsey & Company. 2015.** Report. How Advancing Women's Equality can add \$12 Trillion to Global Growth (Rapport. Comment la promotion de l'égalité des femmes peut ajouter 12 billions de dollars à la croissance mondiale). Disponible à l'adresse : <https://www.mckinsey.com/featured-insights/employment-and-growth/how-advancing-womens-equality-can-add-12-trillion-to-global-growth>
4. **United Nations. 2016.** Integrating a Gender Perspective into Statistics." Department of Economic and Social Affairs (Intégrer une perspective de genre dans les statistiques». Département des affaires économiques et sociales). Disponible à l'adresse : <https://unstats.un.org/unsd/demographic-social/Standards-and-Methods/files/Handbooks/gender/Integrating-a-Gender-Perspective-into-Statistics-E.pdf>
5. **World Bank. 2024.** World Bank Gender Strategy 2024-2030: Accelerate Gender Equality for a Sustainable, Resilient, and Inclusive Future (Stratégie de la Banque mondiale en matière de genre 2024-2030 : Accélérer l'égalité femmes-hommes pour un avenir durable, résilient et inclusif). Disponible à l'adresse : <http://documents.worldbank.org/curated/en/099013107142345483/SECBOS04cf7b650208a5e08b784c0db6a4>
6. **World Bank. 2021.** The Global Findex Database 2021: Financial Inclusion, Digital Payments and Resilience in the Age of COVID-19 (La base de données mondiale Findex 2021 : Inclusion financière, paiements numériques et résilience à l'ère du COVID-19). Disponible à l'adresse : <https://www.worldbank.org/en/publication/globalfindex>
7. **World Bank. 2017.** Lessons From the Field Leveraging Mobile Financial Services to Accelerate Women's Financial Inclusion (Leçons du terrain : tirer parti des services financiers mobiles pour accélérer l'inclusion financière des femmes). Disponible à l'adresse : <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2017/11/30/lessons-from-the-field-leveraging-mobile-financial-services-to-accelerate-womens-financial-inclusion>
8. **World Economic Forum. 2023.** The Finance Gap for Women Entrepreneurs is \$1.7 Trillion. Here's How to Close it (Le déficit de financement des entrepreneuses s'élève à 1,7 billion de dollars. Voici comment le combler). Disponible à l'adresse : [https://www.weforum.org/agenda/2023/10/women-entrepreneurs-finance-banking/#:~:text=Like%20her%2C%20many%20women%20around,and%20medium%20enterprises%20\(SMEs\)](https://www.weforum.org/agenda/2023/10/women-entrepreneurs-finance-banking/#:~:text=Like%20her%2C%20many%20women%20around,and%20medium%20enterprises%20(SMEs))





Alliance for Financial Inclusion

AFI, Sasana Kijang, 2, Jalan Dato' Onn, 50480 Kuala Lumpur, Malaysia
t +60 3 2776 9000 e info@afi-global.org www.afi-global.org

 Alliance for Financial Inclusion  AFI.History  @NewsAFI  @afinetwork